



# 2012

# RAPPORT FINANCIER

# ANNUEL

Société en commandite par actions au capital de 12 169 313 €  
Siège social : 78, rue de Rivoli - 75004 PARIS  
308 382 035 R.C.S. PARIS

# **SOMMAIRE**

	Page
<b><u>RAPPORT DE GESTION DE L'ARTICLE 222-3 I 3° DU RG DE L'AMF</u></b>	<b>3</b>
Partie 1. Analyse de l'évolution du résultat et de la situation financière de la société et du Groupe ; description des principaux risques et incertitudes	4
Partie 2. Informations susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique	50
Partie 3. Tableau récapitulatif des délégations en matière d'augmentation de capital en cours de validité	55
Partie 4. Informations relatives au fonctionnement du programme de rachat d'actions au cours de l'exercice	56
<b><u>COMPTES ANNUELS</u></b>	<b>57</b>
<b><u>COMPTES CONSOLIDÉS</u></b>	<b>77</b>
<b><u>RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS ET CONSOLIDÉS</u></b>	<b>146</b>
<b><u>ATTESTATION DES RESPONSABLES</u></b>	<b>151</b>



# RAPPORT DE GESTION DE L'ARTICLE 222-3 DU RG DE L'AMF

<b>Partie 1- Analyse de l'évolution du résultat et de la situation financière de la société et du Groupe ; description des principaux risques et incertitudes</b>	<b>4</b>
- Présentation de l'activité, des résultats et des perspectives	4
- Informations environnementales, sociales et sociétales	18
- Facteurs de risques	42
- Autres informations (sociétés mère et filiales, organigramme simplifié)	47
<b>Partie 2 - Informations susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique</b>	<b>50</b>
<b>Partie 3 - Tableau récapitulatif des délégations en matière d'augmentation de capital en cours de validité</b>	<b>55</b>
<b>Partie 4 - Informations relatives au fonctionnement du programme de rachat d'actions au cours de l'exercice</b>	<b>56</b>

# **PARTIE 1 : ANALYSE DE L'ÉVOLUTION DU RÉSULTAT ET DE LA SITUATION FINANCIÈRE DE LA SOCIÉTÉ ET DU GROUPE. DESCRIPTION DES PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES**

---

## **I. ACTIVITÉ ET RÉSULTATS**

En 2012, dans un contexte de morosité des marchés européens de l'habillement féminin et d'évolution rapide des canaux de distribution en Chine, le Groupe ETAM a maintenu son Résultat Opérationnel Courant par rapport à 2011. Alors que la marque 1.2.3 a fait l'objet d'un retournement durant l'année écoulée, la marque ETAM a globalement continué de souffrir du contexte économique dégradé et d'une forte concurrence, même si l'activité Lingerie a connu un redressement au second semestre. En Chine, le développement de la part de marché des centres commerciaux et du canal internet au détriment des Grands Magasins, le ralentissement de la croissance de la consommation textile et le manque d'attractivité des marques du Groupe dans un contexte d'inflation des coûts, ont induit une baisse significative du chiffre d'affaires à surface comparable, et donc de la rentabilité opérationnelle.

Le chiffre d'affaires consolidé s'est établi à 1 216,9 M€, en augmentation de 32,8 M€, soit +2,8% par rapport à 2011, et en baisse de 3,4% à surface comparable et taux de change constant. Le résultat opérationnel courant a été tenu, à 41,9 M€ contre 41,5 M€ en 2011. Cette stabilité résulte d'une forte croissance du résultat opérationnel courant de l'Europe par rapport à 2011, soit +24,3 M€ dont +19,7 M€ sur la seule marque 1.2.3, et d'une forte baisse du résultat opérationnel courant de la Chine par rapport à 2011, soit -23,9 M€.

En 2012 en Europe, l'évolution\* du chiffre d'affaires a été de +0,6%, dont -1,4% pour la marque ETAM et +8,5% pour la marque 1.2.3. En France, où - selon l'Institut Français de la Mode - les ventes d'habillement féminin ont marqué un recul pour la cinquième année consécutive (-3,4% sur le canal des chaînes spécialisées en 2012), le Groupe a mieux résisté avec +0,2%\*. En Chine, la baisse\* de chiffre d'affaires a été de 12,6%.

En Europe, le taux de marge brute a augmenté de 2,3 points de chiffre d'affaires, sous l'effet d'une amélioration sensible du taux de démarque, en particulier chez 1.2.3, de la baisse des prix d'achat convertis en euros et d'une bonne anticipation des stocks résiduels. Les coûts de distribution et les frais administratifs ayant été bien maîtrisés, la marge opérationnelle courante a crû de 3,1 points de chiffre d'affaires et le résultat opérationnel courant a atteint 40,4 M€ en 2012 contre 16,1 M€ en 2011. En Chine, où le nombre d'ouvertures nettes a été limité à 69 en 2012, portant le nombre de points de vente à 3 355 au 31 décembre 2012, la baisse du chiffre d'affaires de 12,6% à surface comparable et taux de change constant, jointe à une baisse du taux de marge brute de 1,8 point de chiffre d'affaires et à une inflation significative des coûts de distribution, a provoqué une chute du résultat opérationnel courant, qui s'établit à 1,5 M€ en 2012 contre 25,4 M€ en 2011.

Le Groupe a par ailleurs comptabilisé d'autres charges opérationnelles à hauteur de 8,4 M€ contre 7,0 M€ en 2011. Ces charges non-courantes représentent les coûts de fermeture du magasin *Flagship* de la rue de Rivoli pour 3,3 M€, les coûts de mise en œuvre des rationalisations du parc de magasins Etam pour 4,8 M€ et des coûts additionnels aux rationalisations du parc 1.2.3 pour 0,3 M€.

Le coût de la dette s'élève à 10,9 M€, en baisse de 0,7 M€ par rapport à 2011, principalement en raison de la diminution de l'endettement net moyen.

---

\* à surface comparable et taux de change constant vs 2011

En 2012, le Groupe a enregistré d'autres produits financiers nets pour 1,3 M€ et une charge d'impôt de 8,2 M€ dont la hausse de 3,6 M€ par rapport à 2011 s'explique par l'augmentation des résultats de l'Europe et par les impôts prélevés à la source sur les revenus de dividendes en provenance de la Chine.

Après dépréciation totale des titres de la société MOA dont le Groupe détient 25%, pour 1,6 M€, et un solde de charges de 0,7 M€ sur les activités arrêtées en Italie, le résultat net consolidé s'élève à 13,4 M€ contre 11,3 M€ en 2011.

## **1. LES ACTIVITÉS DU GROUPE**

### **1.1. LES ACTIVITÉS DU GROUPE HORS CHINE**

#### **▪ Etam**

En 2012, le chiffre d'affaires de la marque Etam, y compris les activités d'Undiz, a atteint 622,2 M€ avec 572 points de vente en France (dont 80 magasins Undiz) et 340 à l'international (dont 181 en franchise). En baisse de 1,4% à surface comparable et taux de change constant, l'activité commerciale d'Etam a connu un bilan contrasté avec une meilleure performance sur le second semestre. En effet, au premier semestre elle avait été impactée par de mauvaises soldes au mois de janvier du fait d'un niveau de stocks particulièrement bas. De plus, les conditions météorologiques ont nui à la vente des collections d'été et notamment des maillots de bains.

Selon l'Institut Français de la Mode, les ventes d'habillement féminin en France sur le canal des chaînes spécialisées ont été en recul de 3,4%. Dans ce contexte, l'activité d'Etam a mieux résisté que le marché français sur l'exercice.

#### Marketing-offre produits

Les faits marquants pour la marque Etam en 2012 ont été :

- une baisse du niveau de stocks au premier semestre (vs premier semestre 2011) qui a nui au chiffre d'affaires mais généré une réduction des stocks résiduels, et un niveau des stocks plus adéquat sur l'Hiver 2012, permettant de relancer l'activité commerciale,
- une gestion plus ciblée des promotions avec la mise en avant de produits à forte valeur ajoutée pour augmenter la fréquentation en magasins et soutenir le chiffre d'affaires,
- l'amélioration des conditions d'achat avec l'ouverture de nouveaux sourcing en Asie (Indonésie, Bangladesh...),
- la mise en œuvre d'un plan de rationalisation du parc qui concerne des magasins non rentables,
- une couverture médiatique importante, grâce à l'égérie de la marque, Natalia Vodianova, et au défilé lingerie annuel, qui a eu lieu le 23 janvier 2012 et a été reconnu par la presse spécialisée comme un temps fort de la semaine de la mode à Paris.
- des indicateurs commerciaux en hausse à partir du quatrième trimestre 2012, fruits d'un travail sur les collections, le marketing, et le merchandising,

#### Développement international

A l'export, la marque Etam a réalisé un chiffre d'affaires en hausse de 15,2% en 2012 par rapport à 2011, tiré par 16 ouvertures nettes en lingerie, en Europe de l'Est principalement. La marque s'est implantée dans quatre nouveaux pays : l'Estonie, le Koweït, la Slovaquie et la Suisse.

Afin de favoriser la performance commerciale de ses partenaires export, le Groupe a renforcé ses dispositifs d'analyse des ventes, de gestion des stocks et d'aide à la prise de commandes et met à leur disposition son savoir-faire en matière de marketing et merchandising, réassort et implantation. Les process ont été adaptés selon le type de partenariat (franchise ou affiliation) et les spécificités des pays.

Portée par la qualité de ses collections en lingerie et la collaboration avec Natalia Vodianova, la marque Etam propose un concept attractif sur les marchés étrangers.

### Internet

Vitrine mondiale de la marque et de loin premier point de vente du Groupe, le site internet Etam.com a enregistré en 2012 une amélioration de sa rentabilité.

Au premier semestre, Etam.com a perfectionné son modèle, restructuré son trafic - 2,2 millions de visiteurs/mois en moyenne - et favorisé la fidélisation des clients plutôt que leur recrutement. L'ergonomie du site a été optimisée afin d'améliorer son image et la qualité des services proposés. Fin 2012, Etam.com a récolté les fruits de sa stratégie et remporté le 1<sup>er</sup> prix des internautes dans la catégorie « meilleur site e-commerce de mode » (prix FEVAD).

En 2012, l'activité a connu un développement important du multi canal et des relais entre le web et les magasins, en proposant, entre autres, de passer commande en magasin sur tablette ou mobile, de livrer en magasin les colis commandés sur internet, de géo localiser en temps réel les magasins et les produits.

Grâce à une animation permanente et notamment à la diffusion en direct du défilé annuel d'Etam Lingerie sur le site (220.000 vues le 23 janvier 2012 et plus de 3 millions en différé), Etam.com a bénéficié tout au long de l'année d'une présence forte sur l'ensemble des réseaux sociaux.

### ▪ **Undiz**

La marque de lingerie Undiz qui compte 81 magasins - 13 de plus qu'en 2011 - et dont le chiffre d'affaires est compris dans celui de la marque Etam, a enregistré une performance commerciale satisfaisante en 2012.

### Marketing-offre produits

Cinq ans après sa création, Undiz est devenue une référence dans le monde de la lingerie en France. La marque doit son succès au caractère unique de son positionnement : des petits prix, une offre sans cesse renouvelée et un concept spécifique. L'organisation mise en place par Undiz a permis une bonne maîtrise des achats, des stocks et de la gestion d'importants flux de produits. Un modèle économique dont le défi consiste à la fois à savoir se renouveler et à conserver une logique *low-cost*.

En novembre 2012, la marque Undiz a inauguré un nouvel entrepôt de 12 000 m<sup>2</sup> à Longueil près de Paris, dédié au traitement des flux de marchandises destinées aux magasins et au site internet.

### Développement international

En septembre 2012, Undiz a ouvert un premier magasin à l'international, à Barcelone.

### Internet

Le 13 décembre 2012, Undiz a lancé un nouveau concept de vente en ligne sur Undiz.com. Innovant, ce site fonctionne sous forme de ventes événementielles sur 4 jours tous les 15 jours baptisées les "e-days" et incite les clients à se rendre en boutique pour découvrir les produits proposés en avant première sur internet.

### ▪ **1.2.3**

En 2012, la marque 1.2.3 a réalisé un chiffre d'affaires de 156,0 M€, en croissance de 8,5% à surface comparable et taux de change constant, avec 154 magasins en France et 102 à

l'international, dont 18 en franchise. Pour y parvenir, la nouvelle équipe de direction, entrée en fonction fin 2011, a simplifié l'organisation de la marque et s'est concentrée sur les attentes de sa cliente.

### Marketing-offre produits

Les faits marquants de l'activité 2012 ont été :

- des indicateurs commerciaux (taux de transformation, prix moyen et panier moyen) en augmentation grâce à l'attractivité des collections et à une offre plus importante de produits d'entrée de gamme,
- un niveau de stocks volontairement bas en début d'année mais rétabli à un niveau supérieur sur la saison Hiver 2012, par rapport à l'Hiver 2011, favorisant l'activité commerciale sur le second semestre,
- une réduction sensible du nombre d'opérations promotionnelles et du taux de démarque pratiqué sur toute l'année, signe que l'offre a été appréciée,
- une bonne maîtrise des frais de personnel en magasin et des frais marketing, par le choix de nouveaux mannequins,
- la poursuite du plan de rationalisation du parc qui concerne des magasins non rentables ou qui ne correspondent plus à l'image de la marque.
- une excellente performance commerciale sur les trois derniers trimestres de 2012, notamment en Allemagne et en Belgique où les meilleures ventes se sont faites hors promotions. En Allemagne, où la marque est présente principalement dans les Grands Magasins, le concept a évolué vers des surfaces plus grandes et mieux situées,

### Développement international

A l'export, la marque 1.2.3 est essentiellement implantée en Europe de l'Est, au Moyen Orient et au Maroc. En 2012, elle y a réalisé un chiffre d'affaires en retrait de 2,4%.

### Internet

Pour sa deuxième année d'existence, le site de vente en ligne de la marque 1.2.3 affiche une progression de 47,6% de son chiffre d'affaires, alimentée par une forte augmentation de son trafic (+34%), de son taux de transformation et de son panier moyen. La refonte visuelle du site et la gestion dédiée du stock ont été, avec l'attractivité des collections, les facteurs clé de cette croissance.

## 1.2. L'ACTIVITÉ DU GROUPE EN CHINE

Au 31 décembre 2012, le chiffre d'affaires de 438,7 M€ - qui intègre un impact positif de change de 40,3 M€ - progresse de 2,7%. A surface comparable et taux de change constant, il recule de 12,6%.

Les faits marquants pour Etam en Chine en 2012 ont été :

- une baisse du chiffre d'affaires à magasins constants, liée à l'évolution des canaux de distribution et à un ralentissement de la croissance de la consommation textile,
- l'accentuation de la concurrence des acteurs locaux et internationaux,
- mais aussi une différenciation insuffisante et un manque d'attractivité des marques.

Face à ces éléments, le Groupe a mis en œuvre des plans d'actions destinés à faire évoluer son modèle économique :

### Sur l'offre produits

- le renforcement des équipes de style avec, pour chaque marque, un directeur du style au profil plus expérimenté et occidental,
- la montée en gamme des trois marques principales (Etam, Etam Week End et ES) par l'offre et le concept magasin,
- une offre de lingerie qui s'appuiera sur les collections françaises en s'adaptant aux spécificités du marché local,
- le déploiement de l'offre E&Joy, dédiée aux centres commerciaux, au positionnement mode, jeune et bon marché.

### Sur le réseau

- la rationalisation du parc magasins, avec 272 corners peu ou non rentables fermés à l'initiative d'Etam,
- le déploiement des nouveaux concepts à partir du second semestre 2012. Au 31 décembre 2012 le Groupe comptait 254 points de vente aux nouveaux concepts,
- l'ouverture de 57 magasins d'usine d'une surface moyenne de 175 m<sup>2</sup> pour permettre un meilleur écoulement des stocks résiduels,
- l'ouverture de 72 franchises.

### Sur Internet :

- les ventes sur internet ont connu une forte croissance en 2012 mais se situent à un niveau insuffisant. Le renforcement des équipes dédiées devrait permettre d'en accélérer le développement en 2013.

## 1.3. LE RÉSEAU MAGASINS

	31/12/2012	31/12/2011	Variation
France	726	738	-12
Espagne/Portugal	96	103	-7
Belgique/Luxembourg	66	69	-3
Allemagne	65	66	-1
Pologne	12	11	1
Suisse	4	1	3
<b>Europe (hors franchises internationales)</b>	<b>969</b>	<b>988</b>	<b>-19</b>
<b>Franchises Internationales</b>	<b>199</b>	<b>187</b>	<b>+12</b>
<b>Chine</b>	<b>3 355</b>	<b>3 286</b>	<b>+69</b>
<b>TOTAL GROUPE</b>	<b>4 523</b>	<b>4 461</b>	<b>+62</b>

Au 31 décembre 2012, le Groupe ETAM comptait 4 523 points de vente dont 969 en Europe, 3 355 en Chine et 199 en franchises internationales.

- En Europe, le Groupe a enregistré 19 fermetures nettes dont 12 en France, 7 en Espagne et 4 en Belgique et Allemagne, compensées par 4 ouvertures en Pologne et en Suisse. En France, le parc magasins a été développé et optimisé au profit de l'activité lingerie d'Etam et d'Undiz. La marque 1.2.3 a fermé 18 points de vente non rentables ou qui ne correspondaient plus à son image.



- L'Export affiche 12 unités supplémentaires par rapport au 31 décembre 2011, principalement à travers l'activité lingerie d'Etam. En 2012, le Groupe s'est implanté dans 4 nouveaux pays.
- En Chine, le rythme des ouvertures s'est ralenti avec 69 ouvertures nettes sur l'année 2012 contre 404 en 2011, afin de rationaliser le réseau et de renouveler les concepts magasins.

## 2. CHIFFRE D'AFFAIRES ET RÉSULTAT OPÉRATIONNEL

### 2.1. CHIFFRE D'AFFAIRES ET RÉSULTAT OPÉRATIONNEL DU GROUPE CONSOLIDÉ

À compter de 2012, les performances de chiffre d'affaires à surface comparable et taux de change constant incluent l'activité internet. Cette modification a été retraitée pour 2011.

(M€)	2012	2011	variation en %/point
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>1 216,9</b>	<b>1 184,1</b>	<b>2,8%</b>
<i>à surface comparable et taux de change constant</i>			<b>-3,4%</b>
Marge Brute	712,7	684,1	4,2%
<b>Taux de marge</b>	<b>58,6%</b>	<b>57,8%</b>	<b>0,8</b>
Coûts de distribution	(625,4)	(596,0)	4,9%
<i>en % du CA</i>	<i>-51,4%</i>	<i>-50,3%</i>	<i>-1,1</i>
Frais administratifs	(46,9)	(51,5)	-8,8%
<i>en % du CA</i>	<i>-3,9%</i>	<i>-4,3%</i>	<i>0,5</i>
Autres produits (charges) d'exploitation	1,5	4,8	-68,1%
<i>en % du CA</i>	<i>0,1%</i>	<i>0,4%</i>	<i>-0,3</i>
<b>Résultat Opérationnel Courant</b>	<b>41,9</b>	<b>41,5</b>	<b>0,9%</b>
<i>en % du CA</i>	<i>3,4%</i>	<i>3,5%</i>	<i>-0,1</i>
Autres produits (charges) opérationnels	(8,4)	(7,0)	NA
<b>Résultat Opérationnel</b>	<b>33,5</b>	<b>34,5</b>	<b>-2,9%</b>
<i>en % du CA</i>	<i>2,8%</i>	<i>2,9%</i>	<i>-0,2</i>
EBITDA	100,4	89,3	12,5%
<i>en % du CA</i>	<i>8,3%</i>	<i>7,5%</i>	<i>0,7</i>

Le résultat opérationnel courant du Groupe est stable, à 41,9 M€ contre 41,5 M€ en 2011, et en dégradation de 0,1 point de chiffre d'affaires.

Cette continuité est toutefois contrastée : Le Groupe a significativement amélioré la rentabilité de ses activités en Europe, dont l'élément le plus marquant est le retour de la marque 1.2.3 à une situation profitable. En revanche, le Groupe a souffert d'une forte baisse de son activité en Chine à surface comparable, liée à l'évolution des canaux de distribution, à un ralentissement de la croissance de la consommation textile et à une différenciation insuffisante et un manque d'attractivité des marques.

Les facteurs d'amélioration du taux de marge brute consolidé, + 0,8 point de chiffre d'affaires par rapport à 2011, ont été la baisse du taux de démarque liée à la bonne performance commerciale des collections européennes, une meilleure gestion des niveaux de stocks et la baisse des prix de revient liée à celle du dollar américain contre euro.

Les coûts de distribution et frais administratifs ont été maintenus sous contrôle en Europe où les rationalisations mises en œuvre depuis le second semestre 2011 ont permis de faire progresser la rentabilité du parc de magasins. Le ralentissement des volumes d'affaires en Chine, conjugué à une inflation soutenue des coûts, a en revanche fortement dégradé le résultat opérationnel.

## 2.2. CHIFFRE D'AFFAIRES ET RÉSULTAT OPÉRATIONNEL DE L'EUROPE

(M€)	2012	2011	variation en %/point
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>778,2</b>	<b>756,9</b>	<b>2,8%</b>
<i>à surface comparable et taux de change constant</i>			<b>0,6%</b>
Marge Brute	468,3	438,3	6,8%
<b>Taux de marge</b>	<b>60,2%</b>	<b>57,9%</b>	<b>2,3</b>
Coûts de distribution	(395,0)	(387,5)	1,9%
<i>en % du CA</i>	<i>-50,8%</i>	<i>-51,2%</i>	<i>0,4</i>
Frais administratifs	(34,2)	(39,8)	-14,1%
<i>en % du CA</i>	<i>-4,4%</i>	<i>-5,3%</i>	<i>0,9</i>
Autres produits (charges) d'exploitation	1,3	5,1	-74,3%
<i>en % du CA</i>	<i>0,2%</i>	<i>0,7%</i>	<i>-0,5</i>
<b>Résultat Opérationnel Courant</b>	<b>40,4</b>	<b>16,1</b>	<b>NA</b>
<i>en % du CA</i>	<i>5,2%</i>	<i>2,1%</i>	<i>3,1</i>
Autres produits (charges) opérationnels	(8,4)	(7,0)	NA
<b>Résultat Opérationnel</b>	<b>32,0</b>	<b>9,1</b>	<b>NA</b>
<i>en % du CA</i>	<i>4,1%</i>	<i>1,2%</i>	<i>2,9</i>
EBITDA	65,1	42,2	NA
<i>en % du CA</i>	<i>8,4%</i>	<i>5,6%</i>	<i>2,8</i>

En 2012, le chiffre d'affaires de 778,2 M€ est en hausse de 2,8% et de 0,6% à surface comparable et taux de change constant. Le Groupe a réalisé en Europe un résultat opérationnel courant de 40,4 M€, en hausse de 24,3 M€ par rapport à 2011, principalement dû à :

- un gain de marge brute de 30,0 M€, dont le taux s'établit à 60,2% en 2012, en progression de 2,3 points par rapport à 2011 sous l'effet de la baisse du prix des approvisionnements et d'une amélioration sensible du taux de démarque. La bonne anticipation des stocks résiduels a par ailleurs eu un impact positif ;
- une augmentation des coûts de distribution de -7,5 M€ liée en particulier au développement du réseau Undiz pour -10,6 M€ et à la réduction du parc de la marque 1.2.3 pour 2,3 M€. La bonne gestion des frais magasins a permis de limiter leur progression à 1,1% à périmètre constant, en dépit de l'inflation soutenue des frais de personnel, des loyers et des charges locatives ;
- des gains de frais administratifs de 5,6 M€, qui ont bénéficié d'effets de base favorables, des économies réalisées sur les fonctions support et de l'augmentation de la redevance facturée à la Chine au titre de l'exploitation de la marque Etam ;
- des autres produits nets d'exploitation de 1,3 M€, solde des revenus immobiliers locatifs externes pour 3,0 M€ et des charges de variation de valeurs d'actifs pour -1,7 M€ ;

Le Groupe a par ailleurs comptabilisé d'autres charges opérationnelles à hauteur de -8,4 M€, comportant les coûts de fermeture du magasin Etam de la rue de Rivoli pour -3,3 M€, les coûts de

mise en œuvre des rationalisations du parc de magasins Etam pour -4,8 M€ et des coûts additionnels aux rationalisations du parc 1.2.3 pour -0,3 M€.

Le résultat opérationnel du Groupe en Europe s'est ainsi élevé à 32,0 M€ pour l'exercice 2012, soit une amélioration de 22,9 M€ par rapport à 2011.

### 2.2.1. PAR MARQUE

#### **ETAM**

Etam comprend les activités de prêt-à-porter et de lingerie (en Europe et en franchises internationales) commercialisées sous la marque Etam, ainsi que les activités de lingerie commercialisées sous la marque Undiz.

<b>(M€)</b>	<b>2012</b>	<b>2011</b>	<b>variation en %/point</b>
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>622,2</b>	<b>603,3</b>	<b>3,1%</b>
<i>à surface comparable et taux de change constant</i>			<b>-1,4%</b>
Marge Brute	370,2	353,8	4,6%
<b>Taux de marge</b>	<b>59,5%</b>	<b>58,6%</b>	<b>0,9</b>
Coûts de distribution	(314,7)	(305,2)	3,1%
<i>en % du CA</i>	<i>-50,6%</i>	<i>-50,6%</i>	<i>0,0</i>
Frais administratifs	(25,9)	(26,2)	-1,4%
<i>en % du CA</i>	<i>-4,2%</i>	<i>-4,3%</i>	<i>0,2</i>
Autres produits (charges) d'exploitation	(6,0)	(3,2)	NA
<i>en % du CA</i>	<i>-1,0%</i>	<i>-0,5%</i>	<i>-0,4</i>
<b>Résultat Opérationnel Courant</b>	<b>23,7</b>	<b>19,2</b>	<b>23,3%</b>
<i>en % du CA</i>	<i>3,8%</i>	<i>3,2%</i>	<i>0,6</i>
Autres produits (charges) opérationnels	(7,9)	(4,5)	77,9%
<b>Résultat Opérationnel</b>	<b>15,8</b>	<b>14,8</b>	<b>6,8%</b>
<i>en % du CA</i>	<i>2,5%</i>	<i>2,5%</i>	<i>0,1</i>
EBITDA	47,6	39,2	21,3%
<i>en % du CA</i>	<i>7,6%</i>	<i>6,5%</i>	<i>1,1</i>

En 2012, le chiffre d'affaires d'Etam de 622,2 M€ est en hausse de 3,1%. A surface comparable et taux de change constant, l'activité recule de 1,4%. Au premier semestre, l'activité de la marque a été affectée par une dégradation des ventes en soldes d'hiver, du fait d'un niveau de stock trop bas, et par l'impact défavorable des températures hivernales, qui ont nui à la vente des collections Printemps/Eté. En revanche, au second semestre, l'attractivité des collections et une bonne gestion des niveaux de stock ont permis à la marque de relancer les ventes.

Undiz, la marque de lingerie créée en 2007 qui compte 81 points de vente au 31 décembre 2012, affiche pour sa part une progression de son activité commerciale à surface comparable et taux de change constant.

En 2012, le résultat opérationnel courant d'Etam est de 23,7 M€ contre 19,2 M€ en 2011. Les principaux facteurs de cette évolution sont :

- un gain de marge brute de 16,4 M€, lié principalement au développement de la marque Undiz. Le taux de marge brute, de 59,5%, est en amélioration de 0,9 point par rapport à l'année

précédente compte tenu de meilleures conditions d'achats et d'une meilleure gestion des stocks ;

- une augmentation des coûts de distribution de 9,5 M€ dont 10,6 M€ liés au développement du réseau Undiz. La marque Etam a maîtrisé ses frais magasins à périmètre constant. Elle a par ailleurs bénéficié d'une indemnité pour perte d'exploitation due à la fermeture d'un site commercial mis en travaux ;
- des économies de frais administratifs de 0,3 M€ suite à des plans d'actions mis en œuvre sur les fonctions support ;
- des autres produits et charges d'exploitation en dégradation de -2,8 M€, liée à des variations négatives de valeurs d'actifs (droits au bail et agencements) ;
- des charges non courantes de -7,9 M€, correspondant aux coûts de fermeture du magasin Etam de la rue de Rivoli pour -3,3 M€ et aux rationalisations du parc magasins pour -4,6 M€.

### **1.2.3**

1.2.3 comprend les activités de prêt-à-porter en Europe et en franchises internationales commercialisées sous la marque 1.2.3.

<b>(M€)</b>	<b>2012</b>	<b>2011</b>	<b>variation en %/point</b>
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>156,0</b>	<b>153,5</b>	<b>1,8%</b>
<i>à surface comparable et taux de change constant</i>			<b>8,5%</b>
Marge Brute	95,1	82,3	15,6%
<b>Taux de marge</b>	<b>60,9%</b>	<b>53,6%</b>	<b>7,3</b>
Coûts de distribution	(90,0)	(92,4)	-2,5%
<i>en % du CA</i>	<i>-57,6%</i>	<i>-60,2%</i>	<i>2,5</i>
Frais administratifs	(6,0)	(7,2)	-16,1%
<i>en % du CA</i>	<i>-3,9%</i>	<i>-4,7%</i>	<i>0,8</i>
Autres produits (charges) d'exploitation	3,1	(0,3)	NA
<i>en % du CA</i>	<i>2,0%</i>	<i>-0,2%</i>	<i>2,2</i>
<b>Résultat Opérationnel Courant</b>	<b>2,1</b>	<b>(17,6)</b>	<b>NA</b>
<i>en % du CA</i>	<i>1,4%</i>	<i>-11,4%</i>	<i>12,8</i>
Autres produits (charges) opérationnels	(0,3)	(2,2)	-87,9%
<b>Résultat Opérationnel</b>	<b>1,9</b>	<b>(19,7)</b>	<b>NA</b>
<i>en % du CA</i>	<i>1,2%</i>	<i>-12,8%</i>	<i>14,0</i>
EBITDA	2,2	(13,3)	NA
<i>en % du CA</i>	<i>1,4%</i>	<i>-8,7%</i>	<i>10,1</i>

Le chiffre d'affaires de la marque 1.2.3 s'est élevé à 156,0 M€ en 2012 contre 153,5 M€ en 2011, en croissance de 1,8% et de 8,5% à surface comparable et taux de change constant. La nouvelle équipe mise en place fin 2011 à la direction, au style et aux achats a immédiatement repositionné l'offre produits et réduit les achats. Dès le second trimestre, le succès des nouvelles collections et la remise à niveau des stocks ont permis à la marque une excellente performance commerciale dans tous les pays où elle est présente.

En 2012, la marque 1.2.3 affiche un résultat opérationnel courant positif de 2,1 M€, soit une amélioration de 19,7 M€ par rapport à 2011, dont les principaux facteurs sont :

- un taux de marge brute en hausse de 7,3 points, à 60,9% du chiffre d'affaires contre 53,6% en 2011 grâce à la forte réduction du nombre d'opérations promotionnelles et du taux de démarque sur toute l'année, et à la bonne gestion des stocks ;
- une baisse des coûts de distribution de 2,4 M€. Outre l'effet des fermetures de magasins, des économies ont été réalisées sur les dépenses en marketing avec le choix de nouveaux mannequins ;
- une variation favorable des autres produits et charges d'exploitation de 3,4 M€, principalement liée à des reprises de dépréciations d'agencements et à une plus value de cession de magasin ;
- des charges non courantes de -0,3 M€ correspondant à un surcoût par rapport à la provision dotée en 2011 pour la rationalisation du parc magasins (fermetures et transferts).

### 2.2.2. PAR PAYS

<i>M€</i>	<b>CA 2012</b>	<b>Var. réel</b>	<b>Var. Ifl <sup>(1)</sup></b>
<b>France</b>	<b>685,1</b>	<b>+2,9%</b>	<b>+0,2%</b>
Belgique /Luxembourg	31,9	+1,5%	+3,8%
Espagne/Portugal	35,2	-7,2%	-5,1%
Allemagne	20,5	+17,5%	+19,3%
Pologne	3,5	+6,1%	-0,7%
Suisse	2,0	NA	+8,5%
<b>Total autres pays d'Europe</b>	<b>93,1</b>	<b>+2,3%</b>	<b>+3,1%</b>
<b>TOTAL EUROPE</b>	<b>778,2</b>	<b>+2,8%</b>	<b>0,6%</b>

(1) à surface comparable et taux de change constant

### **EN FRANCE**

Le chiffre d'affaires à surface comparable et taux de change constant est en hausse de +0,2% en 2012 par rapport à 2011. L'évolution de l'activité du Groupe en France en 2012 a donc été meilleure que celle enregistrée par l'IFM (Institut Français de la Mode) sur le marché de la consommation de vêtements féminins dans les chaînes spécialisées, qui est de -3,4%, dont -0,7% pour la lingerie et -3,9% pour le prêt-à-porter par rapport à 2011.

Le chiffre d'affaires de l'activité export des marques Etam et 1.2.3, soit 47,3 M€ en 2012, compris dans le chiffre d'affaires de la France, enregistre une hausse de 13,7% par rapport à 2011, liée principalement aux ouvertures de points de vente lingerie d'Etam.

### **AUTRES PAYS**

Les pays hors France sont : Belgique/Luxembourg (activité lingerie d'Etam et 1.2.3), Espagne/Portugal (activités lingerie d'Etam et d'Undiz depuis fin 2012), Allemagne (1.2.3), Pologne (activité lingerie d'Etam) et Suisse (1.2.3 et activité lingerie d'Etam depuis fin 2012).

Le chiffre d'affaires de cet ensemble s'est élevé à 93,1 M€ en 2012, en hausse de 2,3% et de 3,1% à surface comparable et taux de change constant.

Dans le détail :

- en Espagne/Portugal, après un premier semestre à -6,6% à surface comparable et taux de change constant, l'activité du second semestre est en recul de -3,4% et celle de l'année en baisse de -5,1%, ceci malgré la révision par Etam de son positionnement prix. En Espagne, la situation économique très difficile impacte la fréquentation en magasins ;
- en Allemagne et en Belgique/Luxembourg, l'activité est en progression de respectivement +19,3% et +3,8% sur l'année, tirée par la bonne performance commerciale de la marque 1.2.3 sur la période ;
- en Pologne, le chiffre d'affaires est quasi stable (-0,7%) à surface comparable et taux de change constant, sur un parc de 12 magasins dont 11 sont constants ;
- en Suisse, le chiffre d'affaires à surface comparable et taux de change constant est en progression de 8,5 % sur l'année avec 2 magasins, liée à la bonne performance de la marque 1.2.3.

### 2.3. CHIFFRE D'AFFAIRES ET RÉSULTAT OPÉRATIONNEL EN CHINE

(M€)	2012	2011	variation en %/point
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>438,7</b>	<b>427,2</b>	<b>2,7%</b>
<i>à surface comparable et taux de change constant</i>			<b>-12,6%</b>
Marge Brute	244,4	245,8	-0,6%
<b>Taux de marge</b>	<b>55,7%</b>	<b>57,5%</b>	<b>-1,8</b>
Coûts de distribution	(230,4)	(208,5)	10,5%
<i>en % du CA</i>	<i>-52,5%</i>	<i>-48,8%</i>	<i>-3,7</i>
Frais administratifs	(12,7)	(11,7)	9,1%
<i>en % du CA</i>	<i>-2,9%</i>	<i>-2,7%</i>	<i>-0,2</i>
Autres produits (charges) d'exploitation	0,2	(0,2)	NA
<i>en % du CA</i>	<i>0,1%</i>	<i>-0,1%</i>	<i>0,1</i>
<b>Résultat Opérationnel Courant</b>	<b>1,5</b>	<b>25,4</b>	<b>-94,2%</b>
<i>en % du CA</i>	<i>0,3%</i>	<i>5,9%</i>	<i>-5,6</i>
Autres produits (charges) opérationnels	-	-	-
<b>Résultat Opérationnel</b>	<b>1,5</b>	<b>25,4</b>	<b>-94,2%</b>
<i>en % du CA</i>	<i>0,3%</i>	<i>5,9%</i>	<i>-5,6</i>
EBITDA	35,3	47,1	-25,0%
<i>en % du CA</i>	<i>8,0%</i>	<i>11,0%</i>	<i>-3,0</i>

Le Groupe ETAM, présent depuis 1994 en Chine, s'est développé essentiellement au travers de points de vente installés dans des Grands Magasins sous 6 enseignes principales (Etam, ES, Etam Week-End, E-Homme, Etam Lingerie et E-Kids). Il y exerce son activité moyennant une redevance d'occupation directement déduite du chiffre d'affaires qui lui est reversé.

En Chine, le Groupe a réalisé en 2012 un chiffre d'affaires de 438,7 M€, dont un impact de change favorable de 40,3 M€ dû à l'appréciation du Yuan face à l'Euro. A surface comparable et taux de change constant, le chiffre d'affaires a baissé de 12,6% par rapport à 2011.

Le résultat opérationnel courant de 1,5 M€ en 2012 est en recul de 23,9 M€ par rapport à 2011. Les principaux facteurs de cette forte dégradation sont :

- un taux de marge brute en retrait de 1,8 point. La mauvaise performance des collections,

- notamment au regard des volumes d'achat, a engendré une augmentation significative des provisions sur stocks ;
- une hausse des coûts de distribution de 21,9 M€. Les augmentations soutenues des frais de personnel et des frais d'exploitation des magasins dans un contexte de baisse de chiffre d'affaires à surface comparable, ont particulièrement affecté la contribution des magasins au résultat. Cette inflation est toutefois partiellement compensée par la réduction des commissions versées aux Grands Magasins en rémunération du chiffre d'affaires ;
- une croissance des frais administratifs de 1,0 M€, soit une dégradation de 0,2 point de chiffre d'affaires, liée à l'inflation des coûts de structure et à l'augmentation de la redevance versée au Groupe en contrepartie de l'utilisation de la marque Etam en Chine ;
- une variation favorable des autres produits et charges d'exploitation de 0,4 M€ suite à l'obtention de subventions locales (crédit d'impôt) plus importantes qu'en 2011.

Le résultat opérationnel a donc été en retrait de 23,9 M€ par rapport au 31 décembre 2011.

### **3. AUTRES COMPOSANTES DU COMPTE DE RÉSULTAT**

#### **3.1. RÉSULTAT FINANCIER**

Le résultat financier est une charge de 9,6 M€, contre une charge de 15,6 M€ en 2011.

Le coût de la dette s'est élevé à 10,9 M€, en baisse de 0,7 M€ par rapport à 2011 en raison de la diminution de l'endettement net moyen.

Le résultat financier inclut également un bonus de règlement d'un passif financier de 1,7 M€ et comprend, au titre des impacts de change et des intérêts liés aux engagements de retraite, une charge de 0,5 M€.

#### **3.2. IMPÔT SUR LES RÉSULTATS**

La charge d'impôt de 2012 s'est élevée à 8,2 M€. Elle est supportée par l'Europe pour 7,5 M€ et par la Chine pour 0,7 M€. La hausse par rapport à la charge de 4,6 M€ en 2011 s'explique par l'augmentation des résultats de l'Europe et par les impôts prélevés à la source sur les revenus de dividendes en provenance de la Chine.

#### **3.1. QUOTE-PART DE RÉSULTAT MIS EN ÉQUIVALENCE**

La perte de 1,6 M€ correspond à la dépréciation complète de la quote-part du Groupe ETAM dans les fonds propres de la société MOA (distributeur de bijoux fantaisie et d'accessoires dont il détient 25%) pour 0,8 M€ et à la dépréciation du goodwill résiduel pour 0,8 M€.

#### **3.4. RÉSULTAT NET**

Le résultat net consolidé s'est élevé à 13,4 M€ contre 11,3 M€ en 2011. Après prise en compte des intérêts minoritaires de la Chine pour 0,6 M€ contre 5,3 M€ en 2011, le résultat net part du Groupe a représenté 12,9 M€ en 2012 contre 6,0 M€ en 2011.

#### 4. ANALYSE DES FLUX FINANCIERS

L'activité du Groupe a généré un EBITDA de 100,4 M€ en 2012 contre 89,3 M€ en 2011. Après variation du Besoin en Fonds de Roulement, le Cash Flow Opérationnel a représenté 134,0 M€, contre 67,5 M€ en 2011.

Les utilisations de ce Cash Flow Opérationnel ont été en 2012 :

- des investissements opérationnels nets de 29,3 M€ contre 49,2 M€ en 2011, essentiellement concentrés sur les activités de lingerie en Europe et sur les magasins du Groupe en Chine ;
- les intérêts de la dette à hauteur de 10,9 M€ en 2012 contre 11,6 M€ en 2011 ;
- les impôts pour 13,3 M€ en 2012 contre 13,5 M€ en 2011.

Le Cash Flow Libre du Groupe, après investissements, intérêts et impôts, a donc été positif de 80,6 M€ au 31 décembre 2012, contre un montant négatif de 6,8 M€ au 31 décembre 2011.

Après paiement du dividende statutaire pour 1,7 M€, intégration des flux nets négatifs dégagés par les activités arrêtées pour 1,1 M€, et comptabilisation des autres variations de la dette pour 2,0 M€, le flux de trésorerie net est positif de 79,9 M€ en 2012 contre un flux de trésorerie net négatif de 9,4 M€ en 2011.

Cet excédent de trésorerie de 79,9 M€ a servi à la réduction de la dette financière nette du Groupe qui a sensiblement diminué, s'établissant à 100,6 M€ au 31 décembre 2012 contre 180,5 M€ au 31 décembre 2011.

#### 5. ÉVOLUTION RÉCENTE ET PERSPECTIVES : CHIFFRE D'AFFAIRES DU PREMIER TRIMESTRE 2013

<i>en M€</i>	T1-2013	<i>var. réelle</i>	<i>var. fl<sup>1</sup></i>
<b>Chiffre d'affaires Groupe</b>	<b>333,6</b>	<b>0,7%</b>	<b>1,8%</b>
<b>Europe</b>	<b>195,0</b>	<b>3,4%</b>	<b>4,1%</b>
<b>Chine</b>	<b>138,6</b>	<b>-2,8%</b>	<b>-2,1%</b>
<u>Europe par pays</u>			
France <sup>2</sup>	172,9	3,9%	4,4%
Autres pays	22,1	-0,3%	2,2%
<u>Europe par marque</u>			
ETAM <sup>3</sup>	154,2	2,6%	2,8%
1.2.3	40,8	6,4%	9,3%

<sup>1</sup> À surface comparable et taux de change constant incluant l'activité internet

<sup>2</sup> Y compris l'activité du Groupe à l'export

<sup>3</sup> Y compris l'activité Undiz

Au premier trimestre 2013, le Groupe Etam a réalisé un chiffre d'affaires de 333,6 M€ qui intègre un impact positif de change de 0,9 M€ dû à l'appréciation du Yuan face à l'Euro. L'activité est en hausse de 0,7% par rapport au 31 mars 2012 et de 1,8% à surface comparable et taux de change constant.

En Europe, le Groupe a généré un chiffre d'affaires de 195,0 M€, en progression de 3,4% par rapport au premier trimestre 2012 et de 4,1% à surface comparable et taux de change constant. L'évolution positive de l'activité des marques s'est poursuivie au premier trimestre 2013.



En Chine, le chiffre d'affaires de 138,6 M€ au premier trimestre 2013 recule de -2,8% par rapport au premier trimestre 2012 et de -2,1% à surface comparable et taux de change constant.

La situation financière et les résultats du Groupe au 31 mars 2013 n'appellent pas de commentaires particuliers.

### **Évolution du réseau**

Au 31 mars 2013, le Groupe ETAM comptait 4 452 points de vente : 938 en Europe, 203 en franchises internationales et 3 311 en Chine.

## **6. ÉVÉNEMENTS POST CLÔTURE**

Aucun événement significatif n'est à signaler post-clôture.

## **7. ACTIVITÉ DU GROUPE EN MATIÈRE DE RECHERCHE & DÉVELOPPEMENT**

Afin d'assurer le renouvellement de leur offre de vêtements, sous-vêtements et accessoires, les marques du Groupe engagent des activités en matière de recherche et développement dans l'élaboration des collections.

## **II. INFORMATIONS ENVIRONNEMENTALES, SOCIALES ET SOCIÉTALES**

### **1. ENJEUX MAJEURS DU GROUPE ETAM EN MATIÈRE DE RSE**

En tant que concepteur, distributeur et vendeur en magasin de produits textiles qu'il fait fabriquer à façon ou qu'il achète en direct à des fournisseurs, le Groupe ETAM fait face à des enjeux de responsabilité sociétale qui lui sont propres. En 2012, le Groupe ETAM a structuré une démarche d'ensemble de reporting extra-financier conformément à l'article 225 de la loi Grenelle 2 afin de :

- bien cerner et rendre compte des impacts environnementaux, sociaux et sociétaux de son activité dans le rapport financier
- comprendre comment progresser sur les points prioritaires.

Compte tenu des activités et du fonctionnement du Groupe, quatre enjeux prioritaires sont recensés, sur lesquels il peut progresser de façon pragmatique, en tenant compte des contraintes économiques liées à l'environnement du secteur :

- Enjeu de renforcement des procédures de gestion des risques par la mise en place de diligences raisonnables dans la chaîne d'approvisionnement et auprès des fournisseurs. Ces procédures ont pour objectif de s'assurer que les pratiques environnementales, sociales et sociétales des partenaires du Groupe ETAM ne soient pas contraires à ses principes.
- Enjeu de qualité et de conformité des vêtements, en particulier au regard des réglementations européennes telles que REACH (Registration, Evaluation and Autorisation of Chemicals).
- Enjeu d'efficacité énergétique pour les process logistiques, les transports et les magasins.
- Enjeu d'expérimentation des démarches d'éco-conception compte tenu des impacts indirects forts de l'industrie textile.
- Enjeu de conditions de travail dans les différents sites (magasins, entrepôts, siège).

En termes d'organisation, le Responsable du Développement Durable coordonne au niveau Groupe les démarches RSE avec un réseau de contributeurs internes.

Pour mesurer et communiquer la performance du Groupe ETAM sur ces enjeux de RSE, le Groupe s'attache à déployer des indicateurs de suivi. Une sélection d'entre eux, identifiés par le signe ✓, a fait l'objet de travaux de vérification réalisés par l'un des deux Commissaires aux Comptes, Deloitte & Associés.

### **2. RESPONSABILITE SOCIÉTALE DU GROUPE ETAM DANS LA CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT**

#### **2.1. ORGANISATION DE LA CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT DU GROUPE ETAM**

Les achats (acheter les meilleurs produits finis et trouver les fournisseurs pour réaliser les produits à façon) et la logistique (flux tendus du fait des saisons, coût élevé des stocks) sont deux fonctions centrales dans le Groupe ETAM. En effet, les achats et leurs coûts logistiques représentent 41,4 % du chiffre d'affaires du Groupe. Chaque marque a un responsable Achats et un responsable Qualité. Le Groupe ETAM achète deux types de produits : les produits finis et les produits à façon. Pour les activités lingerie, les produits finis représentent 95 % des volumes et les produits à façon 5 %. Pour les activités de Prêt à Porter, la proportion est de 89 % des volumes pour les produits finis et de 11 % pour les produits à façon.

## **Relations entre le Groupe et les agents**

Pour identifier et sélectionner les fournisseurs, le Groupe fait appel à des agents, dont un agent interne. En cohérence avec les objectifs de rationalisation des processus achats, le Groupe concentre les volumes achats les plus significatifs auprès d'un nombre limité d'agents. En effet, entre deux et quatre agents concentrent 80 % du volume d'achat en moyenne pour chacune des marques. Les relations avec ces agents les plus importants ont été stables entre 2012 et 2011 puisqu'ils ont été reconduits.

Les agents sont des leviers déterminants pour intégrer les principes de responsabilité sociétale dans les processus achats. Ils s'assurent en particulier que les fournisseurs signent le code de conduite et la charte REACH. Ils vérifient également que l'engagement des fournisseurs est bien à jour. Ce sont également les agents qui règlent les fournisseurs.

## **Relations avec les fournisseurs**

Le Groupe a continué à renouveler son réseau de fournisseurs pour être plus réactif aux contraintes économiques du secteur dans chacune des marques. Toutefois, si le taux de rotation des fournisseurs montre qu'en moyenne le réseau de fournisseurs se renouvelle tous les deux ans, l'essentiel de la rotation des fournisseurs provient des fournisseurs à faible volume. En effet, le Groupe ETAM maintient des relations durables avec les fournisseurs les plus significatifs (ceux représentant 80 % des volumes d'achats).

## **2.2. CONDITIONS DE TRAVAIL CHEZ LES FOURNISSEURS**

Le Groupe ETAM adhère depuis 2008 à la Business Social Compliance Initiative (BSCI). BSCI est une organisation non-gouvernementale rattachée à l'association du commerce européen et international visant à améliorer les conditions de travail dans la chaîne d'approvisionnement de la distribution. C'est donc une initiative sectorielle qui demande aux adhérents de réaliser des audits des conditions de travail dans les sites de production des fournisseurs. Ces audits doivent être réalisés par des cabinets extérieurs indépendants accrédités SAAS (Social Accountability Accreditation Services). Ce rassemblement d'acteurs engagés permet d'optimiser le coût des audits pour le donneur d'ordre et les fournisseurs.

Au-delà de l'encouragement des procédures de diligences raisonnables, l'initiative propose des outils de sensibilisation (pour les acheteurs et les fournisseurs) et incite les donneurs d'ordre à récompenser les fournisseurs les plus engagés. Il ne s'agit pas d'interrompre les relations avec les fournisseurs en cas de non-conformité constatée mais de les aider à se mettre en conformité (grâce aux formations dispensées par la BSCI par exemple).

Concrètement, l'enregistrement d'un fournisseur sur la plateforme d'achats du Groupe ETAM n'est pas possible s'il n'a pas signé le code de conduite BSCI.

## **Critères examinés chez les fournisseurs dans le cadre des audits BSCI**

L'audit BSCI prend entre 1,5 et 4,5 jours. La grille d'analyse comporte 131 questions en cohérence avec les grands principes internationaux de responsabilité sociétale : conventions de l'Organisation Internationale du Travail, déclaration universelle des droits de l'Homme des Nations-Unies, déclaration des droits de l'enfant des Nations Unies, convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, Pacte Mondial de l'ONU et principes directeurs de l'OCDE.

Ces questions couvrent les thématiques suivantes : relations avec les sous-traitants, heures supplémentaires, salaire minimum, protection sociale, travail forcé, travail des enfants, respect de la liberté d'association et du droit de négociation collective, discrimination, harcèlement et abus, santé et sécurité.

## **Politique d'audits BSCI du Groupe**

Pour le Groupe ETAM, la priorité consiste à auditer les conditions de travail des fournisseurs les plus significatifs et les plus stables ou à s'assurer que ces fournisseurs ont été audités par un autre

donneur d'ordre. C'est cette logique qui est retenue par BSCI, qui demande aux groupes adhérant depuis plus de 5 ans que le résultat des audits auprès des fournisseurs représentant les deux tiers des volumes d'achat soit « bon » ou « avec des améliorations nécessaires ».

Résultat de l'audit	%
Bon	26 % ✓
Améliorations nécessaires	11 % ✓
Non conforme	10 % ✓
Non audité	53 % ✓

Résultats des audits BSCI (périmètre : 105 fournisseurs du Groupe ETAM représentant deux tiers des volumes d'achat)

A la fin décembre 2012, sur les 105 fournisseurs représentant les deux tiers des dépenses d'achats du Groupe ETAM, 49 ✓ ont été audités (soit 46,7%) par le Groupe ETAM ou par des autres membres BSCI depuis 2009. Cet écart au regard des obligations BSCI s'explique par la rotation des fournisseurs et a donné lieu à un plan d'action spécifique. D'ici le 31 mars 2013, Etam aura organisé les audits pour les fournisseurs qui n'ont pas encore été évalués.

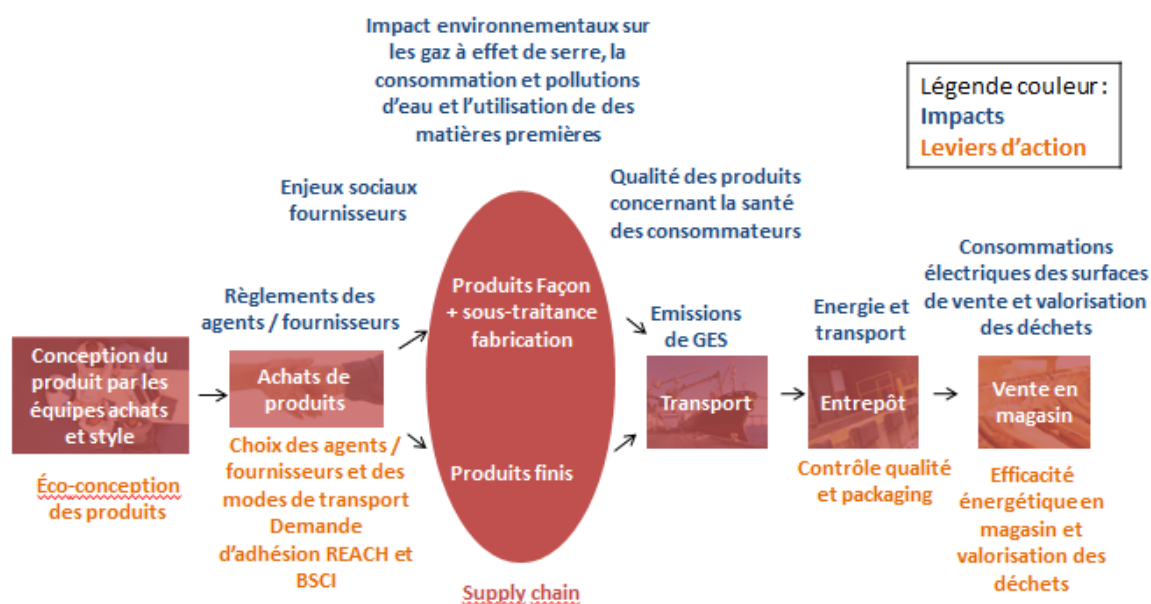
Parmi les fournisseurs audités, on peut noter que 79,6 % ✓ ont un niveau de performance satisfaisant (niveau général « bon » ou « avec améliorations nécessaires »).

Lorsque l'audit signale des améliorations nécessaires ou des cas de non-conformité au code de conduite BSCI, un plan d'action et des délais de mise en œuvre sont définis entre le vérificateur et le fournisseur. Le Groupe ETAM accompagne le fournisseur dans la démarche d'amélioration continue et peut faire appel à des consultants extérieurs. En témoignage de cette approche partenariale, le Groupe ETAM a offert une prestation d'accompagnement en matière de responsabilité sociétale à l'un de ses fournisseurs stratégiques. En effet, le premier audit et l'audit de suivi avaient révélé des cas de non-conformité.

Le fournisseur passe ensuite un audit de suivi. Si l'auditeur ne constate pas de progrès à l'issue de l'audit de suivi, le Groupe ETAM peut renoncer à travailler avec le fournisseur.

### 2.3. IMPACT ENVIRONNEMENTAL DE LA CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT

#### **Représentation synthétique pour les différentes étapes de la chaîne d'approvisionnement des principaux impacts environnementaux et sociaux ainsi que des leviers d'action**

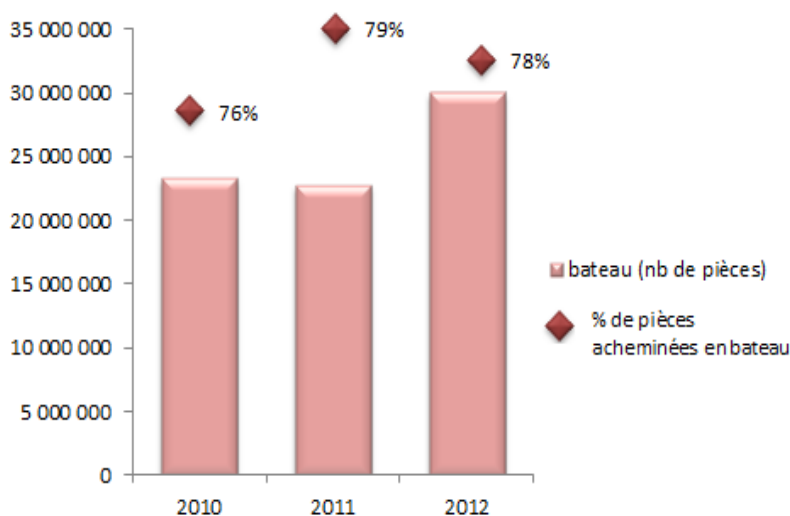


## **Impact environnemental lié à l'origine des achats**

En considérant l'origine des fournisseurs couvrant au total 80 % des volumes d'achat de chaque marque, on constate que la très forte majorité de ces fournisseurs est localisée en Chine. La France, le Bangladesh et la Turquie sont les autres pays d'origine significatifs. Le Groupe travaille également avec des fournisseurs au Portugal, au Maroc et en Roumanie.

Cette très forte proportion de fournisseurs chinois s'explique par le fait que les activités Lingerie du Groupe se fournissent très majoritairement en Chine et que ces activités représentent l'essentiel des volumes d'achat du Groupe. L'origine géographique des fournisseurs des activités de Prêt-à-Porter est plus diversifiée.

L'origine des fournisseurs est clé en matière d'impacts environnementaux. 78 % des pièces achetées par le Groupe sont acheminées par bateau (chiffre relativement stable depuis 2009), qui est le choix le plus économique et le plus éco-efficent pour le Groupe ETAM et ses fournisseurs.



*Evolution des quantités de pièces acheminées par bateau. NB : l'évolution est comparable en valeur d'achat*

## **Impacts environnementaux des produits du Groupe tout au long de leur cycle de vie**

Le Groupe ETAM a établi cinq analyses du Cycle de Vie (ACV) de ses produits dans le cadre des projets pilotes sur l'affichage environnemental.

Les conclusions de ces ACV pointent six enjeux majeurs :

- La matière choisie est clé. Par exemple, la culture du coton a un fort impact sur la consommation d'eau et sa pollution. Les progrès apportés sur la production de coton représentent un levier d'action important. Le Groupe ETAM s'intéresse à l'initiative BCI (Better Cotton Initiative) et mènera une étude d'opportunité en 2013 pour comprendre comment agir sur les processus de culture du coton à fort impact environnemental (irrigation, engrais).
- Les produits chimiques utilisés, l'intensité de la couleur du produit fini ainsi que la présence de stations d'épuration sont des paramètres importants. Une piste d'action consiste à demander aux fournisseurs dans le processus de référencement si leurs rejets sont traités par une station d'épuration.
- La localisation des achats dans des pays où la production d'énergie est très émettrice de gaz à effet de serre pèse également dans le bilan final. L'analyse est partielle sur ce point car le Groupe n'a pas réussi à obtenir des données sur les fournisseurs de rang 2 (les fournisseurs des

fournisseurs d'Etam). Etam partagera les résultats de cette analyse avec ses agents et ses fournisseurs pour identifier des leviers d'action significatifs.

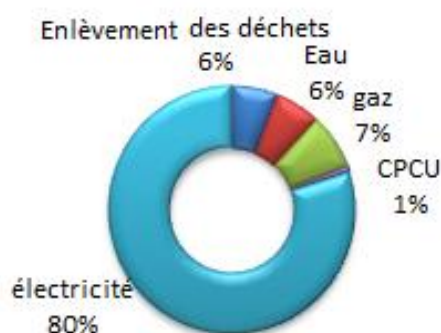
- Le type de transport utilisé pour l'acheminement des marchandises est un levier clé. Pour 2013, le Groupe poursuit ses efforts pour limiter le transport par avion aux achats de réassort et développera des solutions de transport alternatives (fluvial, train).
- Les produits annexes (emballages, sacs) ont un poids non négligeable dans l'impact global. Etam met en œuvre des actions sur ses entrepôts et certains magasins. Dans ses entrepôts, le Groupe atteint un taux de valorisation de 98 % pour les emballages de transport (carton, plastique) et étendra sa démarche à l'ensemble des magasins.
- L'impact de l'usage des vêtements, en aval (recours au sèche-linge, au lavage à 40° ou au repassage), peut être élevé.

### **3. IMPACT ENVIRONNEMENTAL DES ACTIVITÉS PROPRES**

#### **3.1. ORGANISATION DE LA POLITIQUE ENVIRONNEMENTALE**

En 2012, le Groupe a mis en place un reporting environnemental coordonné par le Responsable du Développement Durable. En particulier, un groupe de travail dédié à la thématique « énergie » a été constitué afin de mener à bien le reporting des émissions de gaz à effet de serre (loi Grenelle 2 article 75).

#### **Répartition des dépenses du Groupe ETAM pour ses bâtiments en France (2012)**

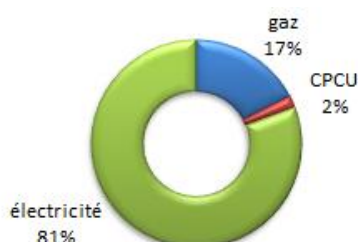


Le Groupe se fonde sur des postes de dépenses pour établir les indicateurs environnementaux de base. L'électricité représente 80 % des dépenses énergétiques et environnementales des bâtiments. C'est donc une source majeure d'économie pour le Groupe. Pour information, les 1 200 magasins du Groupe ETAM en France représentent une surface de 254 366 m².

#### **3.2. CONSOMMATIONS ÉNERGÉTIQUES ET ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE (GES)**

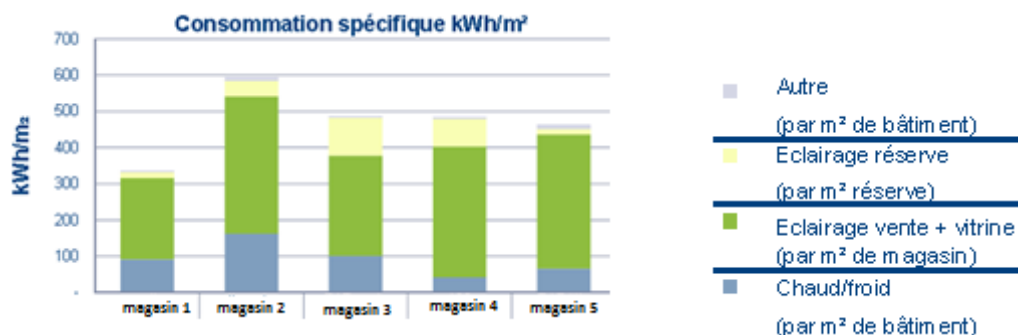
##### **Consommation d'énergie**

Répartition des sources d'énergie des bâtiments du Groupe ETAM en France par type d'énergie (% - à partir des estimations de consommation en MWh PCI)



A partir du Bilan Carbone 2011, réalisé sur les données de l'année 2010, le Groupe estime consommer 47 520 MWh par an en France. L'électricité est le poste d'impact principal.

En 2012, Intertek a réalisé des audits énergétiques sur 5 magasins appartenant aux différentes marques du Groupe en France.



Les résultats des audits montrent que l'éclairage des surfaces de ventes de magasins constitue la plus grande source de consommation d'énergie d'Etam. Les proportions sont très homogènes dans les magasins audités, ce qui facilite le déploiement de plans d'actions à l'échelle du Groupe. Un magasin pilote est mis en place et permet de tester des solutions de baisse de consommation comme, par exemple, l'éclairage par LED. Les solutions retenues sont ensuite progressivement déployées sur le réseau.

Contrairement à l'éclairage, les consommations issues de la production de chaud et de froid sont très variables selon les magasins, ce qui gêne l'établissement de plans d'action Groupe.

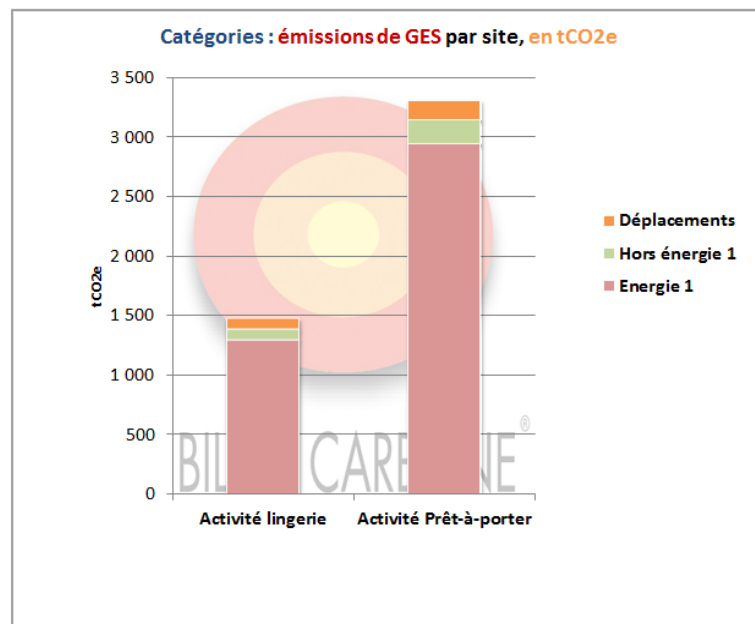
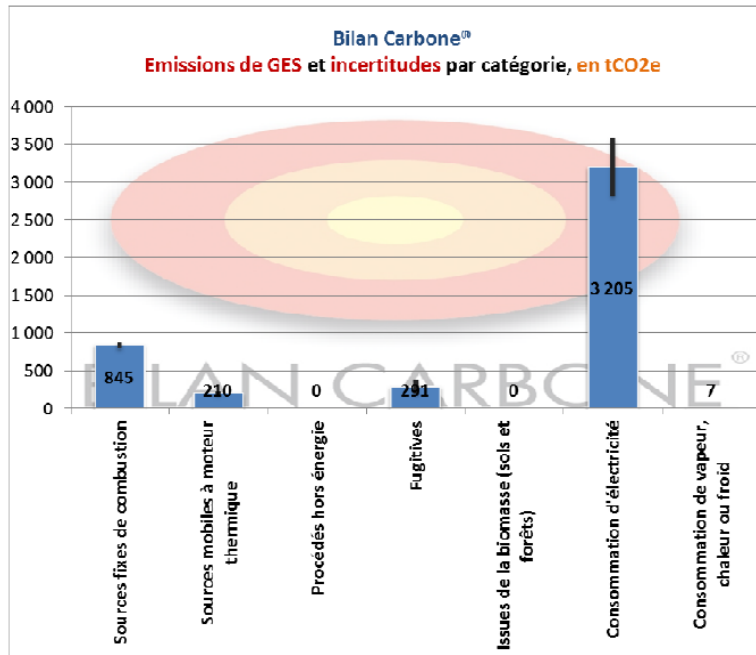
A noter que la situation est différente selon que le magasin se situe en centre ville ou dans un centre commercial.

En termes de bonne pratique, l'entrepôt de l'activité Lingerie d'Etam à Goussainville a arrêté le filmage des colis et a basculé sur une pose de coiffe à partir de novembre 2012. Ce changement a permis d'éviter la consommation de 30 tonnes de film plastique et d'économiser 430 MWh de consommation électrique des fardeleuses en rythme annuel.

### **Emissions de gaz à effet de serre – Résultats du Bilan Carbone 2011 sur le périmètre France**

Les émissions directes de Gaz à Effet de Serre (GES) comprennent la combustion d'énergie dans les bâtiments du Groupe ETAM, la combustion d'énergie des véhicules de société du Groupe et les fuites de fluides frigorigènes dans les installations de climatisation. Les sources d'énergie prises en compte sont le gaz naturel, le gazole, le fioul domestique et l'essence. Certaines données sont issues de factures, d'autres proviennent d'une estimation sur la base des m<sup>2</sup> indiqués dans la Base Carbone (moyenne France), source de référence constituée par l'Ademe. Les consommations des véhicules de société ont été fournies par la société de leasing. Les fuites de fluides frigorigènes ont été fournies par les prestataires d'entretien.

Les émissions indirectes de GES comprennent la consommation d'électricité et de chauffage urbain dans les bâtiments du Groupe ETAM. Ces données sont issues de factures couvrant l'année 2010.



Le bilan des émissions de gaz à effet de serre pour le Groupe ETAM est de 4 500 t<sub>éq</sub>CO<sub>2</sub> pour le périmètre 1 (émissions de GES dues aux consommations de gaz, gasoil et essence des bâtiments et de la flotte de véhicules ainsi que dues aux fuites de fluides frigorigènes des sites) et 2 (émissions de GES dues à la consommation d'électricité et de chauffage urbain). Sans surprise, la majeure partie de ces émissions sont liées aux consommations électriques des magasins et des entrepôts.

Les différentes estimations de réduction des GES permettent de voir que la consommation d'électricité des surfaces de vente en magasin est un poste de fort potentiel de réduction des Gaz à Effet de Serre avec un temps de retour sur investissement raisonnable.

L'exercice effectué a aussi mis en avant l'utilité de désigner un responsable efficacité énergétique des éclairages des surfaces de vente chez Etam.

Concernant les déplacements professionnels, le Groupe ETAM possède en France 70 véhicules dédiés aux déplacements professionnels de ses collaborateurs. 54 % de ces véhicules sont hybrides. Pour les

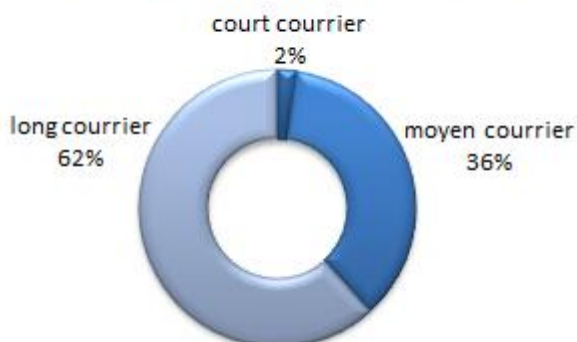


prochaines années, le renouvellement des véhicules ne va pas nécessairement s'orienter vers des véhicules hybrides, mais ces véhicules émettront moins de  $\text{teqCO}_2$  au km. En moyenne, ces véhicules parcourent 52 500 km par an.

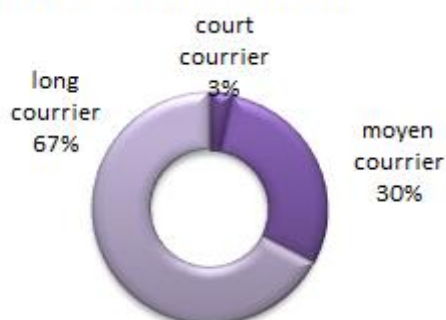
Les collaborateurs du Groupe ETAM ont réalisé 1 767 voyages en 2012, ce qui correspond à 3,6 millions de km parcourus et 474  $\text{teqCO}_2$ .

Ces déplacements concernent 320 employés en France. En moyenne, un voyageur effectue 5,5 voyages par an, représentant 10 500 km et 1,5  $\text{tCO}_2\text{e}$  par voyageur et par an.

#### Distance parcourue par les employés



#### émissions de GES des déplacements professionnels en avion



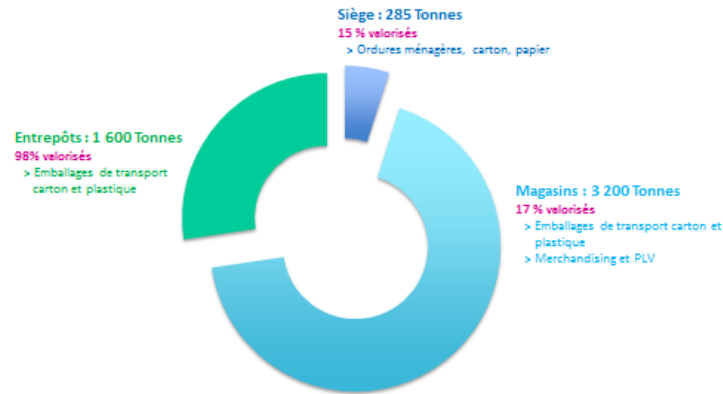
A titre informatif :

Type de Segment	Distance Totale (km)
Court Courrier	$\leq 463$
Moyen Courrier	$> 463$ et $\leq 3700$
Long Courrier	$> 3700$

### 3.3. GESTION DES DÉCHETS

Dans les prochaines années, le Groupe ETAM travaillera à obtenir le détail des dépenses en enlèvement et traitement des déchets en adaptant le plan de compte. Cette action facilitera le traçage du pourcentage des déchets recyclés au niveau du Groupe et la prise de décision pour la mise en œuvre de plans d'action.

De plus, une étude menée en interne a permis d'estimer les quantités de déchets générés par le Groupe ETAM ainsi que leur taux de valorisation. Il en est ressorti que la grande majorité de ces déchets sont produits en magasin et sont mal valorisés.



Le Groupe ETAM étudie la faisabilité d'une meilleure traçabilité et gestion des déchets depuis les entrepôts jusqu'aux magasins. Ceci inclut la meilleure valorisation des emballages, la baisse de leur coût et de leur poids, leur traitement, en sensibilisant tous les acteurs de la chaîne y compris les agents et les fournisseurs.

### 3.4. GESTION DE L'EAU

Le Groupe ETAM a pu estimer les consommations d'eau en France à 103 000 m<sup>3</sup> à partir des coûts d'achat disponibles par l'intermédiaire des factures d'eau sur 2012 et d'un coût moyen de consommation.

#### **PRÉCISIONS SUR LES INDICATEURS ENVIRONNEMENTAUX**

Les indicateurs relatifs aux impacts environnementaux du Groupe ETAM sont, pour l'exercice 2012, limités au périmètre français.

Les informations sur les consommations d'énergie et sur les émissions de gaz à effet de serre qui sont communiquées, sont issues du Bilan Carbone qui a été réalisé en 2011, à partir de données recueillies sur l'année 2010. Concernant l'exercice 2012, les indicateurs énergétiques sont limités aux dépenses relatives à l'électricité, au gaz et à la vapeur (CPCU). Il n'a pas été jugé possible d'estimer de manière fiable les consommations d'énergie qui y sont associées.

Les informations relatives à la thématique « consommation de matières premières » fournies sont limitées aux conclusions issues des Analyses de Cycle de Vie (ACV) qui ont été réalisées dans le cadre des projets pilotes sur l'affichage environnemental. Les outils de reporting disponibles au sein du Groupe ne permettent pas à ce jour de communiquer des données quantitatives sur le sujet.

## 4. INFORMATIONS SOCIALES

Le périmètre de reporting social inclut l'ensemble des entités juridiques consolidées dans le périmètre financier en intégration globale. Les exceptions à ces règles peuvent être appliquées sur des entités de taille non significative.

Les indicateurs sociaux ont été collectés via un réseau de contributeurs identifiés au niveau des filiales en Europe et en Chine selon un processus formalisé.

### 4.1. EMPLOI

En 2012, l'effectif annuel moyen du Groupe était de 20 758 personnes, féminin à 96,2 %. Le Groupe emploie à 41,4% des salariés de moins de 25 ans. Le part des seniors est plus élevée en France qu'en Chine.

#### 4.1.1. EFFECTIF ANNUEL MOYEN, EN NOMBRE DE PERSONNES PAR ÂGE ET PAR SEXE

L'effectif annuel moyen 2012 est réparti comme suit :

##### Europe dont France ✓

	Magasins		Siège		Logistique		Total
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	
< 25 ans	9	1 618	4	42	2	5	<b>1 680</b>
[25 à 30 [	3	1 016	18	108	5	11	<b>1 161</b>
[30 à 35 [	3	709	20	96	8	15	<b>851</b>
[35 à 40 [	1	537	26	70	11	38	<b>683</b>
[40 à 45[	1	406	27	63	10	44	<b>551</b>
[45 à 50[	1	280	18	33	20	19	<b>371</b>
50 ans et +	1	323	20	24	14	68	<b>450</b>
<b>Total</b>	<b>19</b>	<b>4 889</b>	<b>133</b>	<b>436</b>	<b>70</b>	<b>200</b>	<b>5 747</b>

##### Chine ✓

	Magasins		Siège		Logistique		Total
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	
< 25 ans	117	6 691	13	77	4	11	<b>6 913</b>
[25 à 30 [	26	3 910	9	9	1	8	<b>3 963</b>
[30 à 35 [	8	2 235	48	205	4	14	<b>2 514</b>
[35 à 40 [	6	733	50	264	15	9	<b>1 077</b>
[40 à 45[	3	146	31	154	13	9	<b>356</b>
[45 à 50[	-	19	27	45	18	12	<b>121</b>
50 ans et +	-	2	17	21	13	14	<b>67</b>
<b>Total</b>	<b>160</b>	<b>13 736</b>	<b>195</b>	<b>775</b>	<b>68</b>	<b>77</b>	<b>15 011</b>

Les effectifs par rapport à 2011 restent globalement stables sur l'ensemble des périmètres du Groupe.

#### 4.1.2. EFFECTIF ANNUEL MOYEN, EN ÉQUIVALENT TEMPS PLEIN PAR ÂGE ET PAR SEXE

La présentation en équivalent temps plein de l'effectif est un nouvel indicateur.

L'effectif du Groupe 2012 en équivalent temps plein est de 19 147 personnes.

##### Europe dont France

	Magasins		Siège		Logistique		Total
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	
< 25 ans	6	945	4	40	2	5	<b>1 002</b>
[25 à 30 [	3	760	18	108	5	10	<b>904</b>
[30 à 35 [	2	587	20	93	8	14	<b>724</b>
[35 à 40 [	1	458	26	68	11	37	<b>601</b>
[40 à 45[	1	348	27	61	9	43	<b>489</b>
[45 à 50[	1	237	18	32	20	19	<b>327</b>
50 ans et +	1	249	19	22	14	68	<b>373</b>
<b>Total</b>	<b>15</b>	<b>3 584</b>	<b>132</b>	<b>424</b>	<b>69</b>	<b>196</b>	<b>4 420</b>

##### Chine

	Magasins		Siège		Logistique		Total
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	
< 25 ans	89	6 523	13	77	4	11	<b>6 717</b>
[25 à 30 [	18	3 872	9	9	1	8	<b>3 917</b>
[30 à 35 [	5	2 215	48	205	4	14	<b>2 491</b>
[35 à 40 [	4	723	50	264	15	9	<b>1 065</b>
[40 à 45[	3	141	31	154	13	9	<b>351</b>
[45 à 50[	-	18	27	45	18	12	<b>120</b>
50 ans et +	-	1	17	21	13	14	<b>66</b>
<b>Total</b>	<b>119</b>	<b>13 493</b>	<b>195</b>	<b>775</b>	<b>68</b>	<b>77</b>	<b>14 727</b>

#### 4.1.3. EMBAUCHES

La présentation de l'ensemble des périmètres géographiques du Groupe est un nouvel indicateur. Jusqu'à présent, seule la France était présentée.

Le Groupe ne rencontre pas de difficultés de recrutement : 34 880 personnes ont ainsi été recrutées en 2012 en CDD et CDI.

##### Europe dont France ✓

	Magasins		Siège		Logistique		Total
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	
CDD	147	12 934	10	74	10	20	<b>13 195</b>
CDI	13	1 202	18	64	3	1	<b>1 301</b>
Autres	-	33	2	2	-	1	<b>38</b>
<b>Total</b>	<b>160</b>	<b>14 169</b>	<b>30</b>	<b>140</b>	<b>13</b>	<b>22</b>	<b>14 534</b>

**Chine ✓**

	Magasins		Siège		Logistique		Total
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	
CDD	953	19 114	49	169	20	31	<b>20 336</b>
CDI			-	-	-	-	-
Autres			4	6	-	-	<b>10</b>
<b>Total</b>	<b>953</b>	<b>19 114</b>	<b>53</b>	<b>175</b>	<b>20</b>	<b>31</b>	<b>20 346</b>

4.1.4. DÉPARTS

La présentation de l'ensemble des périmètres géographiques du Groupe est un nouvel indicateur. Jusqu'à présent, seule la France était présentée.

**Europe dont France ✓**

	Magasins		Siège		Logistique		Total
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	
Fin CDD	143	12 388	7	66	12	20	<b>12 636</b>
Démission	7	828	9	27	1	1	<b>873</b>
Licenciement	3	292	7	5	1	-	<b>308</b>
Autres	8	695	10	44	2	8	<b>767</b>
<b>Total</b>	<b>161</b>	<b>14 203</b>	<b>33</b>	<b>142</b>	<b>16</b>	<b>29</b>	<b>14 584</b>

**Détail des licenciements pour la France uniquement ✓**

	Magasins	Siège	Entrepôts	Total
Faute grave et abandons de poste	150	3	1	<b>154</b>
Licenciement cause réelle et sérieuse	31	7		<b>38</b>
Licenciement économique	7			<b>7</b>
Licenciement pour inaptitude	21			<b>21</b>
<b>Total</b>	<b>209</b>	<b>10</b>	<b>1</b>	<b>220</b>

**Chine ✓**

	Magasins		Siège		Logistique		Total
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	
Fin CDD	45	359	1	8	1	-	<b>414</b>
Démissions	912	19 043	36	146	23	4	<b>20 164</b>
Licenciement	3	319	5	20	1	10	<b>358</b>
Autres			8	21	4	-	<b>33</b>
<b>Total</b>	<b>960</b>	<b>19 721</b>	<b>50</b>	<b>195</b>	<b>29</b>	<b>14</b>	<b>20 969</b>

#### 4.1.5. RÉMUNÉRATION

##### MASSE SALARIALE

La masse salariale 2012(salaires et charges) s'élève à 241,31 millions d'euros et se décompose en 180,13 millions d'euros de salaires et 61,18 millions d'euros de charges patronales.

L'indicateur présente pour la première fois les informations par secteur géographique.

##### **Europe dont France**

en K€	Magasins		Siège		Logistique		Total
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	
Masse salariale	365	82 702	11 598	19 608	2 292	4 933	<b>121 498</b>
charges sociales	142	30 093	4 675	8 825	1 059	2 151	<b>46 945</b>
<b>Total</b>	<b>507</b>	<b>112 795</b>	<b>16 273</b>	<b>28 433</b>	<b>3 351</b>	<b>7 084</b>	<b>168 443</b>

##### **Chine**

en K€	Magasins		Siège		Logistique		Total
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	
Masse salariale	523	43 662	2 573	10 292	1 044	538	<b>58 632</b>
charges sociales	85	11 159	519	2 077	263	135	<b>14 238</b>
<b>Total</b>	<b>608</b>	<b>54 821</b>	<b>3 092</b>	<b>12 369</b>	<b>1 307</b>	<b>673</b>	<b>72 870</b>

##### POURCENTAGE DE SALARIÉS DONT LA RÉMUNÉRATION COMPREND UNE PARTIE RELATIVE A LA PERFORMANCE

Il s'agit d'un indicateur présenté pour la première fois.

##### **Europe dont France**

	Magasins		Siège		Logistique		Global
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	
%	100%	100%	90%	83%	100%	100%	<b>98%</b>

##### **Chine**

	Magasins		Siège		Logistique		Global
	Hommes	Femmes	Hommes	Hommes	Femmes	Hommes	
%	64%	97%	8%	28%	84%	40%	<b>92%</b>

## INTÉRESSEMENT ET PARTICIPATION

Un accord d'intéressement pour 2010, 2011 et 2012 a été signé en France. Cet accord a pour but, en complément de la participation, d'associer le personnel au développement des résultats économiques ainsi qu'à l'amélioration de la performance du Groupe ETAM.

### 4.1.6. ORGANISATION DU TRAVAIL

En France, les salariés non cadres à temps plein travaillent 35 heures par semaine. L'horaire de travail des salariés non cadres est planifié. Les cadres bénéficient d'un régime de forfait jours. Le pourcentage de salariés à temps partiel en France est de 55%.

#### **France - Heures supplémentaires en 2012**

	Magasins	Siège	Logistique	<b>Total</b>
Nb d'heures supplémentaires en 2012	1 068,58	90,49	1 518,27	<b>2 677,34</b>

## ABSENTÉISME

La présentation de l'ensemble des périmètres géographiques du Groupe est un nouvel indicateur. Jusqu'à présent, seule la France était présentée.

Pour la France, l'absentéisme est passé à 3,9% en 2012 contre 4,17% en 2011.

#### **Europe dont France**

	Magasins		Siège		Logistique		<b>Total</b>
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	
Nombre d'heures absence maladie	625	268 629	2 448	17 704	6 517	22 707	<b>318 630 ✓</b>
Nombre d'heures de travail théorique	29 183	6 527 103	233 811	737 619	121 114	349 658	<b>7 998 488</b>
<b>Ratio</b>	<b>2,1%</b>	<b>4,1%</b>	<b>1,0%</b>	<b>2,4%</b>	<b>5,4%</b>	<b>6,5%</b>	<b>4,0%</b>

#### **Chine**

	Magasins		Siège		Logistique		<b>Total</b>
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	
Nombre d'heures absence maladie	600	384 434	611	18 464	2 131	1 008	<b>407 248 ✓</b>
Nombre d'heures de travail théorique	305 100	31 748 220	405 594	1 619 599	160 776	144 072	<b>34 383 361</b>
<b>Total</b>	<b>0,2%</b>	<b>1,2%</b>	<b>0,2%</b>	<b>1,1%</b>	<b>1,3%</b>	<b>0,7%</b>	<b>1,2%</b>

#### 4.1.7. RELATIONS SOCIALES

##### **France**

L'organisation sociale du Groupe en France est la suivante :

- une Unité Economique et Sociale avec un CCE, deux CE et deux CHSCT (siège et magasins),
- trois Délégations Uniques du Personnel et CHSCT pour les deux entrepôts et Mouvoux.

Les syndicats représentatifs au sein du Groupe en France sont la CFDT, la CFE CGC, la CGT et FO. Une section syndicale UNSA a été créée en 2012.

Les accords suivants ont été signés en 2012 : accords salariaux, avenant à l'accord de réduction du temps de travail siège, avenant à l'accord de participation Groupe, accord sur les transferts, cessions et fermetures de magasins.

##### **Europe**

Trois autres pays disposent d'une représentation du personnel : la Belgique, l'Espagne et la Pologne.

En ce qui concerne la Belgique, des syndicats représentatifs nationaux ont une délégation au sein de l'entreprise, ainsi que des mandats électifs. La négociation a conduit à la signature d'accords d'entreprise sur la rémunération.

L'Espagne et la Pologne ont des représentants élus par les salariés des entreprises.

#### 4.2. SANTÉ ET SÉCURITÉ

La présentation des périmètres France et Europe du Groupe est un nouvel indicateur.

Jusqu'à présent, seule la France était présentée.

La Chine respecte les normes locales en termes de sécurité mais aucun indicateur n'est présenté car les normes de comptabilisation des accidents du travail sont différentes.

##### **Europe dont France**

	Magasins		Siège		Logistique		Total
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	
Accident du travail / trajet	2	204	2	8	7	13	<b>236</b> ✓
Maladie professionnelle	0	8	0	0	0	1	<b>9</b>

##### **Détail France**

	Magasins		Siège		Logistique		Total
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	
Nombre d'accidents du travail avec arrêt	1	65	-	2	6	11	<b>85</b>
Nombre d'accidents du travail sans arrêt	1	69	1	1	-	-	<b>72</b>
<b>Total</b>	<b>2</b>	<b>134</b>	<b>1</b>	<b>3</b>	<b>6</b>	<b>11</b>	<b>157</b>



	Magasins		Siège		Logistique		Total
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	
Nombre d'accidents de trajet avec arrêt	-	26	-	4	1	2	<b>33</b>
Nombre d'accidents de trajet sans arrêt	-	13		1	-	-	<b>14</b>
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>39</b>	<b>0</b>	<b>5</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>47</b>

Le Groupe applique la réglementation en vigueur au niveau du siège social, des magasins et des entrepôts.

Il existe par ailleurs en France cinq Comités d'Hygiène de Sécurité et des Conditions de Travail et des documents annuels d'évaluation des risques pour l'ensemble des établissements. Ces Comités ont pour mission de mener des actions d'analyse et de prévention des risques professionnels dans le cadre d'échanges entre la Direction et les représentants du personnel. Le résultat de ces échanges a permis notamment de mettre en place un certain nombre de procédures de sécurité, de matériels ou d'aménagements au sein des magasins.

Dans tous les pays où le Groupe est présent en Europe, des salariés gèrent, parmi leurs missions, les questions liées à la sécurité.

Au sein de l'enseigne 1.2.3, la Belgique et le Luxembourg ont par ailleurs mis en œuvre le projet « Sofia », dont l'objectif est d'améliorer l'ergonomie du poste de travail.

L'Allemagne a mis en place des formations de prévention des accidents.

#### 4.3. FORMATION

Depuis septembre 2012, Etam forme, en partenariat avec le CFA Stephenson (centre de formation et d'apprentissage), 13 hôtesses de vente à l'encadrement de magasins. Ces dernières se partagent ainsi entre l'école et les magasins Etam, 1.2.3 ou Undiz, avec comme objectif la préparation d'un baccalauréat professionnel Commerce pour 6 d'entre elles et d'un BTS MUC (Management des Unités Commerciales) pour les 7 autres. Réparties sur 2 ans, les 1 200 heures de formation sont dispensées en alternance. Les hôtesses concernées passent ainsi 2 jours par semaine en cours et 3 jours en magasin. Si certaines de ces 13 étudiantes faisaient déjà partie de nos effectifs, d'autres ont été recrutées pour suivre ce parcours de formation.

En 2012, le service Formation a également repensé son offre en la présentant sous trois grandes thématiques : l'offre "prêt-à-porter" relative au métier, l'offre "sur-mesure" pour optimiser les compétences transverses et les métiers ; l'offre "haute couture" pour accompagner une équipe au complet ou un projet personnalisé. Dans ce cadre, un nouveau catalogue a été développé, accessible sur l'intranet du Groupe. Une attention particulière a été portée sur le dispositif du DIF.

L'accent a également été mis sur l'international en 2012. Le service Formation a notamment accompagné le partenaire du Groupe en Arabie Saoudite, en l'aidant à former ses équipes de vente. A l'export, 20 collaborateurs dans 15 pays ont également reçu une formation de formateur. Celle-ci s'est déroulée à Paris avec un dispositif de traduction en simultané. L'objectif est de former les partenaires aux techniques de vente du Groupe, à ses standards etc. afin que ceux-ci soient ensuite déclinés en local.

Par ailleurs, afin de faciliter l'accessibilité de la formation à l'ensemble des collaborateurs en France, des formations sont organisées dans les principales métropoles régionales.

Enfin, un certain nombre de modules de formation mis en place en France sont déployés dans d'autres pays européens.

En 2012, 996 stagiaires ont bénéficié de 27.965 heures de formation.

## **France**

	Magasins		Siège		Logistique		<b>Total</b>
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	
Nombre de personnes	6	523	74	280	32	81	<b>996 ✓</b>
Nombre d'heures	295	1 8291	1 543	5 713	552	1 571	<b>27 965 ✓</b>
<b>Moyenne</b>	<b>49,17</b>	<b>34,97</b>	<b>20,85</b>	<b>20,40</b>	<b>17,23</b>	<b>19,39</b>	<b>28,08 ✓</b>

Thèmes de formation au sein du Groupe : *Leadership, Métier, Sécurité, Produit, Intégration, Bureautique, Communication, Langues.*

## 4.4. ÉGALITÉ DE TRAITEMENT

### 4.4.1. ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE ENTRE LES HOMMES ET LES FEMMES

#### **France**

En 2012, un plan d'action et des accords égalité hommes femmes ont été mis en œuvre, plan d'action dont les modalités et les résultats sont suivis avec les partenaires sociaux dans le cadre d'une commission égalité professionnelle.

Les dispositions prises dans le cadre du plan d'égalité hommes-femmes ont pour ambition de faire disparaître les éventuelles disparités de traitement qui seraient identifiées, mais également de tenter d'apporter un rééquilibrage là où les femmes seraient pénalisées par rapport aux hommes dans leur carrière ou dans le cadre général de leur vie professionnelle.

Un des éléments notables de ce plan a été, en 2012, la mise en place d'une comptabilisation des candidatures hommes et femmes permettant de quantifier le nombre de candidatures de femmes par rapport au nombre de candidatures d'hommes reçues et les suites données, l'objectif étant de s'assurer qu'un traitement équivalent, en proportion, est réalisé entre les hommes et les femmes.

A noter également que la législation française sur l'égalité professionnelle et plus généralement la non discrimination, est affichée sur chaque site de travail du Groupe. Les responsables de magasins y sont formés dès leur cursus d'intégration.

Avec pour titre « *Osez votre personnalité* », la communication Ressources Humaines a également pour vocation d'attirer des talents de tous horizons et de mettre en lumière la diversité au sein du Groupe.

#### **Europe / Chine**

Chaque pays présentant des dispositions particulières à ce sujet, le Groupe se conforme à chacune d'elles.

#### 4.4.2. INFORMATIONS SUR L'EMPLOI ET L'INSERTION DES TRAVAILLEURS HANDICAPÉS

Le Groupe ETAM souhaite développer sa politique sur le handicap en 2013 en s'ouvrant notamment davantage au secteur protégé (ESAT).

Dans ce cadre, afin de sensibiliser d'abord ses salariés, le Groupe a réalisé en novembre 2012, un événement en partenariat avec les ESAT de Chenevières et de Vitry. Cet événement s'est déroulé en deux temps : un moment d'échange entre les équipes achats et marketing et les ESAT a permis de discuter des possibilités de collaboration puis, dans un second temps, une vente a été réalisée à partir de produits confectionnés par les ESAT avec des éléments récupérés dans les enseignes du Groupe (PLV, tissus, boutons...). L'ensemble des sommes récoltées a été versé à la fondation de l'ESAT de Chenevières.

#### 4.5. PROMOTION ET RESPECT DES STIPULATIONS DES CONVENTIONS DE L'OIT

Tous les pays dans lesquels le Groupe est implanté disposent de règles juridiques strictes interdisant le travail des enfants, le plus généralement âgés de moins de 16 ans (et avec restrictions entre 16 et 18 ans).

L'encadrement du Groupe, tant au siège que sur le terrain, veille au bon respect de ces règles.

#### 4.6. COMMUNICATION RH

Lancé en 2011, l'intranet magasins France a été déployé en 2012 sur l'ensemble du réseau.

#### **PRÉCISIONS SUR LES INDICATEURS SOCIAUX**

Il est à noter que :

- La catégorie CDD comprend les contrats d'alternance et de professionnalisation ; les stagiaires sont exclus des effectifs ;
- Les renouvellements de CDD sans interruption ainsi que les titularisations de CDD en CDI ne sont pas reportés dans les mouvements ;
- Les fins de CDD comprennent les fins de CDD arrivant à leur terme et les ruptures anticipées ;
- Les autres départs comprennent :
  - les fins de périodes d'essai, les ruptures conventionnelles, les décès, les retraites et les cessions de magasins pour les filiales européennes (y compris la France) ;
  - les ruptures de contrats pendant ou au terme de la période d'essai pour la filiale chinoise.
- Les recrutements « Autres » correspondent aux contrats signés dans le cadre de la réalisation d'un projet spécifique dont la date de fin n'est pas précisée ;
- L'indicateur accident du travail ne présente pas les taux de fréquence et de gravité car les données consolidées de l'Europe n'ont pas permis de les calculer pour 2012 ;
- 15% des heures de formation reportées par la France correspondent aux heures d'école de 6 personnes en CDI en période de professionnalisation.

Compte tenu du contexte local, les précisions suivantes sont apportées aux données de la Chine :

- Les fins de CDD correspondent aux contrats qui ne sont pas renouvelés par l'employeur à leur terme ;
- Le nombre de licenciements inclut les ruptures de CDD avant leur terme, à l'initiative de l'employeur ;
  - Le nombre de démissions inclut les ruptures de CDD avant leur terme ou à leur terme, à l'initiative de l'employé ;
  - Le nombre d'accidents du travail ne peut être présenté, les règles légales sur le sujet étant très spécifiques.

Les modalités de dispense et de comptabilisation des actions de formation n'ont pas permis de produire l'indicateur formation pour l'Europe et la Chine cette année.

## **5. INFORMATIONS SOCIÉTALES**

### **5.1. DIALOGUE AVEC DES PERSONNES OU ORGANISATIONS**

Le Groupe a lancé une réflexion sur l'ensemble de ses partenariats avec les ONG et les organisations professionnelles. L'objectif est notamment d'identifier et de hiérarchiser les parties prenantes. La stratégie de partenariat est donc en cours d'évolution.

### **5.2. LOYAUTÉ DES PRATIQUES**

Le département de l'audit interne rapporte directement à la Gérance et mène une douzaine de missions par an sur des processus opérationnel clés. Par ailleurs, les procédures de contrôle interne du Groupe sont décrites dans les annexes du rapport de la Gérance en page 87.

Deux éléments relatifs à la loyauté des pratiques au sein du Groupe méritent d'être notés : Une Charte de bonne conduite a été diffusée en interne fin 2012, qui fixe précisément la conduite à suivre dans des situations où des conflits d'intérêt ou un préjudice pour le Groupe pourraient potentiellement survenir (cadeaux et invitations de la part de fournisseurs, confidentialité des données, intégrité dans le processus de sélection des fournisseurs). Par ailleurs, le Groupe estime avoir une bonne maîtrise de la démarque inconnue en magasins, grâce à la formation et la sensibilisation des équipes de vente et au cycle des inventaires annuels réalisés par un prestataire externe : Les résultats de ces inventaires sont transmis aux responsables des magasins concernés et aux Directions Commerciales des Enseignes, qui les analysent et mettent en place – lorsque c'est nécessaire – des plans d'actions correctrices dont la mise en œuvre est vérifiée grâce à un deuxième inventaire.

### **5.3. SANTÉ ET SÉCURITÉ DES CONSOMMATEURS**

Concernant l'organisation de la politique de santé & sécurité des consommateurs et les mesures en la matière, le premier champ d'action pour le Groupe consiste à faire signer la charte REACH par les fournisseurs. Ce sont les agents qui sont chargés de s'assurer que les fournisseurs ont bien signé la charte et ont mis en place les processus que cela implique.

Le second champ d'action est la demande de tests pour les gros volumes, les cœurs de collection ainsi que les tests ponctuels en entrepôt après réception. Le Groupe est en cours d'intégration dans son outil de gestion d'indicateurs tel que le taux de couverture des demandes de test et le pourcentage de demandes de tests sans réponse / incomplets afin de les suivre de manière plus efficace et d'en avoir une meilleure traçabilité. De plus, le Groupe ETAM travaille à une catégorisation des risques liés à la santé et la sécurité des consommateurs afin de mieux orienter ses demandes de tests fournisseurs.

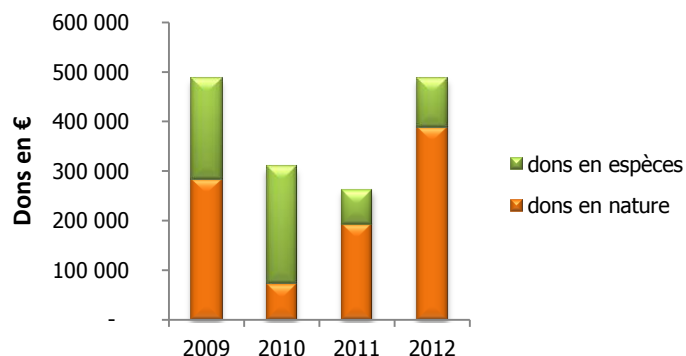
Le troisième champ d'action consiste à mettre en œuvre et appliquer, le cas échéant, le processus de gestion des plaintes. En cas de plainte de clients, la procédure est la suivante :

- Vérification que les tests ont été effectués ;
- Tests complémentaires si nécessaire ;
- Dépose de plainte légale si nécessaire ;
- Information clients en points de vente et auprès des porteuses de cartes Fidélité. Sur Internet, une *Helpline* est mise en place ;
- Retrait immédiat du produit incriminé des surfaces de ventes et alerte à la DDPP (Direction Départementale de la Protection des Populations) par le Groupe ;
- Appel en garantie auprès du fournisseur ;
- En cas de préjudice corporel, prise en charge du dossier de la cliente par le courtier d'assurance au titre de la Responsabilité Civile ;
- En cas de simples dégâts matériels (ex. produit qui déteint), l'enseigne concernée peut faire un geste commercial pour dédommager la cliente.

#### 5.4. MÉCÉNAT ET PHILANTHROPIE

La politique de mécénat du Groupe privilégie les dons de vêtements par rapport aux dons d'argent, de façon à garantir la cohérence entre l'activité et les compétences du Groupe d'une part, les actions de solidarité d'autre part.

##### **Montant des dons en nature ou en espèce attribués par les sociétés du Groupe ETAM entre 2009 et 2012**



Pour l'année 2012, les montants en euros des dons ont été les suivants :

dons en nature	dons en espèces	<b>Total</b>
388 844	95 810	<b>484 654</b>

Le Groupe s'est ainsi engagé dans un partenariat de long terme avec l'Association du Don en Nature (ADN) qui centralise des dons et les redistribue à un ensemble d'associations à but social (Emmaüs, Petits Frères des Pauvres, Secours Catholique entre autres) auprès desquelles elle a recensé des besoins concrets. Depuis 2009, ce partenariat a permis des dons importants de produits issus des activités Lingerie et des activités Prêt-à-Porter du Groupe ETAM et a également débouché sur plusieurs missions de mécénat de compétence impliquant différents départements du Groupe (logistique et finances). Plus de 30 000 articles ont ainsi été donnés à ADN en 2012.

En sus de ce partenariat cadre, le Groupe donne des vêtements à 25 autres organismes.

En 2013, le Groupe a pour objectif de prolonger sa responsabilité sociétale au Bangladesh, où le Groupe compte de nombreux fournisseurs.

## Thématiques du Grenelle II non abordées

<p>Les moyens consacrés à la prévention des risques environnementaux et des pollutions.</p>	<p>En-dehors des entrepôts, le Groupe ETAM ne mène pas d'activités industrielles, ce qui limite de fait les impacts environnementaux physiques graves. Cependant, le Groupe va s'efforcer de mesurer plus précisément dans les prochaines années l'impact généré par sa chaîne d'approvisionnement.</p>
<p>Le montant des provisions et garanties pour risques en matière d'environnement, sous réserve que cette information ne soit pas de nature à causer un préjudice sérieux à la société dans un litige en cours.</p>	
<p>Les mesures de prévention, de réduction et de réparation de rejets dans l'air, l'eau et le sol affectant gravement l'environnement.</p>	
<p>La prise en compte des nuisances sonores et de toute autre forme de pollution spécifique à une activité.</p>	
<p>L'utilisation des sols et la protection de la biodiversité.</p>	
<p>Les actions de formation et d'information des salariés menées en matière de protection de l'environnement.</p>	
<p>L'adaptation aux conséquences du changement climatique.</p>	<p>Le Groupe surveille les évolutions des coûts de l'énergie et les évolutions réglementaires créés par les politiques de lutte et d'adaptation au changement climatique. Le coût de l'énergie est en effet un poste important du coût des achats et du coût de transport des produits du Groupe.</p>
<p>L'impact territorial d'Etam sur les populations riveraines ou locales.</p>	<p>Voir données comptables pour les impacts territoriaux (impôts et taxes, créations d'emplois lors de la création de magasins).</p>

Deloitte & Associés  
185, avenue Charles-de-Gaulle  
92524 Neuilly-sur-Seine Cedex

**ETAM DEVELOPPEMENT S.C.A**

78 rue de Rivoli  
75004 Paris

---

**Attestation de présence et rapport d'assurance modérée du Commissaire aux comptes portant sur une sélection d'informations sociales, environnementales et sociétales figurant dans le rapport de gestion**

Exercice clos le 31 décembre 2012

---

A l'attention de la Direction Générale du Groupe Etam Développement

A la suite de la demande qui nous a été faite et en notre qualité de Commissaire aux comptes du Groupe Etam Développement, nous vous présentons notre attestation de présence sur les informations sociales, environnementales et sociétales consolidées présentées dans le rapport de gestion établi au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2012 en application des dispositions de l'article L.225-102-1 du Code du commerce, ainsi que notre rapport d'assurance modérée sur une sélection d'entre elles, identifiées par le signe (✓).

**Responsabilité de la société**

Il appartient à la Gérance de la société d'établir un rapport de gestion comprenant les informations sociales, environnementales et sociétales consolidées prévues à l'article R. 225-105-1 du Code de commerce (ci-après les « Informations »), établies conformément au référentiel utilisé (le « Référentiel ») par le Groupe Etam Développement et disponible sur demande auprès de la Direction du Développement Durable & des Achats Responsables et de la Direction des Ressources Humaines.

**Indépendance et contrôle qualité**

Notre indépendance est définie par les textes réglementaires, le Code de déontologie de la profession ainsi que par les dispositions prévues à l'article L. 822-11 du Code de commerce. Par ailleurs, nous avons mis en place un système de contrôle qualité qui comprend des politiques et des procédures documentées visant à assurer la conformité avec les règles déontologiques, les normes d'exercice professionnel et les textes légaux et réglementaires applicables.

**Responsabilité du Commissaire aux comptes**

Il nous appartient, sur la base de nos travaux :

- d'attester que les Informations requises sont présentes dans le rapport de gestion ou font l'objet, en cas d'omission, d'une explication en application du troisième alinéa de l'article R. 225-105 du Code de commerce et du décret n°2012-557 du 24 avril 2012 (Attestation de présence) ;
- d'exprimer une conclusion d'assurance modérée sur le fait que certaines informations sélectionnées par le Groupe Etam Développement et identifiées par le signe (✓) ont été établies, dans tous leurs aspects significatifs, de manière sincère conformément au Référentiel (Rapport d'assurance modérée).

Nous avons fait appel, pour nous assister dans la réalisation de nos travaux, à nos experts en responsabilité sociétale.

## 1. Attestation de présence

Nous avons conduit les travaux suivants conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France :

- Nous avons comparé les Informations présentées dans le rapport de gestion avec la liste prévue par l'article R. 225-105-1 du Code de commerce ;
- Nous avons vérifié que les Informations couvraient le périmètre consolidé, à savoir la société ainsi que ses filiales au sens de l'article L. 233-1 et les sociétés qu'elle contrôle au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce, dans les limites précisées sous chacune des rubriques concernées de la Partie 1-II. « Informations environnementales, sociales et sociétales » du rapport ;
- En cas d'omission de certaines informations consolidées, nous avons vérifié que des explications étaient fournies conformément aux dispositions du décret n° 2012-557 du 24 avril 2012.

Sur la base de ces travaux, nous attestons de la présence dans le rapport de gestion des Informations requises.

## 2. Rapport d'assurance modérée sur une sélection d'informations sociales et sociétales consolidées identifiées par le signe (✓)

### Nature et étendue des travaux

Nous avons effectué nos travaux conformément à la norme ISAE 3000 (International Standard on Assurance Engagements) et à la doctrine professionnelle applicable en France.

Nous avons mis en œuvre les diligences suivantes conduisant à obtenir une assurance modérée sur le fait que les informations sélectionnées par le Groupe Etam et identifiées par le signe (✓) ne comportent pas d'anomalies significatives de nature à remettre en cause leur sincérité, dans tous leurs aspects significatifs, conformément au Référentiel. Une assurance de niveau supérieur aurait nécessité des travaux de vérification plus étendus.

Nous avons effectué les travaux suivants :

- Nous avons apprécié le caractère approprié du Référentiel au regard de sa pertinence, son exhaustivité, sa neutralité, son caractère compréhensible et sa fiabilité, en prenant en considération, le cas échéant, les bonnes pratiques du secteur ;
- Nous avons vérifié la mise en place au sein du Groupe Etam d'un processus de collecte, de compilation, de traitement et de contrôle visant à l'exhaustivité et à la cohérence des informations sélectionnées. Nous avons pris connaissance des procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration de ces informations. Nous avons mené des entretiens auprès des personnes responsables du reporting social, environnemental et sociétal.
- Concernant les informations quantitatives consolidées sélectionnées<sup>1</sup> :

---

<sup>1</sup> Ces Informations sont les suivantes :

*Informations sociales* : effectif annuel moyen : répartition par âge, par sexe, par activité et par zone géographique (Europe et Chine) ; embauches : répartition par sexe, par activité et par zone géographique (Europe et Chine) ; départs : répartition par sexe, par activité et par zone géographique (Europe et Chine) ; détail des licenciements (France) ; nombre d'heures d'absence maladie : répartition par zone géographique (Europe et Chine) ; accidents de travail et de trajet (Europe) ; nombre de personnes formées et nombre d'heures de formation (France).

*Informations sociétales* : nombre de fournisseurs audités selon les critères Business Social Compliance Initiative (BSCI) et résultats d'audit ; montant des dons versés en 2012 et répartition par type de dons (en espèce et en nature).



- au niveau de l'entité consolidante et des entités contrôlées, nous avons mis en œuvre des procédures analytiques et vérifié, sur la base de sondages, les calculs ainsi que la consolidation de ces informations ;
- au niveau des entités<sup>2</sup> que nous avons sélectionnées en fonction de leur activité, de leur contribution aux indicateurs consolidés, de leur implantation et d'une analyse de risque, nous avons :
  - conduit des entretiens pour vérifier la correcte application des procédures et obtenir les informations nous permettant de mener nos vérifications ;
  - mis en œuvre des tests de détail, sur la base de sondages, consistant à vérifier les calculs effectués et à rapprocher les informations des pièces justificatives.

L'échantillon ainsi sélectionné représente 95% de l'effectif total pour les indicateurs sociaux et une moyenne de 61% des informations sociétales testées.

## **Conclusion**

Sur la base de nos travaux, nous n'avons pas relevé d'anomalie significative de nature à remettre en cause le fait que les informations sélectionnées par le Groupe Etam et identifiées par le signe (✓) ont été établies, dans tous leurs aspects significatifs, conformément au Référentiel.

Fait à Neuilly-sur-Seine, le 18 avril 2013

Le Commissaire aux comptes

**Constantin Associés**

Jean Paul Séguret

---

*2 Entités sélectionnées :*

*Pour les informations sociales : France et Chine*

*Pour le nombre de fournisseurs audités : Europe (achats réalisés pour des ventes en Europe)*

*Pour le montant des dons : France*

### **III. FACTEURS DE RISQUES**

#### **1. RISQUES OPÉRATIONNELS**

##### **1.1. RISQUES LIÉS À LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE**

L'activité du Groupe étant la distribution de produits de lingerie et de vêtements de prêt-à-porter féminin, elle est directement sujette aux évolutions de l'environnement économique général dans les pays où le Groupe est présent et aux conséquences de celles-ci sur la consommation de produits textiles.

Le cas échéant, le Groupe pourrait mettre en place une politique de démarque agressive afin de stimuler les ventes et favoriser l'écoulement des stocks, ce qui conduirait à une dégradation de son taux de marge brute.

##### **1.2. RISQUES LIÉS À LA SAISONNALITÉ**

Le deuxième semestre de l'année est traditionnellement plus important que le premier en termes d'activité commerciale et de volume de marge brute dans l'ensemble des régions où le Groupe intervient. En conséquence, les résultats intermédiaires du premier semestre ne sont pas nécessairement représentatifs de ceux qui peuvent être attendus pour l'ensemble de l'exercice annuel.

De plus, les ventes du Groupe au 30 juin sont impactées par le décalage du calendrier des soldes réglementaires d'été en France par rapport au 30 juin de l'année antérieure.

##### **1.3. RISQUES LIÉS AUX CONDITIONS CLIMATIQUES ET AUX TENDANCES DE MODE**

Le secteur de la lingerie et du prêt-à-porter féminin dépend particulièrement de l'adéquation des collections présentées en magasins avec les conditions météorologiques tout au long de l'année.

Bien qu'à l'écoute des envies de ses clientes et à la recherche permanente de nouveaux concepts porteurs, l'activité du Groupe est sujette à l'appréciation de ses collections par ses clientes.

Le cas échéant, le Groupe pourrait mettre en place une politique de démarque agressive afin de stimuler les ventes et favoriser l'écoulement des stocks, ce qui conduirait à une dégradation de son taux de marge brute.

##### **1.4. RISQUES LIÉS À LA CONCURRENCE**

La distribution de produits de lingerie et de vêtements de prêt-à-porter féminin est un secteur à forte intensité concurrentielle dans chacun des pays où le Groupe est présent. Cette intensité concurrentielle s'explique par les faibles barrières à l'entrée de ce segment et donc par le nombre importants d'acteurs de toutes tailles qui y opèrent. Dans les dix dernières années, des sociétés de prêt-à-porter féminin ont constitué des groupes internationaux de taille supérieure à celle d'Etam. Plus récemment, des acteurs se sont développés dans la lingerie au niveau international et s'ajoutent à la concurrence d'ETAM.

En Chine, le Groupe fait face à une concurrence croissante dans le secteur de la distribution textile, composée désormais de tous les grands acteurs internationaux mais aussi de nombreux acteurs locaux.

Le cas échéant, le Groupe pourrait mettre en place une politique de démarque agressive afin de stimuler les ventes et favoriser l'écoulement des stocks, ce qui conduirait à une dégradation de son taux de marge brute.

### 1.5. RISQUES LIÉS À L'AUGMENTATION DU PRIX DES MATIÈRES PREMIÈRES

Le secteur de la lingerie et du prêt-à-porter féminin peut être confronté à l'augmentation du prix des matières premières entrant dans la fabrication des produits distribués. Une partie des consommateurs étant en quête de prix bas, cette situation pourrait avoir un impact négatif sur le taux de marge brute du Groupe.

### 1.6. DÉPENDANCE DU GROUPE AUX FOURNISSEURS

Etant donné le nombre important de fournisseurs du Groupe, il n'existe aucun lien de dépendance significative à l'égard d'un fournisseur particulier en cas de défection ou de défaillance pour l'approvisionnement en marchandises. Toutefois, le Groupe achète pour la plus grande part en Asie, principalement en Chine, les produits qu'il distribue et son activité pourrait être affectée en cas d'instabilité sociale ou politique dans cette région du monde.

### 1.7. RISQUES LIÉS AUX DÉPRÉCIATIONS D'ACTIFS NON-FINANCIERS

Le Groupe a opté pour la méthode comptable de la réévaluation à la valeur de marché des ensembles immobiliers et des droits au bail et assimilés. Par conséquent, une évolution défavorable des loyers ou des valeurs locatives pourrait affecter négativement le résultat du Groupe.

Par ailleurs, le Groupe soumet ses actifs non financiers à des tests de dépréciation lorsque, en raison d'événements ou de circonstances particulières, la recouvrabilité de leur valeur comptable est mise en doute. Ces tests, effectués au niveau du magasin, peuvent conduire à des dépréciations d'actifs, notamment en cas d'évolution défavorable des conditions de marché ou de l'environnement géographique, de baisse de la fréquentation ou de sous utilisation de la superficie commerciale du site.

## **2. ENDETTEMENT ET RISQUES FINANCIERS**

### 2.1. ENDETTEMENT

Au 31 décembre 2012, la dette du Groupe ETAM est principalement constituée d'un crédit multilatéral à moyen terme dit « Club Deal 2012 », d'un placement privé de type « Schuldscheindarlehen » et de contrats de location financement.

Le 12 décembre 2012, ETAM Finances SNC a signé avec ses partenaires bancaires un nouveau contrat de crédit multilatéral d'une durée de quatre ans, assorti d'une option d'extension pour un an supplémentaire.

Ce crédit, dit « Club Deal 2012 » porte sur un montant de 250,0 M€. Il vient financer les besoins généraux du Groupe, et refinancer le crédit multilatéral de 245,0 M€ signé en 2009 ainsi que le crédit amortissable de 50,0 M€ signé en 2010, qui ont été tous deux remboursés en totalité le 12 décembre 2012. Ce Club Deal 2012 permet au Groupe ETAM d'allonger la maturité de sa dette.

Dans le cadre du Club Deal 2012, le Groupe s'est engagé à respecter :

- certains ratios financiers (le ratio d'endettement consolidé, le ratio d'endettement financier et le ratio de couverture des frais financiers) jusqu'à échéance ;

- certains engagements juridiques usuels.

En juillet 2011, Etam Finances a procédé à l'émission d'un placement privé pour 40,0 M€ sous la forme d'un « *Schuldscheindarlehen* ». Cet emprunt in-fine de maturité 5 ans a été mis en place pour 8,5 M€ à taux fixe et 31,5 M€ à taux variable. Les obligations relatives à cet emprunt sont de même nature que celles en vigueur sur le Club Deal 2012.

Le Groupe dispose également de financements dans le cadre de contrats de location financement dont l'encours au 31 décembre 2012 s'élève à 56,3 M€.

En 2012, le Groupe ETAM a procédé à la mise en place d'un crédit bail amortissable sur 12 ans portant sur son entrepôt de Compans, pour un montant initial de 11,0 M€.

En 2010, le Groupe ETAM avait également procédé à la mise en place d'un crédit bail amortissable sur 12 ans, portant sur son siège administratif de Clichy, pour un montant initial de 52,0 M€.

Le Groupe dispose par ailleurs de lignes bancaires bilatérales confirmées ou non dans plusieurs pays, y compris en France, permettant de réaliser les ajustements de financement et de trésorerie.

## 2.2. RISQUES DE LIQUIDITÉ

Le Club Deal 2012 signé le 12 décembre 2012 a une maturité à quatre ans, assortie d'une option d'extension pour un an supplémentaire.

Il se compose de deux tranches :

- La Tranche A est un crédit à moyen terme d'un montant à l'origine de 100,0 M€ avec des amortissements annuels de 12,5 M€, y compris en fin d'année quatre en cas d'activation de l'option d'extension.
- La Tranche B est une ligne de crédit renouvelable d'un montant maximum de 150,0 M€ pendant toute la durée du crédit.

Le financement en placement privé « *Schuldscheindarlehen* », est quant à lui remboursable in fine en juillet 2016.

Les financements ci-dessus deviendraient exigibles en cas de non respect des ratios financiers décrits au paragraphe 2.1. ci-dessus.

Les encours de location-financement, principalement formés des deux crédits-baux décrits au paragraphe 2.1. ci-dessus, sont amortissables sur une durée de 12 ans.

Ces financements et leurs profils de remboursements sont aujourd'hui suffisants pour assurer la liquidité du Groupe ETAM.

Le tableau des échéances contractuelles des passifs financiers est présenté dans la note 16.5. de l'annexe aux comptes consolidés ci-après.

Une forte baisse d'activité dégradant la génération du flux de trésorerie et le besoin en fonds de roulement pourrait avoir un impact négatif sur la liquidité du Groupe.

## 2.3. RISQUES DE CHANGE

L'exposition du Groupe au risque de change résulte principalement des achats en dollars américains réalisés dans le cadre de l'approvisionnement en marchandises des différentes enseignes. La gestion du risque de change du Groupe est centralisée à la Direction Générale Finances pour l'ensemble des enseignes.

L'encours des contrats de couverture du risque de change libellés en dollars américains s'élève au 31 décembre 2012 à 158 MUSD afin de couvrir les budgets d'achats et les commandes en cours en dollars américains.

Le Groupe est par conséquent exposé aux futures fluctuations de la parité euro/dollar américain dont une évolution défavorable à l'euro aurait un impact négatif sur son taux de marge brute.

## **2.4. RISQUES DE TAUX D'INTÉRÊT**

Afin de couvrir son exposition au risque de taux, le Groupe a recours à des instruments financiers permettant de figer et/ou de plafonner le taux d'intérêt payé sur une partie significative de sa dette financière. La gestion du risque de taux est centralisée à la Direction Générale Finances pour l'ensemble du Groupe. Elle s'appuie sur la mise en place de produits simples, swaps et/ou options, éligibles à la comptabilité de couverture.

Au 31 décembre 2012, le Groupe a mis en place avec ses principaux partenaires bancaires les couvertures suivantes :

- Swaps payeurs de taux fixe contre Euribor 3 mois pour un notionnel total de 120,0 M€ jusqu'au 1er juillet 2016.
- Swap payeur de taux fixe contre Euribor 3 mois en départ 1er décembre 2011 à 7 et 10 ans pour un notionnel total de 20,0 M€.

Sur la base de l'endettement financier constaté au 31 décembre 2012, une augmentation des taux d'intérêt de 1% aurait pour conséquence une augmentation de 785 milliers d'euros de la charge d'intérêt annuelle sur la dette brute et de 562 milliers d'euros sur la charge d'intérêt annuelle de la dette nette.

## **3. RISQUES JURIDIQUES**

### **3.1. RISQUES LIÉS AUX RÉGLEMENTATIONS**

Le Groupe n'exerce pas d'activités réglementées soumises à des dispositions spécifiques. Il est exposé aux risques ordinaires liés à l'activité de commerce de détail de de lingerie et de prêt-à-porter féminin.

Toutefois, dans les pays émergents, le Groupe reste potentiellement confronté à des incertitudes quant à l'application de la réglementation par les autorités locales.

En outre, une partie significative des achats de marchandises du Groupe est soumise à des réglementations douanières locales dont les changements peuvent éventuellement impacter le taux de marge brute du Groupe.

Même si le Groupe veille au respect des dispositions légales et réglementaires, il ne peut donc pas garantir qu'il n'existe pas de risques potentiels liés à l'application de toutes les dispositions légales applicables localement à travers le monde.

### **3.2. RISQUES LIÉS AUX LITIGES**

Tous les litiges identifiés à ce jour, notamment les litiges commerciaux courants, ont fait, conformément aux normes IFRS, l'objet de provisions si nécessaire (cf. note 15. provisions pour risques et charges / note 15.1. analyse par catégorie, de l'annexe aux comptes consolidés ci-après).

En dehors de ces litiges, il n'existe pas, à la connaissance du Groupe, d'autres litiges, arbitrages ou faits exceptionnels ayant eu dans un passé récent ou susceptibles d'avoir une incidence significative sur la situation financière, l'activité et le patrimoine du Groupe.

### **3.3. MARQUES ET PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE**

La protection des marques, des noms de domaines et de certains modèles fait l'objet d'une attention particulière : Le Groupe, assisté de conseils en propriété intellectuelle, assure la surveillance mondiale des marques et des noms de domaine, procède aux dépôts et aux renouvellements des dépôts de marques, et intervient auprès de tout tiers qui pourrait leur porter atteinte.

Le Groupe pourrait donc avoir à défendre ses droits de propriété intellectuelle et pourrait enquérir des coûts liés à la défense de ses droits.

### **3.4. AUTRES RISQUES**

Le Groupe ETAM ne se trouve pas dans une position de dépendance technique ou commerciale significative à l'égard d'autres sociétés, clients ou fournisseurs, et dispose des actifs nécessaires à ses activités.

## **4. ASSURANCES**

En Europe, le Groupe a souscrit les assurances nécessaires pour couvrir les risques propres à ses activités : des polices « Multirisques Dommages et Pertes d'Exploitation » pour ses sièges sociaux, ses entrepôts, ses magasins, une police « Responsabilité Civile », une police « Dommages-Ouvrages », une police « Transport » amont (import) et aval (distribution à partir des entrepôts), une police « Immeubles » pour les biens immobiliers dont le Groupe est propriétaire, une police « Flotte automobile », une police « Auto-Missions » et diverses polices d'assurances couvrant les risques liés aux activités de tous les salariés, notamment lors de leurs déplacements professionnels à l'étranger. La volonté du Groupe est de faire bénéficier certaines filiales européennes de certaines polices afin de réaliser des économies d'échelle tout en améliorant le niveau de garanties dont bénéficient le Groupe et ses filiales.

Le Groupe a pour politique d'assurer en Europe ses risques pour des montants suffisants, son effort portant avant tout sur la prévention des risques et sur la mise en place de moyens de substitution. Les sites français majeurs sont visités annuellement par les assureurs du Groupe et font l'objet d'une visite thermographique.

En Chine, le Groupe dispose d'une police « Dommages » pour ses sites ainsi que d'une police couvrant sa responsabilité civile locale. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010, pour répondre aux contraintes et usages locaux, le Groupe dispose d'une police d'assurances chinoise couvrant la responsabilité civile des mandataires sociaux des filiales chinoises.

Le Groupe dispose d'une police « Responsabilité Civile Mandataires Sociaux » couvrant tous ses Dirigeants de droit ou de fait dans tous les pays où il n'exerce pas d'activité.

## **IV. AUTRES INFORMATIONS : SOCIÉTÉ MÈRE ET FILIALES**

### **1. SOCIÉTÉ MÈRE**

Etam Développement SCA est la société mère du Groupe ETAM. Ses recettes proviennent exclusivement des dividendes et/ou intérêts reçus de ses filiales et de la refacturation des prestations de service effectuées pour leur compte. A ce titre, les produits d'exploitation enregistrés par la société s'élèvent en 2012 à 8,6 M€ et les dividendes issus des participations à 22,4 M€. Le bénéfice net comptable pour l'exercice 2012 s'élève à 0,5 M€ contre 3,9 M€ pour l'exercice 2011.

### **2. PRISE DE PARTICIPATION SIGNIFICATIVE OU DE CONTRÔLE**

#### **2.1. DANS LES SOCIÉTÉS AYANT LEUR SIÈGE EN FRANCE**

En 2012 à travers la société NORTEX, le Groupe a pris le contrôle des sociétés SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE COMPANS et SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE MURCO consécutivement à la levée d'options d'achat de contrats de crédit-bail réalisée par chacune de ces deux sociétés.

#### **2.2. DANS LES SOCIÉTÉS AYANT LEUR SIÈGE A L'ÉTRANGER**

En 2012, le Groupe n'a procédé à aucune prise de participation significative ou de contrôle de sociétés dont le siège social serait basé à l'étranger.

### **3. RÉSULTAT ET AFFECTATION DU RÉSULTAT**

#### **3.1. BILAN ET COMPTE DE RÉSULTAT**

Principes et méthodes comptables : Les comptes annuels ont été établis conformément au plan comptable général 1999 et aux principes comptables généralement admis en France.

#### **3.2. RÉSULTAT DE L'ACTIVITÉ – PROPOSITION D'AFFECTATION DU RÉSULTAT**

L'exercice se solde par un bénéfice de 473.469,68 euros, et, sur proposition de la Gérance, l'Assemblée Générale devra statuer sur la proposition suivante d'affectation du résultat :

	<i>(en €)</i>
<b>1) Origine du résultat à affecter</b>	
Report à nouveau antérieur	164 220 042,38
Résultat de l'exercice 2012	473 469,68
<b>Total</b>	<b>164 693 512,06</b>
<b>2) Affectation</b>	
Réserve légale	0,00
En application de l'article 23 des statuts : prélèvement en faveur des associés commandités	1 646 935,12
Dividendes	0,00
Report à nouveau	163 046 576,94
<b>Total</b>	<b>164 693 512,06</b>

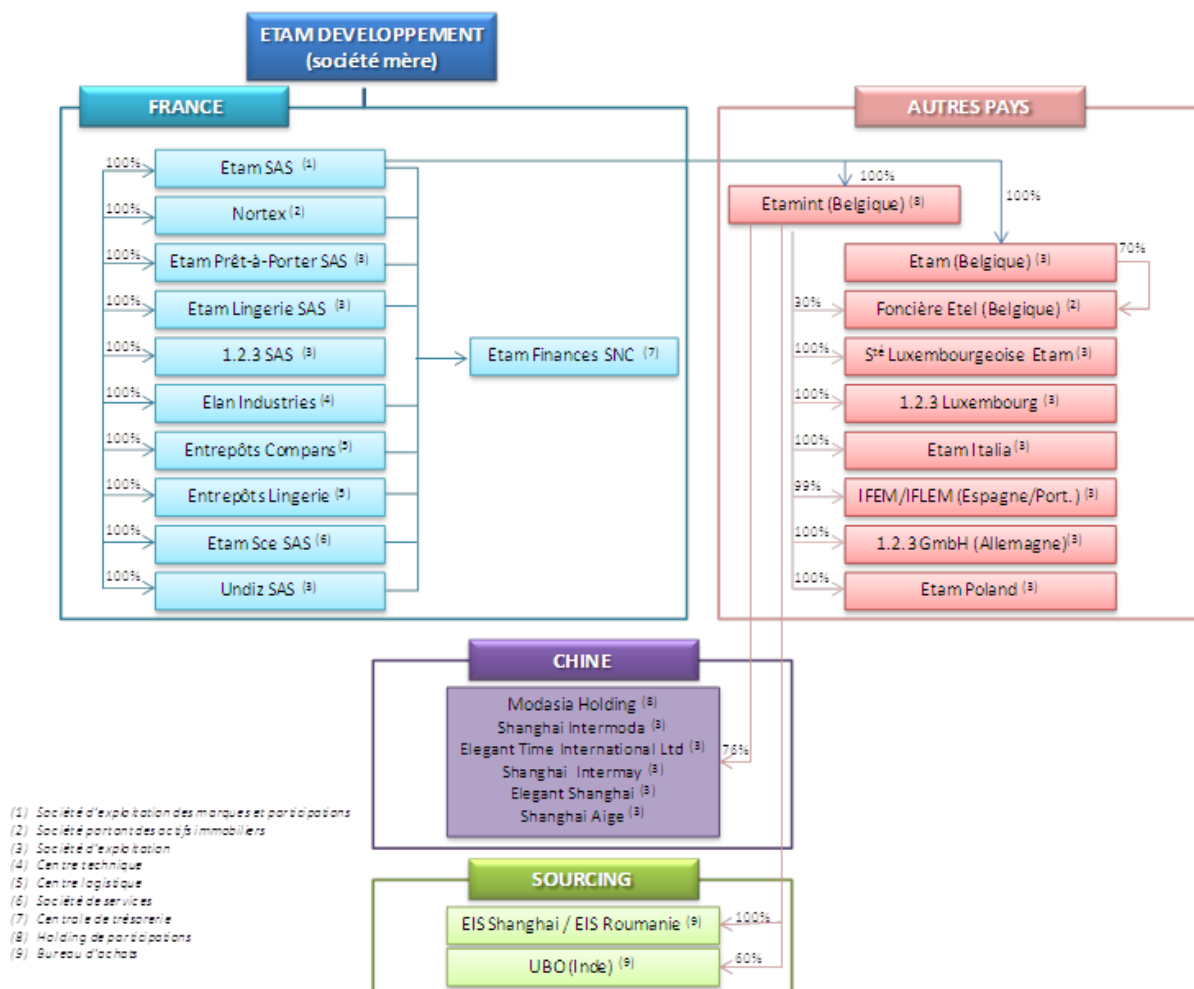
### 3.3. MONTANT DES CHARGES NON DÉDUCTIBLES

Le montant global des dépenses et charges visé à l'article 39-4 du Code général des Impôts s'élève à 42.013,61 euros à la clôture de l'exercice 2012.

Le montant de l'impôt sur les sociétés acquitté sur ces dépenses en 2012, majoré des contributions additionnelles, s'élève à 15.166,55 euros.

### 4. ORGANIGRAMME SIMPLIFIÉ DU GROUPE AU 31 DÉCEMBRE 2012

L'organigramme ci-dessous décrit le fonctionnement général du Groupe ETAM et de ses principales filiales opérationnelles.





## **5. DÉLAIS DE PAIEMENT FOURNISSEURS**

*(Articles L441-6-1 & D441-4 du Code de Commerce)*

Le solde des dettes de la société Etam Développement à l'égard de ses fournisseurs au 31 décembre 2012, s'élevait à 40.412 € et était constitué de :

Factures à échoir : pour 150 € soit 0,01%

Factures échues : pour 40.262 € soit 99,99%.

	31 décembre 2012			31 décembre 2011		
	Fournisseurs	Immobilisations	Total	Fournisseurs	Immobilisations	Total
<b>Dettes échues à la clôture</b>						
- moins de 30 jours	5 679		5 679	4 663		4 663
- de 31 à 60 jours	10 950		10 950	7 522		7 522
- plus de 60 jours	23 633		23 633	14 958		14 958
	40 262	-	40 262	27 144	-	27 144
<b>Dettes non échues à la clôture</b>						
- moins de 30 jours			-			-
- de 31 à 60 jours	150		150			-
- plus de 60 jours			-			-
	150	-	150	-	-	-
<b>Hors échéance</b>						
- Factures non parvenues	196 961		196 961	511 818		511 818
- Autres dettes			-			-
<b>TOTAL</b>	<b>237 373</b>	<b>-</b>	<b>237 373</b>	<b>538 962</b>	<b>-</b>	<b>538 962</b>

## **PARTIE 2 : INFORMATIONS SUSCEPTIBLES D'AVOIR UNE INCIDENCE EN CAS D'OFFRE PUBLIQUE**

### **1. RÉPARTITION DU CAPITAL ET DES DROITS DE VOTE**

Les tableaux ci-dessous ont été réalisés à partir des informations dont dispose la société concernant les actions détenues sous forme nominative au 31 décembre 2012 et celles concernant les participations directes ou indirectes excédant l'un des seuils définis à l'article L. 233-7 du Code de Commerce dont elle a connaissance.

	<b>Nb titres</b>	<b>% capital</b>	<b>Droits de vote</b>	<b>% droits de vote</b>
Groupe de contrôle <sup>(1)</sup>	5 378 817	67,38%	7 720 954	66,86%
INTECO <sup>(2)</sup>	583 037	7,30%	1 166 074	10,10%
LINTO <sup>(2)</sup>	564 275	7,07%	1 128 550	9,77%
<b>Sous-groupe INTECO + LINTO</b>	<b>1 147 312</b>	<b>14,37%</b>	<b>2 294 624</b>	<b>19,87%</b>
Autres	1 456 418	18,25%	1 531 563	13,26%
<i>dont au porteur</i>	<i>1 377 874</i>	<i>17,26%</i>	<i>1 377 874</i>	<i>11,93%</i>
<i>dont nominatif</i>	<i>78 544</i>	<i>0,98%</i>	<i>153 689</i>	<i>1,33%</i>
<b>TOTAL</b>	<b>7 982 547</b>	<b>100,00%</b>	<b>11 547 141</b>	<b>100,00%</b>

	<b>Nb titres</b>	<b>% capital</b>	<b>Droits de vote</b>	<b>% droits de vote</b>
Groupe de contrôle				
Total Famille Milchior	1 448 932	18,15%	2 634 864	22,82%
Finora <sup>3</sup>	2 773 680	34,75%	2 773 680	24,02%
<b>Total Famille Milchior</b>	<b>4 222 612</b>	<b>52,90%</b>	<b>5 408 544</b>	<b>46,84%</b>
<b>Famille Tarica</b>	<b>1 156 205</b>	<b>14,48%</b>	<b>2 312 410</b>	<b>20,03%</b>
<b>Total Concert</b>	<b>5 378 817</b>	<b>67,38%</b>	<b>7 720 954</b>	<b>66,86%</b>

<sup>(1)</sup> Groupe de contrôle (depuis l'introduction en bourse, les membres du groupe de contrôle ont indiqué contrôler ensemble le capital et les droits de vote attachés aux actions)

<sup>(2)</sup> Holding financier de droit américain

<sup>(3)</sup> Finora est détenue par la famille Milchior

#### **Répartition en pourcentage de capital :**

**Erreur ! Aucune rubrique spécifiée.**

A la connaissance de la société, il n'existe aucun autre actionnaire détenant directement ou indirectement, seul ou de concert, plus de 5% du capital ou des droits de vote de la société.

Franchissements de seuil déclarés au cours de l'exercice 2012 :

Néant.

### **2. ACTIONNARIAT SALARIÉ**

A la clôture de l'exercice 2012, il n'existait aucune participation des salariés telle que définie à l'article L. 225-102 du Code de Commerce, dans le capital social de la société.

### **3. ÉLÉMENTS SUSCEPTIBLES D'AVOIR UNE INCIDENCE EN PÉRIODE D'OFFRE PUBLIQUE**

A la connaissance de la société :

- La structure du capital ainsi que les participations directes ou indirectes connues de la société et toutes informations en la matière sont décrites au paragraphe 1. ci-dessus.
- Il n'existe pas de restriction statutaire à l'exercice des droits de vote et aux transferts d'actions.
- Il n'existe pas de mécanismes de contrôle prévus dans un éventuel système d'actionariat du personnel avec des droits de contrôle qui ne sont pas exercés par ce dernier.
- En matière de pouvoirs de la Gérance, les délégations en cours sont décrites dans le tableau des délégations en matière d'augmentation du capital en cours de validation figurant en Partie 3. et s'agissant du rachat d'actions en Partie 4. ci-après.
- Les règles de nomination et de révocation des membres de la Gérance sont les règles légales et statutaires décrites au paragraphe 4.4.1 ci-après.
- La modification des statuts de la société se fait conformément aux dispositions légales et réglementaires.
- Il n'existe pas de droits de contrôle spéciaux. Toutefois, il est précisé qu'il existe un droit de vote double (paragraphe 3.2 ci après).
- Il n'existe pas d'obligation de déclaration de franchissement de seuils statutaires autres que les seuils visés à l'article L. 233-7 du Code de Commerce.
- Il n'existe pas d'accords particuliers prévoyant des indemnités en cas de cessation des fonctions des Gérants.
- Le Groupe a par ailleurs négocié avec certains de ses dirigeants des indemnités à verser en cas de départ. L'engagement global s'élève à 2,03 M€ au 31 décembre 2012 contre 2,1 M€ au 31 décembre 2011.

En cas de changement de contrôle de la société, toutes les sommes dues au titre du crédit multilatéral dit « Club Deal 2012 » signé en décembre 2012, et du placement privé de type « Schuldscheindarlehen » de juillet 2011 deviendraient exigibles de plein droit.

### 3.1. PACTES D'ACTIONNAIRES – ENGAGEMENT COLLECTIF

Les membres du groupe familial MILCHIOR (familles Milchior et Tarica), actionnaires de la société Etam Développement, ont signé en date du 31 juillet 2006 un engagement collectif de conservation de titres conformément à l'article 787 B du Code Général des Impôts, aux termes duquel ils se sont engagés à conserver collectivement 2 364 792 actions Etam Développement. Ces actions représentent aujourd'hui 29,6 % des droits financiers et 41,0 % des droits de vote attachés aux actions émises par la société.

Cet engagement collectif a été conclu pour une durée de deux ans à compter du 31 juillet 2006. Il est renouvelable par tacite reconduction pour des périodes de deux ans et il est toujours en vigueur.

Il est rappelé que les membres du groupe familial MILCHIOR (familles Milchior et Tarica) agissent de concert.

### 3.2. DROITS DE VOTE DOUBLE

L'Assemblée Générale du 24 mars 1997 a modifié les statuts de la société et précisé qu'un droit de vote double est attribué à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles est justifiée une inscription nominative au nom d'un même actionnaire depuis 4 ans au moins, ainsi qu'aux actions nominatives nouvelles attribuées gratuitement à un actionnaire en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices et primes d'émission, à raison d'actions bénéficiant de ce droit. Ce droit de vote double cesse dès lors que les actions qui en bénéficient font l'objet d'une conversion au porteur ou d'un transfert, hormis tout transfert du nominatif au nominatif par voie de succession ou donation familiale.

## **4. FORME JURIDIQUE**

ETAM Développement SCA est une société en commandite par actions française régie notamment par le livre deuxième du Code de Commerce. Ce statut a été adopté par l'Assemblée Générale extraordinaire du 29 mai 1996, afin de préserver l'identité et la culture de l'entreprise et d'assurer ainsi sa pérennité à long terme, dans l'intérêt du Groupe et de l'ensemble des actionnaires.

### **4.1. FONCTIONNEMENT D'UNE SOCIÉTÉ EN COMMANDITE PAR ACTIONS**

Au sein d'une société en commandite par actions, il existe deux sortes d'associés :

- Les associés commanditaires, apporteurs de capitaux, qui ne sont responsables des dettes sociales qu'à concurrence du montant de leurs apports ;
- Les associés commandités, apporteurs en industrie, qui sont tenus indéfiniment et solidairement responsables des dettes sociales envers les tiers. Une même personne peut avoir la double qualité d'associé commandité et commanditaire.

Un Conseil de Surveillance est nommé par l'Assemblée Générale des actionnaires et chargé de contrôler la gestion de l'entreprise. Les commandités, même commanditaires, ne peuvent être élus, ni participer à la désignation des membres du Conseil de Surveillance.

### **4.2. ASSOCIÉS COMMANDITÉS DE LA SOCIÉTÉ (ARTICLE 1 DES STATUTS)**

Les associés commandités sont Monsieur Pierre Milchior, Madame Marie-Claire Tarica, Mademoiselle Vanessa Milchior, Monsieur Laurent Milchior et Gerset, société par actions simplifiée dont le siège social est à Clichy (92110), 57-59 rue Henri Barbusse.

### **4.3. DROITS ET OBLIGATIONS DES ASSOCIÉS COMMANDITÉS (ARTICLE 13 ET 21 DES STATUTS)**

Les décisions des assemblées, tant ordinaires qu'extraordinaires, ne sont valablement prises que si elles sont adoptées par la majorité des associés commandités (par exception, l'accord des commandités n'est pas requis pour les décisions concernant la nomination et la révocation des membres du Conseil de Surveillance et des commissaires aux comptes, la fixation de leur rémunération et l'approbation des conventions soumises à autorisation).

Les droits des associés commandités dans le résultat de la société sont rappelés au paragraphe « Répartition des bénéfices et modalités de paiement des dividendes (Article 23 des statuts) ». Les associés commandités sont tenus indéfiniment et solidairement responsables des dettes sociales envers les tiers.

Tout associé commandité non Gérant est en droit d'exercer un contrôle sur la gestion de la société et dispose à cet effet des mêmes pouvoirs d'investigation que les commissaires aux comptes. La désignation de tout nouvel associé commandité est faite par décision de l'Assemblée Générale extraordinaire prise avec l'accord de tous les associés commandités.

### **4.4. LA GÉRANCE (ARTICLES 14 ET 15 DES STATUTS)**

Aux termes des statuts, la société est administrée et gérée par un ou plusieurs Gérants personnes physiques ou morales ayant la qualité d'associé commandité. Les Gérants actuels sont Monsieur Pierre Milchior, Monsieur Laurent Milchior et Madame Marie-Claire Tarica.

#### 4.4.1. NOMINATION-RÉVOCATION DES GÉRANTS

La nomination et la révocation de tout Gérant est de la compétence de la société Gerset, pour autant qu'elle ait la qualité d'associé commandité à la date de la décision. A défaut pour Gerset de détenir cette qualité, la nomination et la révocation de tout Gérant seront de la compétence de l'Assemblée Générale ordinaire des associés commanditaires, agissant sur proposition et avec l'accord de tous les associés commandités.

#### 4.4.2. DURÉE DE LA GÉRANCE

Les fonctions de Gérant sont à durée indéterminée. Elles prennent fin par le décès, l'incapacité ou l'interdiction, le redressement, la liquidation judiciaire, la faillite personnelle, la révocation ou la démission et le dépassement de l'âge de 85 ans sauf prorogation décidée par la majorité des associés commandités et ce, pour une durée de cinq ans renouvelable une fois. En cas de vacance de la Gérance pour cause d'incapacité ou de décès simultané de deux Gérants, la Gérance sera assurée par les commandités statuant à la majorité simple et ce, jusqu'à la désignation de la nouvelle Gérance.

La perte de la qualité de Gérant entraîne automatiquement et de plein droit la perte de la qualité d'associé commandité. La société n'est pas dissoute en cas de cessation des fonctions d'un Gérant, pour quelque cause que ce soit. Le Gérant qui démissionne doit prévenir chacun des associés commandités six mois au moins à l'avance.

#### 4.4.3. RAPPORT AVEC LES TIERS

Chacun des Gérants a tous pouvoirs pour engager la société à l'égard des tiers. Il les exerce dans les limites de l'objet social et sous réserve de ceux expressément attribués par la loi et les statuts au Conseil de Surveillance et aux assemblées générales d'actionnaires. Les cautions, avals et garanties donnés par la société doivent faire l'objet d'une autorisation prise à la majorité des associés commandités. Ces derniers peuvent consentir une autorisation globale annuelle.

#### 4.4.4. RAPPORT AVEC LA SOCIÉTÉ ET LES ACTIONNAIRES

Dans les rapports avec la société et les actionnaires, les Gérants peuvent prendre entre eux toutes mesures qu'ils jugent souhaitables pour assurer l'unité de gestion et de représentation de la société. Les Gérants peuvent procéder, sous leur responsabilité, à toutes délégations de pouvoirs qu'ils jugent nécessaires au bon fonctionnement de la société et du Groupe.

#### 4.4.5. RÉMUNÉRATION DE LA GÉRANCE

La Gérance ne reçoit aucune rémunération statutaire. Toute autre rémunération de la Gérance, qu'elle soit fixe, proportionnelle ou indexée, est fixée et modifiée par l'Assemblée Générale ordinaire statuant avec l'accord de la majorité des associés commandités. Sa répartition entre les Gérants est décidée par ces derniers. Des options d'achat ou de souscription d'actions de la société peuvent être accordées aux Gérants par décision de la majorité des associés commandités sur autorisation de l'Assemblée Générale extraordinaire.

### PARTIE 3 : TABLEAU RÉCAPITULATIF DES DÉLÉGATIONS ET AUTORISATIONS EN MATIÈRE D'AUGMENTATION DE CAPITAL EN COURS DE VALIDITÉ

Nature de la délégation / autorisation	Date de l'AGE	Date d'expiration	Montant nominal d'augmentation de capital autorisé	Augmentation(s) réalisée(s) au cours de l'exercice ou des exercices antérieurs	Montant résiduel au jour de l'établissement du présent tableau
Délégation de compétence afin d'émettre des actions ordinaires et/ou valeurs mobilières donnant accès au capital et/ou donnant droit à l'attribution de titres de créance, avec maintien du DPS <sup>(1) (3)</sup>	20 mai 2011	19 juillet 2013	14 000 000 €	-	14 000 000 €
Délégation de compétence afin d'émettre des actions ordinaires et/ou valeurs mobilières donnant accès au capital et/ou donnant droit à l'attribution de titres de créance, avec suppression du DPS <sup>(1)</sup> par offre au public <sup>(4)</sup>	20 mai 2011	19 juillet 2013	10 000 000 €	-	10 000 000 €
Délégation de compétence afin d'émettre des actions ordinaires et/ou valeurs mobilières donnant accès au capital et/ou donnant droit à l'attribution de titres de créance, avec suppression du DPS au moyen d'un placement privé réservé à des investisseurs qualifiés ou à un cercle restreint d'investisseurs	20 mai 2011	19 juillet 2013	20 % du capital par an 2 400 000 € pour les titres de créances pouvant être émis	-	20 % du capital par an
Délégation de compétence afin d'augmenter le capital par incorporation de réserves, bénéfices, primes	20 mai 2011	19 juillet 2013	171 984 164 €	-	171 984 164 €
Délégation de compétence afin d'augmenter le capital en vue de rémunérer des apports en nature	20 mai 2011	19 juillet 2013	10 % du capital	-	10 % du capital
Autorisation d'émettre des stocks options <sup>(2)</sup>	20 mai 2011	19 juillet 2014	2 % du capital <sup>(2)</sup>	-	2 % du capital
Autorisation d'attribuer des actions gratuites <sup>(2)</sup>	20 mai 2011	19 juillet 2014	2 % du capital <sup>(2)</sup>	-	2 % du capital

(1) Droit Préférentiel de Souscription

(2) Plafond commun aux deux autorisations.

(3) Plafond commun aux délégations pour les valeurs mobilières

(4) Plafond commun aux délégations pour les valeurs mobilières

## **PARTIE 4 : INFORMATIONS RELATIVES AU FONCTIONNEMENT DU PROGRAMME DE RACHAT D' ACTIONS AU COURS DE L' EXERCICE**

---

La Gérance a été autorisée par l'Assemblée Générale du 30 mai 2012 (neuvième résolution à caractère ordinaire), pour une nouvelle période expirant lors de l'Assemblée Générale annuelle tenue en 2013 à procéder à l'achat, dans la limite légale, des actions de la société, sans jamais pouvoir détenir plus de 10% du capital de la société, étant précisé que le nombre d'actions acquises par la société en vue de leur conservation et de leur remise ultérieure en paiement ou en échange dans le cadre d'une opération de fusion, de scission ou d'apport ne peut excéder 5% du capital. Le prix maximum d'achat a été fixé à 25 euros par actions et le montant maximal des fonds destinés à la réalisation du programme à 19.956.350 euros.

Les objectifs de rachat d'actions sont les suivants :

- assurer l'animation du marché de l'action Etam Développement par un prestataire de service d'investissement intervenant en toute indépendance dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à une charte de déontologie reconnue par l'Autorité des Marchés Financiers,
- conserver en vue de remettre ultérieurement ses actions à titre de paiements ou d'échange dans le cadre d'opérations de croissance externe,
- attribuer des actions aux salariés et mandataires sociaux autorisés de la société ou de son Groupe, par attribution d'options d'achat d'actions dans le cadre des dispositions des articles L.225-177 et suivants du Code de commerce, ou par attribution d'actions gratuites dans le cadre des dispositions des articles L.225-197-1 et suivants du Code de commerce, ou au titre de leur participation aux fruits de l'expansion de l'entreprise ou dans le cadre d'un plan d'actionnariat ou d'un plan d'épargne d'entreprise,
- remettre ses actions lors de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant droit par conversion, exercice, remboursement ou échange à l'attribution d'actions de la société, dans le cadre de la réglementation boursière,
- annuler les actions conformément à l'autorisation conférée par l'Assemblée Générale des actionnaires du 20 mai 2011 dans sa quinzisième résolution à caractère ordinaire.

Les actions acquises au titre de cette autorisation pourront être conservées, cédées ou transférées par tous moyens y compris par voie de cession de blocs de titres et à tout moment y compris en période d'offre publique.

La Société n'a procédé à aucune opération d'achat ou de vente d'actions en propre durant l'exercice 2012. Elle n'a pas de contrat de liquidité.

A ce jour, la société ne détient aucune action en propre.





# COMPTES ANNUELS

<b>I - Bilan</b>	<b>58</b>
<hr/>	
<b>II - Compte de résultat</b>	<b>59</b>
<hr/>	
<b>III - Tableau des résultats et autres éléments caractéristiques de la société au cours des cinq derniers exercices</b>	<b>60</b>
<hr/>	
<b>IV - Filiales et participations</b>	<b>61</b>
<hr/>	
<b>V - Notes annexes aux comptes annuels</b>	<b>62</b>
<hr/>	

## I-BILAN

euros	31.12.2012			31.12.2011	31.12.2010
	brut	amort-prov	net		
<b>Immobilisations Corporelles :</b>					
. Autres immobilisations corporelles	15 077	3 077	12 000	12 000	12 000
<b>Immobilisations Financières :</b>					
. Autres Participations	369 463 661	177 403 582	192 060 079	119 632 228	158 828 606
. Autres Titres Immobilisés			-	-	-
. Autres immobilisations financières	17 503		17 503	16 984	16 928
<b>I- TOTAL</b>	<b>369 496 240</b>	<b>177 406 659</b>	<b>192 089 581</b>	<b>119 661 212</b>	<b>158 857 534</b>
Avances & Acptes versés sur commandes	-		-	23 144	-
<b>Créances d'exploitation :</b>					
. Créances Clients & Comptes rattachés	5 157 132		5 157 132	1 450 235	1 520 092
. Autres créances	29 797 748	-	29 797 748	90 690 987	48 474 586
<b>Divers :</b>					
. Valeurs Mobilières de Placement (dont actions propres 0)	785		785	785	785
. Disponibilités	8 249		8 249	6 173	14 079
<b>Charges Constatées d'Avance</b>	<b>1 008</b>		<b>1 008</b>	<b>1 008</b>	<b>-</b>
<b>II- TOTAL</b>	<b>34 964 921</b>	<b>-</b>	<b>34 964 921</b>	<b>92 172 332</b>	<b>50 009 541</b>
III- Charges à répartir sur plusieurs exercices					
IV- Primes de remboursement des obligations					
V- Ecart de conversion actif			-	-	-
<b>(I à V)- TOTAL GENERAL</b>	<b>404 461 161</b>	<b>177 406 659</b>	<b>227 054 503</b>	<b>211 833 544</b>	<b>208 867 075</b>

## PASSIF

euros	31.12.2012	31.12.2011	31.12.2010
Capital	12 169 314	12 169 314	12 169 314
Primes d'Emission, fusion, apports	5 616 498	5 616 498	5 616 498
Réserve légale	1 818 406	1 818 406	1 818 406
Réserves réglementées			
Autres réserves	5 202 660	5 202 660	5 202 660
Report à nouveau	164 220 042	161 998 809	161 165 008
<b>Résultat de l'exercice</b>	<b>473 470</b>	<b>3 880 021</b>	<b>2 470 152</b>
Provision réglementée			
<b>I- TOTAL</b>	<b>189 500 390</b>	<b>190 685 709</b>	<b>188 442 038</b>
<b>II - AUTRES FONDS PROPRES</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Provisions pour risques et charges</b>	<b>12 745</b>	<b>4 800 160</b>	<b>13 704</b>
<b>III- TOTAL</b>	<b>12 745</b>	<b>4 800 160</b>	<b>13 704</b>
<b>Dettes Financières :</b>			
. Emprunts & Dettes auprès Ets Crédit	1 041	67 912	5 619
. Emprunts & Dettes financières divers	33 827 425	13 980 399	16 886 523
<b>Dettes d'exploitation :</b>			
. Dettes Fournisseurs & Comptes rattachés	237 373	538 962	1 989 276
. Dettes Fiscales et Sociales	3 281 313	1 454 954	1 439 968
. Autres dettes	194 216	305 449	89 948
<b>IV- TOTAL</b>	<b>37 541 368</b>	<b>16 347 676</b>	<b>20 411 334</b>
V- Ecart de Conversion Passif			
<b>(I à V)- TOTAL GENERAL</b>	<b>227 054 503</b>	<b>211 833 545</b>	<b>208 867 076</b>

## II- COMPTE DE RÉSULTAT

<i>euros</i>	31.12.2012	31.12.2011	31.12.2010
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>			
Production vendue : biens & services	-	54 024	127 229
<b>Chiffre d'Affaires Net</b>	-	<b>54 024</b>	<b>127 229</b>
Reprises sur provisions & transferts de charges	71 097	60 822	82 308
Autres Produits	8 547 629	5 111 079	4 361 119
<b>I- TOTAL</b>	<b>8 618 726</b>	<b>5 225 925</b>	<b>4 570 656</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION :</b>			
Achats de marchandises	4 846	8 935	17 502
Autres achats externes	711 083	(357 157)	1 453 621
Impôts, taxes & assimilés	228 487	134 982	68 235
<b>Charges de Personnel :</b>			
. Salaires et traitements	2 460 669	2 073 516	2 128 422
. Charges sociales	4 484 024	634 110	736 464
<b>Dotation aux Amortissements &amp; Provisions</b>			
. Dotation amortissements sur immobilisations			2 115
. Dotation provisions sur actif circulant			55
. Dotation Provisions pour risques & charges	129	583	6 514
Autres Charges	220 080	220 065	198 558
<b>II- TOTAL</b>	<b>8 109 318</b>	<b>2 715 034</b>	<b>4 611 486</b>
<b>(I-II)- RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>509 407</b>	<b>2 510 891</b>	<b>(40 830)</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>			
. De participations	22 363 513	40 067 389	22 408 305
. Autres intérêts & produits assimilés	2 526 274	1 615 414	1 463 339
. Reprises sur provisions & transferts de charges	10 421 507	4 737 540	3 771 330
. Différence (+) de change	1	689	462
. Produits nets sur cessions de val. mob. plact.			
<b>V- TOTAL</b>	<b>35 311 296</b>	<b>46 421 032</b>	<b>27 643 435</b>
<b>CHARGES FINANCIERES :</b>			
. Dotation aux amortissements & provisions	42 046 243	53 471 105	36 525 530
. Intérêts & charges assimilées	396 816	601 708	58 529
. Différence (-) de change	-	208	462
. Charges nettes sur cession de val. mob. plact.			
<b>VI- TOTAL</b>	<b>42 443 059</b>	<b>54 073 021</b>	<b>36 584 521</b>
<b>(V-VI)- RESULTAT FINANCIER</b>	<b>(7 131 763)</b>	<b>(7 651 990)</b>	<b>(8 941 086)</b>
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOT</b>	<b>(6 622 356)</b>	<b>(5 141 098)</b>	<b>(8 981 916)</b>
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS :</b>			
. Sur opérations de gestion			207
. Sur opérations en capital			20 174
. Reprises sur provisions & transferts de charges			331 207
<b>VII- TOTAL</b>	-	-	<b>351 588</b>
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES :</b>			
. Sur opérations de gestion	181 288	577 349	2 676 055
. Sur opérations en capital			19 740
. Dot exceptionnelles sur amort. & provisions			
<b>VIII- TOTAL</b>	<b>181 288</b>	<b>577 349</b>	<b>2 695 795</b>
<b>(VII-VIII)- RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>(181 288)</b>	<b>(577 349)</b>	<b>(2 344 207)</b>
IX- Participation des salariés			
X- Impôt sur les bénéfices	(7 277 114)	(9 598 469)	(13 796 275)
<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>43 930 021</b>	<b>51 646 957</b>	<b>32 565 679</b>
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>43 456 552</b>	<b>47 766 935</b>	<b>30 095 527</b>
<b>BENEFICE OU PERTE</b>	<b>473 470</b>	<b>3 880 021</b>	<b>2 470 152</b>

### **III-TABLEAU DES RÉSULTATS ET AUTRES ÉLÉMENTS CARACTÉRISTIQUES DE LA SOCIÉTÉ AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES**

en euros	<b>31.12.2008</b>	<b>31.12.2009</b>	<b>31.12.2010</b>	<b>31.12.2011</b>	<b>31.12.2012</b>
<b>CAPITAL EN FIN D'EXERCICE</b>					
. Capital social	18 184 054	16 416 415	12 169 314	12 169 314	12 169 314
. Nombre d'actions ordinaires	11 927 958	10 768 463	7 982 547	7 982 547	7 982 547
. Nombre d'actions à dividende prioritaire (sans droit de vote)					
. Nombre maxi. d'actions futures à créer					
- Par conversion d'obligations					
- Par exercice de droit de souscription					
<b>OPERATIONS ET RESULTAT</b>					
. Chiffre d'affaires (h.t.)	5 484 820	6 008 363	4 488 347	5 165 092	8 547 629
. Résultat avant impôts, participation, dotations aux amortissements & provisions	37 117 947	22 783 052	21 087 799	43 013 871	24 871 221
. Impôts sur les bénéfices	-13 413 109	-12 036 653	-13 796 275	-9 598 469	-7 227 114
. Participation des salariés					
. Résultat après impôts, participation, dotations aux amortissements & provisions	12 640 199	20 362 285	2 470 152	3 880 021	473 470
. Résultat distribué					
<b>RESULTAT PAR ACTION</b>					
. Résultat après impôts, participation, mais avant dotations aux amortissements & provisions	4,24	3,23	4,37	6,59	4,02
. Résultat après impôts, participation, dotations aux amortissements & provisions	1,06	1,89	0,31	0,49	0,06
. Dividende attribué					
<b>PERSONNEL</b>					
. Effectif moyen salariés	7	6	6	5	6
. Montant masse salariale	2 050 516	2 630 197	2 128 421	2 073 516	2 460 669
. Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (sécurité sociale, oeuvres sociales)	517 588	747 904	736 463	634 110	4 484 024

## IV - FILIALES ET PARTICIPATIONS

FILIALES ET PARTICIPATIONS	Capital *	Capitaux propres autres que capital avant affectation du résultat	Quote part du capital détenue (en %)	Valeur comptable des titres détenus (en EUROS)		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés (en euros)	Montant des cautions et avals donnés par la société (en euros)	Chiffre d'affaires H.T. du dernier exercice écoulé (en euros)*	Résultat du dernier exercice clos (en euros)*	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice (en euros)*	Observations
				Brute	Nette						
<b>A) RENSEIGNEMENTS DETAILLÉS SUR LES FILIALES ET PARTICIPATIONS (ci-dessous)</b>											
1. Filiales (plus de 50 % du capital détenu)											
Filiales françaises											
ETAM SA	2 524 388	128 618 264	99,99%	56 750 882	56 750 882			24 824 469	5 062 218	3 568 128	
NORTEX SA	389 473	13 235 298	99,97%	28 572 265	28 572 265	3 738		19 989 969	1 521 951	1 021 600	
ETAM SCE	8 017 430	4 189 579	100,00%	8 019 470	8 019 470	4 659		33 717 334	630 958		
COMPANS	609 797	3 152 395	100,00%	6 360 000	4 109 496	2 118		12 498 438	616 074		
GOUSSAINVILLE	482 110	1 275 321	100,00%	3 578 565	1 302 951	2 129		11 784 608	(185 555)		
ELAN INDUSTRIES	194 221	416 686	99,94%	1 383 001	463 534	805		4 798 206	225 988		
UNDIZ	430 810	1 242 154	100,00%	8 537 000	8 537 000	71 202		94 034 861	8 776 152	5 688 160	
COVI DEUX	37 000	962	100,00%	65 700	65 700	-			(2 751)		
1.2.3. SAS	1 500 000	4 653 586	100,00%	63 457 476	22 777 532	97 689		134 804 537	(1 865 174)		
ETAM LINGERIE	5 692 970	8 737 727	100,00%	12 528 004	12 528 004	129 096		298 073 313	3 233 133	12 085 625	
ETAM PAP	5 846 820	36 086 240	100,00%	180 211 298	48 933 245	91 733		213 531 045	(26 015 723)		
<b>Total</b>				<b>369 463 661</b>	<b>192 060 079</b>						
Filiales étrangères											
2. Participations (10 à 50 % du capital détenu)											
Filiales françaises											
<b>B) RENSEIGNEMENTS GLOBAUX CONCERNANT LES AUTRES FILIALES ET PARTICIPATIONS</b>											
1. Filiales non reprises en A :											
a) françaises											
b) étrangères :											
2. Participations non reprises en A :											
a) françaises											
b) étrangères											

\* Ces informations non disponibles ne sont pas renseignées

## **V - NOTES ANNEXES AUX COMPTES ANNUELS**

Les informations ci-après constituent l'Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31 décembre 2012, dont le total est de 227.055 milliers d'euros, et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un bénéfice de 473 milliers d'euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1er janvier au 31 décembre 2012.

Sauf mention contraire, les informations chiffrées sont données en euros.

Les notes et les tableaux, n°1 à 6 ci-après, font partie intégrante des comptes annuels et sont exprimés en euros.

### **1. FAITS CARACTÉRISTIQUES**

Le 19 novembre 2012, la société Etam Développement a souscrit aux augmentations de capital de :

- 1.2.3. S.A.S. pour un montant de 31.560.970 €
- Etam Prêt à porter S.A.S. pour un montant de 82.000.000 €
- Covi 2 S.A.S. pour un montant de 28.700 €

### **2. PRINCIPES, RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES**

Les comptes annuels sont établis conformément aux dispositions légales et réglementaires françaises en vigueur (Plan Comptable Général 1999 actualisé par les règlements du Comité de la Réglementation comptable).

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, sur la base de :

- la continuité de l'exploitation,
- la permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- l'indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Seules sont exprimées les informations significatives.

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Les principales règles d'évaluation sont les suivantes :

#### **2.1. IMMOBILISATIONS : OPTIONS COMPTABLES**

Coûts d'acquisitions des immobilisations corporelles (honoraires, commissions etc.. liés à l'acquisition) : la société Etam Développement a opté pour le maintien de leur comptabilisation en charges.

Les coûts d'emprunts sont comptabilisés immédiatement en charges lorsqu'ils sont encourus.

### 2.1.1. Immobilisations corporelles

Les amortissements économiquement justifiés sont déterminés en fonction de la durée de vie prévue, en mode linéaire.

Les durées d'amortissement généralement pratiquées sont les suivantes :

Véhicules	3 à 4 ans
Mobilier de bureau	0 à 10 ans

### 2.1.2. Immobilisations financières

Titres de participation : les titres de participation sont évalués à leur valeur historique hors frais accessoires.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constituée. La valeur d'inventaire est déterminée en fonction de plusieurs éléments d'appréciation tels que l'actif net à la clôture de l'exercice des sociétés concernées, leur niveau de rentabilité et leurs perspectives d'évolution économique.

Autres titres immobilisés : ce poste qui comprend les actions propres Etam Développement, acquises conformément aux autorisations octroyées par l'Assemblée Générale, hormis les actions affectées aux plans d'options d'achat d'actions attribués à certains salariés, est évalué au prix d'acquisition des actions.

Une dépréciation est comptabilisée si le cours de bourse moyen du mois précédant la clôture des comptes est inférieur à la valeur comptable.

## 2.2. CRÉANCES

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Une dépréciation est constatée lorsqu'il existe un risque de non-recouvrement.

## 2.3. OPÉRATIONS EN DEVICES

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération. En fin d'exercice, la différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en écart de conversion. La perte de change latente est provisionnée.

Les comptes bancaires en devises sont convertis au cours du 31 décembre 2012.

## 2.4. VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT

Les valeurs mobilières sont comptabilisées à leur prix d'acquisition. Elles sont constituées, entre autres, d'actions propres destinées aux plans d'achat d'actions attribués à certains salariés, et d'actions propres destinées à un compte de liquidité. Elles sont provisionnées si nécessaire, à hauteur du prix de levée de l'option ou du cours moyen de bourse du dernier mois précédant la clôture des comptes si celle-ci est inférieure.

Les autres valeurs mobilières de placement font également l'objet d'une dépréciation si à la clôture de l'exercice, la valeur d'inventaire (cours du 31 décembre) est inférieure à la valeur comptable.

## 2.5. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Toute obligation de la société à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante et donnant lieu à une sortie probable de ressources sans contrepartie équivalente, fait l'objet d'une comptabilisation au titre d'une provision, conformément au règlement n°2000-06 du Comité de Réglementation Comptable relatif aux passifs.

## 2.6. INTÉGRATION FISCALE

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1999, Etam Développement a opté pour le régime d'intégration fiscale des filiales françaises contrôlées à plus de 95 %, prévu à l'article 223A du Code Général des Impôts.

Les économies d'impôt liées aux déficits réalisés par les sociétés du Groupe sont conservées chez la société mère et sont considérées comme un gain immédiat de l'exercice. Au titre de l'exercice où les filiales redeviendront bénéficiaires, la société mère supportera alors une charge d'impôt.

Pour la société Etam Développement, qui est la tête du groupe d'intégration fiscale, l'effet d'impôt au titre de l'exercice, inscrit au compte de résultat est composé :

- du produit global, égal à la somme des impôts versés par les filiales bénéficiaires,
- de la charge nette d'impôt, ou du produit de la créance de report en arrière, résultant de la déclaration d'intégration fiscale,
- de la charge d'impôt correspondant aux éventuels reversements d'économie d'impôt faits aux filiales déficitaires, ou au produit d'impôt correspondant à leurs remboursements par les filiales,
- des régularisations éventuelles sur la charge d'impôt d'exercices antérieurs.

## 2.7. RÉSULTAT EXCEPTIONNEL

Tous les éléments exceptionnels par leur fréquence et leur montant se rattachant aux activités ordinaires de la société sont comptabilisés en résultat exceptionnel.

## 2.8. INDEMNITÉS DE DÉPART EN RETRAITE

Elles sont constatées en engagements hors-bilan.

Ce régime définit le montant qui sera perçu par les salariés de la Société lors de leur départ à la retraite. Le montant de cette indemnité est fonction notamment de l'ancienneté et du salaire du bénéficiaire, et sous condition de présence dans les effectifs au moment où il quitte l'entreprise.

La Société estime le montant de ses engagements sur la base de calculs actuariels conformes à IAS 19.

## 2.9. RÉGIME DE RETRAITE SUPPLÉMENTAIRE

Il est constaté en engagements hors-bilan.

Certains cadres de la Société Etam Développement bénéficient d'un régime de retraite supplémentaire fermé aux nouveaux entrants depuis 2003, prévoyant le paiement d'une rente viagère dont le niveau est déterminé en fonction de l'ancienneté dans la Société et sous condition de présence dans les effectifs au moment de la liquidation de la retraite. Le régime est financé auprès d'un assureur.

La Société estime le montant de ses engagements sur la base de calculs actuariels conformes à IAS 19.



## 2.10. MÉDAILLES DU TRAVAIL

Elles sont provisionnées dans les comptes sociaux.

## 3. NOTES SUR LE BILAN

### 3.1. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Constructions	Agencements	Autres immo. corporelles	TOTAL
<b>Valeur brute</b>				
<b>Au 31 décembre 2010</b>		-	15 077	15 077
Augmentation				-
Transfert				-
Diminution			-	-
<b>Au 31 décembre 2011</b>	-	-	15 077	15 077
Augmentation				-
Transfert				-
Diminution				-
<b>Au 31 décembre 2012</b>	-	-	<b>15 077</b>	<b>15 077</b>

	Constructions	Agencements	Autres immo. corporelles	TOTAL
<b>Dépréciation</b>				
<b>Au 31 décembre 2010</b>	-	-	3 076	3 076
Dotation				-
Autre				-
Reprise				-
<b>Au 31 décembre 2011</b>	-	-	3 076	3 076
Dotation				-
Autre				-
Reprise				-
<b>Au 31 décembre 2012</b>	-	-	<b>3 076</b>	<b>3 076</b>

	Constructions	Agencements	Autres immo. corporelles	TOTAL
<b>Valeurs nettes</b>				
<b>Au 31 décembre 2010</b>	-	-	12 001	12 001
<b>Au 31 décembre 2011</b>	-	-	12 001	12 001
<b>Au 31 décembre 2012</b>	-	-	<b>12 001</b>	<b>12 001</b>

### 3.2. IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

	Titres de participation	Créances rattachées aux part.	Autres immo. financières	Autres titres immo.	TOTAL
<b>Valeur brute</b>					
<b>Au 31 décembre 2010</b>	255 873 991	-	16 928		255 890 919
Augmentation			56		56
Transfert					-
Diminution					-
<b>Au 31 décembre 2011</b>	255 873 991	-	16 984	-	255 890 975
Augmentation	113 589 670		518		113 590 188
Transfert					-
Diminution					-
<b>Au 31 décembre 2012</b>	<b>369 463 661</b>	-	<b>17 502</b>	-	<b>369 481 163</b>

	Titres de participation	Créances rattachées aux part.	Autres immo. financières	Autres titres immo.	TOTAL
<b>Dépréciation</b>					
<b>Au 31 décembre 2010</b>	97 045 384	-	-		97 045 384
Dotation	43 933 919				43 933 919
Autre					-
Reprise	(4 737 540)				(4 737 540)
<b>Au 31 décembre 2011</b>	136 241 763	-	-	-	136 241 763
Dotation	42 046 232				42 046 232
Autre					-
Reprise	(884 413)				(884 413)
<b>Au 31 décembre 2012</b>	<b>177 403 582</b>	-	-		<b>177 403 582</b>

	Titres de participation	Créances rattachées aux part.	Autres immo. financières	Autres titres immo.	TOTAL
<b>Valeurs nettes</b>					
<b>Au 31 décembre 2010</b>	158 828 607	-	16 928	-	158 845 535
<b>Au 31 décembre 2011</b>	119 632 228	-	16 984	-	119 649 212
<b>Au 31 décembre 2012</b>	<b>192 060 079</b>	-	<b>17 502</b>	-	<b>192 077 581</b>

Les autres immobilisations financières sont constituées de dépôts de garantie à plus d'un an au 31 décembre 2012.

La dépréciation des titres de participation concerne les sociétés :

- Entrepôts Compans pour 2.250.504 €
- Entrepôts Goussainville pour 2.275.614 €
- Elan Industries pour 919.467 €
- Etam PAP pour 131.278.053 €
- 1.2.3. pour 40.679.944 €.

### 3.3. CRÉANCES

	2012			2011
	Brut	Provision	Net	
Clients		-	-	
Provisions Factures à établir	5 157 132	-	5 157 132	1 450 235
<b>TOTAL CRÉANCES</b>	<b>5 157 132</b>	<b>-</b>	<b>5 157 132</b>	<b>1 450 235</b>

L'intégralité des créances clients est à moins d'un an.

### 3.4. AUTRES CRÉANCES

	Créances fiscales	Comptes courants et intérêts liés	Autres	TOTAL
<b>Valeur brute</b>				
<b>Au 31 décembre 2010</b>	4 375 927	44 076 109	22 606	48 474 641
<b>Au 31 décembre 2011</b>	1 723 696	93 697 119	19 711	95 440 526
<b>Au 31 décembre 2012</b>	<b>1 408 247</b>	<b>28 376 066</b>	<b>13 435</b>	<b>29 797 748</b>

Variation des dépréciations des créances :

	Créances fiscales	Comptes courants et intérêts liés	Autres	TOTAL
<b>Dépréciation</b>				
<b>Au 31 décembre 2010</b>	-	-	56	56
Dotations de l'exercice	-	4 749 539		4 749 539
Reprises de l'exercice	-		(56)	(56)
<b>Au 31 décembre 2011</b>	-	4 749 539	-	4 749 539
Dotations de l'exercice				-
Reprises de l'exercice		(4 749 539)		(4 749 539)
<b>Au 31 décembre 2012</b>	-	-	-	-

	Créances fiscales	Comptes courants et intérêts liés	Autres	TOTAL
<b>Valeur nettes</b>				
<b>Au 31 décembre 2010</b>	4 375 927	44 076 109	22 550	48 474 585
<b>Au 31 décembre 2011</b>	1 723 696	88 947 580	19 711	90 690 987
<b>Au 31 décembre 2012</b>	<b>1 408 247</b>	<b>28 376 066</b>	<b>13 435</b>	<b>29 797 748</b>

L'ensemble des autres créances est à moins d'un an.

### 3.5. VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT

Valeur brute	Actions propres destinées aux plans d'achat d'action	Actions propres destinées au contrat de liquidités	Autres VMP	TOTAL
<b>Au 31 décembre 2010</b>	-	-	785	<b>785</b>
Augmentation				-
Diminution	-			-
<b>Au 31 décembre 2011</b>	-	-	785	<b>785</b>
Augmentation				-
Diminution				-
<b>Au 31 décembre 2012</b>	-	-	<b>785</b>	<b>785</b>

Dépréciations	Actions propres destinées aux plans d'achat d'action	Actions propres destinées au contrat de liquidités	Autres VMP	TOTAL
<b>Au 31 décembre 2010</b>	-	-		-
Augmentation				-
Diminution				-
<b>Au 31 décembre 2011</b>	-	-		-
Augmentation				-
Diminution				-
<b>Au 31 décembre 2012</b>	-	-		-

Valeurs nettes	Actions propres destinées aux plans d'achat d'action	Actions propres destinées au contrat de liquidités	Autres VMP	TOTAL
<b>Au 31 décembre 2010</b>	-	-	785	<b>785</b>
<b>Au 31 décembre 2011</b>	-	-	785	<b>785</b>
<b>Au 31 décembre 2012</b>	-	-	785	<b>785</b>

### 3.6. CAPITAUX PROPRES

Le capital social est de 12 169 314 euros. Il est divisé en 7 982 547 actions. Le résultat par action de l'exercice 2012 est de 0,06 €.

	31/12/2010	Affectation des résultats	31/12/2011	Affectation des résultats	31/12/2012
Capital	12 169 314		12 169 314		12 169 314
Prime d'émission	1 306 408		1 306 408		1 306 408
Prime d'apport-fusion	4 310 090		4 310 090		4 310 089
Rés. légale	1 818 407		1 818 407		1 818 407
Rés. spéciale PVLT	-		-		-
Rés. facultative	5 202 660		5 202 660		5 202 660
Report à nouveau	161 165 008	833 801	161 998 809	2 221 233	164 220 042
Dividendes		1 636 352		1 658 788	
Résultat de l'exe.	2 470 153	(2 470 153)	3 880 021	(3 880 021)	473 470
	<b>188 442 040</b>	-	<b>190 685 709</b>	-	<b>189 500 390</b>

### 3.7. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

<i>Au 31 décembre</i>	2011	Dotations 2012	Reprises 2012		2012
			Utilisées	non utilisées	
Provisions pour autres risques courants	6 634	80			6 714
Provisions pour médailles du travail	250	60			310
Provision pour impôts	5 721				5 721
Provision pour perte de change	-				-
Provision pour risque financier	4 787 555			4 787 555	-
	<b>4 800 160</b>	<b>140</b>	<b>-</b>	<b>4 787 555</b>	<b>12 745</b>

### 3.8. EMPRUNTS ET DETTES AUPRÈS DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT

<i>Au 31 décembre</i>	2012	2011
Soldes créditeurs de banques	-	67 151
Int. courus s/concours bancaires	1 041	762
	<b>1 041</b>	<b>67 913</b>

L'ensemble des emprunts et dettes auprès des établissements de crédit est à moins d'un an.

### 3.9. EMPRUNTS ET DETTES FINANCIÈRES DIVERSES

<i>Au 31 décembre</i>	2012	2011
Comptes courants groupe créditeurs	33 430 631	13 378 702
Int. courus s/ comptes courants créditeurs	396 794	601 696
	<b>33 827 425</b>	<b>13 980 399</b>

L'ensemble des emprunts et dettes financières est à moins d'un an.

### 3.10. DETTES FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHÉS

<i>Au 31 décembre</i>	2012	2011
Fournisseurs et comptes rattachés	237 373	538 962
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	-	-
	<b>237 373</b>	<b>538 962</b>

L'intégralité de la dette fournisseurs est à moins d'un an.

### 3.11. DETTES FISCALES ET SOCIALES

<b>Au 31 décembre</b>	<b>2012</b>	<b>2011</b>
I.S.	-	-
Autres dettes fiscales et sociales	3 281 313	1 454 954
	<b>3 281 313</b>	<b>1 454 954</b>

L'ensemble des dettes fiscales et sociales est à moins d'un an.

## 4. NOTES SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT

### 4.1. REPRISES SUR PROVISIONS ET TRANSFERT DE CHARGES

Ce poste comprend :

- un transfert de charges d'assurances payées par la société Etam Développement pour le compte de ses filiales.

### 4.2. AUTRES PRODUITS

Les autres produits correspondent à la refacturation des charges de fonctionnement et des frais supportés pendant l'exercice, dans le cadre de la gestion de ses filiales.

### 4.3. AUTRES CHARGES

Les autres charges correspondent essentiellement aux jetons de présence alloués aux organes de surveillance pour l'exercice.

#### 4.3.1 Effectif moyen

<b>Au 31 décembre</b>	<b>2012</b>	<b>2011</b>
Cadres	6	5
Agents de maîtrise		
Employés		
Ouvriers		
	<b>6</b>	<b>5</b>

#### 4.3.2 Rémunération des dirigeants

	<b>2012</b>	<b>2011</b>
- Des organes de direction	1 798 838	1 903 268
- Des organes de surveillance <sup>(1)</sup>	185 000	151 524
	<b>1 983 838</b>	<b>2 054 792</b>

<sup>(1)</sup> il s'agit des sommes payées aux membres du Conseil de Surveillance

Les montants comptabilisés en charges s'élèvent à 220.000 € en 2012 et 220.000 € en 2011.

#### 4.4. ENGAGEMENTS HORS BILAN

<b>Au 31 décembre</b>	<b>2012</b>	<b>2011</b>
Engagements en matière de pension	183 481	175 983
Régime de retraite supplémentaire	909 469	1 116 435
Autres engagements :		
Loyers restant dûs au titre des locations simples	116 138	33 671
<b>TOTAL engagements donnés</b>	<b>1 209 088</b>	<b>1 326 089</b>
<b>TOTAL engagements reçus</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

Les principales hypothèses actuarielles retenues au 31 décembre 2012 sont :

- Taux d'actualisation : 3 %
- Evolution des salaires : inflation + 1%
- Tables de mortalité : INSEE 2000-02 H/F et TGH-TGF 2005

#### **Régime de retraite supplémentaire**

	<b>2012</b>	<b>2011</b>
Dettes actuarielles à la clôture	(2 499 320)	(2 161 711)
Juste valeur des actifs à la clôture	3 200 000	1 015 711
Coût des services passés non reconnus	208 789	29 565
<b>Engagement net à la clôture</b>	<b>909 469</b>	<b>(1 116 435)</b>

#### **Evolution de la dette actuarielle et de la juste valeur des actifs**

	<b>Ret. Suppl.</b>	<b>I.D.R.</b>
<b>Engagement au 01/01/2012</b>	<b>(2 161 712)</b>	<b>(175 983)</b>
Coût des services rendus	(101 060)	(11 879)
Charge d'intérêt	(91 752)	(3 934)
Gains et (Pertes) actuariels	39 682	8 315
Modification du régime	(184 479)	
Autres		
<b>Engagement au 31/12/2012</b>	<b>(2 499 321)</b>	<b>(183 481)</b>
<b>Juste valeur des actifs au 01/01/2012</b>	<b>1 015 711</b>	
Cotisations versées par l'employeur	3 200 000	
Rendement attendu des actifs	15 104	
Transfert intra-groupe	(1 030 815)	
Gains et (Pertes) actuariels		
<b>Juste valeur des actifs au 31/12/2012</b>	<b>3 200 000</b>	

La loi de financement de la sécurité sociale pour 2010 a permis le changement d'option de taxe sur les régimes à prestations définies. ETAM DEVELOPPEMENT ayant opté pour la contribution sur les rentes en 2004, a donc eu la possibilité d'opter en faveur de la contribution sur le financement en 2011, soit un paiement de la taxe sur les cotisations en lieu et place de la taxe sur les rentes.

## **Droits Individuels à la Formation**

Au 31 décembre 2012, les droits individuels à la formation acquis et qui n'ont pas donné lieu à demande s'élèvent à 397 heures.

### **4.5. STOCKS OPTIONS**

#### **4.5.1. Options de souscription ou d'achat**

La Société n'a consenti aucune option de souscription ou d'achat d'actions aux mandataires sociaux ni aux salariés de la Société au cours de l'année 2012.

Il n'existe pas d'autre plan d'attribution de titres Etam Développement que ceux mentionnés ci-après.

##### **a. « OPTIONS 2011 »**

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 20 mai 2011 (vingt-troisième résolution) a autorisé la Gérance à consentir, en une ou plusieurs fois, pour une durée de 38 mois à compter du 20 mai 2011, aux salariés, à certains d'entre eux, et/ou à certaines catégories du personnel, et/ou aux mandataires sociaux définis par la loi, tant de la société que des sociétés françaises ou étrangères qui lui sont liées dans les conditions de l'article L225-180 du Code de Commerce, des options de souscription ou d'achat d'actions de la Société (ci-après les « Options 2010 »), dans la limite de 2% du capital social existant au jour de cette assemblée, soit 363 681 Options 2011.

La Gérance n'a pas fait usage de cette autorisation en 2012.

#### **4.5.2. Attribution d'actions gratuites**

##### **a. « ACTIONS GRATUITES 2011 »**

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 20 mai 2011 (vingt-quatrième résolution) a autorisé la Gérance à consentir, en une ou plusieurs fois, pour une durée de 38 mois à compter du 20 mai 2011 aux salariés, à certains d'entre eux, et/ou à certaines catégories du personnel, et/ou aux mandataires sociaux définis par la loi, tant de la société que des sociétés françaises ou étrangères qui lui sont liées dans les conditions de l'article L225-197-1 et suivants du Code de Commerce, des actions gratuites de la Société (ci-après les « Actions gratuites 2011 »), dans la limite de 2% du capital de la Société.

La Gérance n'a pas fait usage de cette autorisation en 2012.



#### 4.6. RÉSULTAT FINANCIER

<b>Au 31 décembre</b>	<b>Produits</b>		<b>Charges</b>	
	<b>2012</b>	<b>2011</b>	<b>2012</b>	<b>2011</b>
Dividendes encaissés & prov. acompte	22 363 513	40 067 389		
Autres opérations financières groupe	2 512 472	1 615 414	396 794	601 696
Dot.repr.provisions	10 421 507	4 737 540	42 046 243	53 471 105
Différences de change	1	689	-	208
Divers produits fin./Intérêts des emprunts	13 802		22	12
Charges nettes sur cessions de VMP	-		-	
	<b>35 311 296</b>	<b>46 421 032</b>	<b>42 443 059</b>	<b>54 073 021</b>

#### 4.7. RÉSULTAT EXCEPTIONNEL

<b>Au 31 décembre</b>	<b>Produits</b>		<b>Charges</b>	
	<b>2012</b>	<b>2011</b>	<b>2012</b>	<b>2011</b>
Sur opérations de gestion				
Amendes-pénalités fiscales			1 385	37 706
Autres <sup>(1)</sup>	-	-	179 902	539 644
Sur opérations en capital				
Cession d'immo incorporelles				
Cession d'immo corporelles	-	-		
Cession d'immo financières				
Autres				
Sur opérations exceptionnelles				
Provisions réglementées				
Autres provisions				
	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>181 287</b>	<b>577 349</b>

(1) en 2011 : dont 538 000 euros relatifs à des indemnités transactionnelles versées au personnel  
en 2012 : dont 162 594 euros relatifs à des indemnités transactionnelles versées au personnel

#### 4.8. VENTILATION DE L'IMPÔT SOCIÉTÉ

	<b>Résultat avant impôt</b>		<b>Impôt</b>
RESULTAT COURANT	(6 622 356)		3 010 067
RESULTAT EXCEPTIONNEL (hors participation)	(181 288)		(10 287 180)
RESULTAT COMPTABLE (hors participation)	(6 803 644)		(7 277 114)
RESULTAT COURANT	(6 622 356)		
Réintégrations	41 208 089		
Déductions	(21 253 911)		
Imputation des déficits	(4 516 973)		
	<u>8 814 849</u>	X	
Base IS =			33,33% 2 938 283
Contribution exceptionnelle			3,30% 71 784
			<b>IS 3 010 067</b>
RESULTAT EXCEPTIONNEL	(181 288)		
Réintégrations	4 264		
Déductions	-		
Imputation déficit			
	<u>(177 024)</u>	X	
Base IS =			33,33% (59 008)
Contribution exceptionnelle			3,30% (1 947)
			<b>IS (60 955)</b>
			26 458
Intégration fiscale IS ex antérieurs			60 862
IS sur contrôle fiscal			(10 313 545)
Produit d'intégration fiscale groupe			<b>IS (10 287 180)</b>

#### 4.9. ACCROISSEMENT ET ALLÈGEMENT DE LA DETTE FUTURE D'IMPÔT

	<b>Montant</b>
<b>ACCROISSEMENTS</b>	
PROVISIONS REGLEMENTEES	
-amortissements dérogatoires	
- provisions pour hausse des prix	
- provisions pour fluctuation des cours	
AUTRES	
-Intérêts sur prêts	
- Ecart de conversion actif	
- Divers provisions pour risques	
<b>TOTAL DES ACCROISSEMENTS</b>	<b>0</b>
<b>ALLEGEMENTS</b>	
Provisions non déductibles l'année de leur comptabilisation	
- pour congés payés	
- participation des salariés	
- contribution sociale de solidarité	8 522
AUTRES :	
- Divers provisions pour risques	
- Ecart de conversion passif	
- Provision pour perte de change latente	
- Amortissements économiques excédentaires	
- Provisions pour dépréciation des titres de participation	
<b>TOTAL DES ALLEGEMENTS</b>	<b>8 522</b>

Les allègements mentionnés ci-dessus concernent les bases d'impôt.

## 5. AUTRES INFORMATIONS

### 5.1 INFORMATIONS SUR LES POSTES CONCERNANT LES ENTREPRISES LIÉES

<b>Participations</b>	<b>369 463 661</b>
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	17 503
Créances clients et comptes rattachés	5 157 132
Autres créances	28 376 066
Emprunts et dettes financières	33 827 425
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 481
Autres dettes	-
Produits de participation	22 363 513
Autres produits financiers	12 933 979
Charges financières	42 443 026

Sont considérées comme entreprises liées, toutes les sociétés du Groupe, françaises et étrangères, quel que soit le pourcentage du capital détenu.

## 5.2. CHARGES À PAYER – PRODUITS À RECEVOIR

### 5.2.1 Charges à payer

<b>Au 31 décembre</b>	<b>2012</b>	<b>2011</b>
Emprunts et dettes auprès des ets de crédit	1 041	762
Emprunts et dettes financières	396 794	601 696
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	196 961	511 818
Dettes fiscales et sociales	2 637 277	1 241 984
Autres dettes	193 424	305 449
	3 425 496	2 661 710

### 5.2.2 Produits à recevoir

<b>Au 31 décembre</b>	<b>2012</b>	<b>2011</b>
Autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés	5 157 132	1 450 235
Autres créances	2 569 603	1 703 035
	7 726 735	3 153 269

### 5.2.3. Charges constatées d'avance

<b>Au 31 décembre</b>	<b>2012</b>	<b>2011</b>
Exploitation	1 008	1 008
Financier	-	
	1 008	1 008

## 6. ÉVÈNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

Néant.



# COMPTES CONSOLIDÉS

<b>I - Bilan consolidé</b>	<b>78</b>
<b>II - Compte de résultat consolidé</b>	<b>79</b>
<b>III - Etat du résultat global consolidé</b>	<b>80</b>
<b>IV - Tableau de flux de trésorerie consolidé</b>	<b>81</b>
<b>V - Tableau de Variation des capitaux propres consolidés</b>	<b>82</b>
<b>VI - Notes annexes aux états financiers</b>	<b>83</b>

## I - BILAN CONSOLIDÉ

<i>(en milliers d'euros)</i>	Notes	31/12/2012	31/12/2011
<b>ACTIF</b>			
Goodwill	3	4 197	4 197
Immobilisations incorporelles	4	245 241	259 768
Immobilisations corporelles	5	256 817	277 491
Participations dans les entreprises associées	7	0	1 558
Actifs financiers non courants	8	22 206	20 658
Actifs d'impôts différés	26	24 072	17 532
<b>Total des Actifs non courants</b>		<b>552 533</b>	<b>581 204</b>
Stocks et en-cours	9	218 531	201 969
Avances et acomptes versés		3 993	4 208
Créances clients	10	82 472	88 597
Autres créances	11	21 326	18 235
Actifs d'impôts exigibles		924	1 927
Charges constatées d'avance	12	17 820	17 887
Instruments dérivés actifs	16.8	(136)	8 145
Trésorerie et équivalents trésorerie	13	118 422	87 461
<b>Total des Actifs Courants</b>		<b>463 352</b>	<b>428 429</b>
Actifs détenus en vue d'être cédés	28	259	2 382
<b>TOTAL ACTIF</b>		<b>1 016 144</b>	<b>1 012 015</b>
<b>PASSIF</b>			
Capital social		12 169	12 169
Ecart de réévaluation	14.5	196 912	209 187
Réserves		62 093	53 460
<b>Total des Capitaux Propres Part du Groupe</b>		<b>271 174</b>	<b>274 816</b>
Capitaux propres - Part revenant aux intérêts non contrôlés		41 423	40 909
<b>Capitaux propres de l'ensemble</b>		<b>312 597</b>	<b>315 725</b>
Provisions pour risques et charges non courantes	15	12 105	14 268
Emprunts et dettes financières à long terme	16	200 123	212 139
Passifs d'impôts différés	26	91 582	101 476
<b>Total des Passifs non courants</b>		<b>303 809</b>	<b>327 883</b>
Provisions pour risques et charges courantes	15	10 373	7 425
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		248 661	192 084
Passifs d'impôt exigible		4 343	1 487
Dettes sociales et fiscales		65 100	62 743
Autres dettes	17	40 898	41 585
Instruments dérivés passifs	16.8	10 798	4 696
Crédits à court terme et banques	16	18 948	55 845
<b>Total des Passifs courants</b>		<b>399 121</b>	<b>365 865</b>
Passifs relatifs à des actifs détenus en vue d'être cédés	28	616	2 542
<b>TOTAL PASSIF</b>		<b>1 016 144</b>	<b>1 012 015</b>

## II - COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

<i>(en milliers d'euros)</i>	Notes	<b>2012</b>	<b>2011</b>
Chiffre d'affaires		1 216 960	1 184 068
Coût des ventes		(504 270)	(499 939)
<b>Marge Brute</b>	18	<b>712 691</b>	<b>684 129</b>
Coûts de distribution		(625 387)	(595 963)
Charges administratives		(46 921)	(51 465)
Autres Produits et (charges) d'exploitation	21	1 539	4 828
<b>Résultat Opérationnel Courant</b>		<b>41 922</b>	<b>41 529</b>
Autres produits et (charges) opérationnels	23	(8 399)	(7 005)
<b>Résultat Opérationnel</b>		<b>33 523</b>	<b>34 525</b>
Coût de la dette financière nette		(10 894)	(11 558)
Autres Produits et (Charges) financiers		1 302	(4 086)
<b>Résultat Financier</b>	24	<b>(9 592)</b>	<b>(15 644)</b>
Charges d'impôt	25	(8 207)	(4 560)
Quote-part des résultats dans des entreprises associées	7	(1 558)	(242)
<b>Résultat des activités poursuivies</b>		<b>14 166</b>	<b>14 079</b>
Résultat des activités arrêtées ou en cours de cession	27	(750)	(2 827)
<b>Résultat Net de l'ensemble consolidé</b>		<b>13 416</b>	<b>11 252</b>
<i>dont part du résultat net attribuable aux :</i>			
- Propriétaires de la société mère du Groupe		12 857	5 980
- Intérêts non contrôlés		559	5 272
<b>Résultat par action (euros)</b>			
Part attribuable au Propriétaire de la société mère du Groupe	26		
- Résultat de base par action		1,404	0,541
- Résultat dilué par action		1,404	0,541

### **III- ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ**

<i>(en milliers d'euros)</i>	Notes	<b>2012</b>	<b>2011</b>
<b>Résultat Net de l'ensemble consolidé</b>		<b>13 416</b>	<b>11 252</b>
Ecart de conversion		(225)	9 473
Réévaluation des instruments dérivés de couverture		(11 269)	4 751
Réévaluation des immobilisations		(9 163)	(8 001)
Profits (Pertes) actuariels des régimes à prestations définies		(2 093)	(886)
Impôts sur les autres éléments du résultat global		7 865	1 098
Total des gains et pertes comptabilisés en autres éléments du résultat global	14.6	(14 885)	6 434
<b>Résultat global total</b>		<b>(1 469)</b>	<b>17 686</b>
Dont part du Groupe		(1 984)	10 201
Dont part des intérêts non contrôlés		515	7 484



#### IV - TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

<i>(en milliers d'euros)</i>	Notes	2012	2011
<b>Résultat net des activités poursuivies</b>		<b>14 166</b>	<b>14 079</b>
Quote part dans résultat sociétés en équivalence		1 558	242
Dotations aux amortissements		49 775	48 277
Dotations aux provisions		17 088	15 108
Reprises sur provisions		(11 510)	(8 440)
Valeur nette comptable des immobilisations cédées		10 552	7 564
Produit de cession des éléments d'actif cédés		(8 984)	(9 568)
Autres produits et charges calculés		(1 727)	3 509
<b>Capacité d'autofinancement</b>		<b>70 918</b>	<b>70 771</b>
Charges et produits d'intérêts financiers		10 894	11 558
Charge nette d'impôt		8 207	4 560
<b>Capacité d'autofinancement avant impôts, dividendes et intérêts</b>		<b>90 019</b>	<b>86 889</b>
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité (*)		44 028	(19 391)
Impôts sur le résultat payés		(13 252)	(13 473)
<b>Flux nets de trésorerie liés aux activités opérationnelles</b>		<b>120 795</b>	<b>54 025</b>
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles		(36 517)	(57 810)
Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		8 831	9 529
Acquisitions d'autres immobilisations financières		(2 601)	(1 647)
Cessions d'autres immobilisations financières		1 026	715
<b>Flux nets de trésorerie liés aux activités d'investissements</b>		<b>(29 261)</b>	<b>(49 213)</b>
Dividendes versés aux actionnaires de la société Etam Développement		(1 659)	(1 636)
Emission d'emprunts		128 074	65 828
Remboursement d'emprunts		(173 346)	(42 277)
Intérêts versés		(10 894)	(11 558)
<b>Flux nets de trésorerie liés aux activités de financement</b>		<b>(57 825)</b>	<b>10 357</b>
Flux nets avec les actifs détenus en vue de la vente		(1 064)	(581)
Incidence des variations de cours de change		236	2 344
<b>Variation nette de la trésorerie</b>		<b>32 881</b>	<b>16 932</b>
<b>Trésorerie et équivalents trésorerie à l'ouverture de l'exercice</b>		<b>82 392</b>	<b>65 460</b>
<b>Trésorerie et équivalents trésorerie à la clôture de l'exercice</b>	13	<b>115 273</b>	<b>82 392</b>
<b>(*) Détail de la variation du fonds de roulement lié à l'activité</b>			
Créances clients (actif)		5 724	(12 322)
Stocks (actif)		(17 459)	23 709
Autres créances (actif)		(1 396)	789
Dettes fournisseurs (passif)		57 878	(38 860)
Dettes sociales et fiscales (passif)		2 393	6 165
Autres passifs courants		(3 111)	1 128
<b>Variations du besoin en fonds de roulement lié à l'activité</b>		<b>44 028</b>	<b>(19 391)</b>

## V - TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

(En milliers d'euros)	Nombre d'actions en circulation	Capital social	Réserves liées au capital	Réserves et résultat consolidés	Gains et pertes comptabilisés en autres éléments du résultat global	Capitaux propres		
						Total Groupe ETAM	Intérêts non contrôlés	Total des capitaux propres
<b>Capitaux propres au 1er janvier 2011</b>	<b>7 982 547</b>	<b>12 169</b>	<b>0</b>	<b>99 055</b>	<b>156 336</b>	<b>267 560</b>	<b>32 360</b>	<b>299 920</b>
Dividendes distribués				(1 636)		(1 636)		(1 636)
Résultat de l'exercice				5 980		5 980	5 272	11 252
Gains et pertes comptabilisés en autres éléments du résultat global					4 221	4 221	2 213	6 434
Résultat Net et gains et pertes comptabilisés en autres éléments du résultat global		0	0	5 980	4 221	10 201	7 484	17 686
Paiements fondés sur les actions				(1 064)		(1 064)	1 064	0
Autres variations				(245)		(245)	0	(245)
<b>Capitaux propres au 31 décembre 2011</b>	<b>7 982 547</b>	<b>12 169</b>	<b>0</b>	<b>102 090</b>	<b>160 557</b>	<b>274 817</b>	<b>40 908</b>	<b>315 725</b>
Dividendes distribués				(1 659)		(1 659)		(1 659)
Résultat de l'exercice				12 857		12 857	559	13 416
Gains et pertes comptabilisés en autres éléments du résultat global					(14 841)	(14 841)	(44)	(14 885)
Résultat Net et gains et pertes comptabilisés en autres éléments du résultat global		0	0	12 857	(14 841)	(1 984)	515	(1 469)
Autres variations						0		0
<b>Capitaux propres au 31 décembre 2012</b>	<b>7 982 547</b>	<b>12 169</b>	<b>0</b>	<b>113 288</b>	<b>145 716</b>	<b>271 174</b>	<b>41 423</b>	<b>312 597</b>

## **VI - NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2011**

<b>Note</b>	<b>Page</b>	<b>Note</b>	<b>Page</b>
<b>1</b> Informations générales	84	<b>18</b> Information sectorielle	130
<b>2</b> Résumé des principales méthodes comptables	84	<b>19</b> Charges par nature	132
<b>3</b> Goodwill	102	<b>20</b> Dotations et reprises de dépréciations et pertes de valeur	132
<b>4</b> Immobilisations incorporelles	103	<b>21</b> Autres produits et charges d'exploitation	133
<b>5</b> Immobilisations corporelles	105	<b>22</b> Calcul de l'EBITDA	133
<b>6</b> Test de dépréciation des actifs non financiers	107	<b>23</b> Autres produits et charges opérationnels	133
<b>7</b> Participation dans les entreprises associées	108	<b>24</b> Résultat financier	134
<b>8</b> Actifs financiers non courants	108	<b>25</b> Impôts	134
<b>9</b> Stocks	109	<b>26</b> Résultat par action	138
<b>10</b> Clients	109	<b>27</b> Actifs détenus en vue de la vente; activités arrêtées, cédées ou en cours de cession	139
<b>11</b> Autres créances	110	<b>28</b> Transactions avec les parties liées	142
<b>12</b> Charges constatées d'avance	110	<b>29</b> Faits exceptionnels et litiges	143
<b>13</b> Trésorerie nette	111	<b>30</b> Cours des devises	143
<b>14</b> Capitaux propres	111	<b>31</b> Honoraires des commissaires aux comptes	144
<b>15</b> Provisions pour risques et charges	116	<b>32</b> Périmètre du Groupe	145
<b>16</b> Endettement financier	121	<b>33</b> Evènements post clôture	145
<b>17</b> Autres dettes	129		

## **NOTE 1 - INFORMATIONS GÉNÉRALES**

ETAM Développement SCA (la «Société») et ses filiales (constituant ensemble «le Groupe») conçoivent, distribuent et commercialisent les produits de la mode féminine (lingerie, prêt-à-porter et accessoires) au travers d'un réseau de 4 523 magasins dans plus de 40 pays sous différentes marques. Chaque marque conçoit ses collections et fait appel à un réseau d'industriels et de sous-traitants du textile dans le monde entier. Le Groupe s'adresse aux femmes au travers des marques ETAM, 1.2.3 et Undiz, et couvre la majeure partie du marché de l'habillement féminin, en termes d'âge et de gamme de prix.

ETAM Développement SCA est une société en commandite par actions et domiciliée en France. Son siège social est situé à Paris, 78, rue de Rivoli 75004.

L'action Etam Développement est cotée depuis le 20 juin 1997, sur le Compartiment C de Nyse Euronext.

Les états financiers consolidés du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2012, établis en milliers d'euros, comprennent les filiales ainsi que la quote-part du Groupe dans les entreprises associées ou sous contrôle conjoint. Ils ont été présentés au Conseil de Surveillance et ont été arrêtés par la Gérance le 17 avril 2013. Ces comptes ne seront définitifs qu'après leur approbation par l'assemblée générale ordinaire des actionnaires du 30 mai 2013.

## **NOTE 2 - RÉSUMÉ DES PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES**

Les principales méthodes comptables appliquées lors de la préparation des états financiers consolidés sont décrites ci-après. Sauf indication contraire, ces méthodes ont été appliquées de façon permanente à tous les exercices présentés et d'une manière uniforme par les entités du Groupe.

### **NOTE 2.1. BASE DE PRÉPARATION DES ÉTATS FINANCIERS**

Les états financiers du Groupe ont été préparés conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne. Les états financiers consolidés ont été établis selon la convention du coût historique, à l'exception des droits au bail et assimilés, des terrains et constructions, réévalués, des actifs financiers disponibles à la vente, des actifs et passifs financiers évalués à la juste valeur en contrepartie du compte de résultat, et des instruments dérivés.

#### **Recours à des estimations et aux jugements**

La préparation des états financiers conformément aux normes IFRS nécessite de retenir certaines estimations comptables déterminantes. La direction est également amenée à exercer son jugement dans l'application des méthodes comptables du Groupe. Les domaines pour lesquels les enjeux sont les plus élevés en termes de jugement ou de complexité ou ceux pour lesquels les hypothèses et les estimations sont significatives au regard des états financiers consolidés, concernent notamment les tests de dépréciation, les impôts différés et les provisions pour engagements de retraite des salariés.

##### Note 2.1.1. Référentiel IFRS appliqué

#### **Normes, amendements et interprétations dont l'application est obligatoire en 2012**

De nouveaux textes ou amendements tels qu'adoptés par l'Union Européenne et d'application obligatoire au 1er janvier 2012 sont entrés en vigueur sans avoir d'impact sur les états financiers consolidés du Groupe au 31 décembre 2012 ou ne s'appliquent pas au Groupe. Il s'agit principalement de :

- L'amendement de la norme IFRS 7 « Instruments financiers : Informations à fournir - Transferts d'actifs financiers ». Cet amendement impose aux entreprises de fournir, dans une note unique aux états financiers, des informations supplémentaires relatives à tous les transferts d'actifs

financiers, que ces derniers soient maintenus à l'actif en tout ou partie, ou décomptabilisés afin de permettre au lecteur d'évaluer la nature de l'implication de la Société dans ces actifs et les risques en résultant. Ces informations doivent être fournies à chaque date de clôture (indépendamment de la date du transfert lui-même), dès lors qu'une implication de l'entité dans les actifs transférés existe à cette même date.

L'application de cet amendement de la norme IFRS 7 n'a pas eu d'impact dans les états financiers du Groupe.

## **Normes, amendements et interprétations dont l'application est obligatoire postérieurement à 2012**

### Normes sur la consolidation

- La norme IFRS 10 « Etats Financiers Consolidés ». Cette norme propose un modèle de contrôle unique pour déterminer si une entité faisant l'objet d'un investissement doit être consolidée. Elle remplace la norme IAS 27 (sur la partie comptes consolidés) et l'interprétation SIC 12 (entités ad hoc).
- La norme IFRS 11 « Partenariats ». Cette norme supprime l'intégration proportionnelle pour la comptabilisation des coentreprises. La forme d'un partenariat, bien que restant un élément important à considérer, n'est plus le facteur essentiel pour sa qualification comptable et donc pour sa comptabilisation ultérieure. Elle remplace la norme IAS 31 (« Participations dans les coentreprises »).
  - La participation du Groupe dans une activité conjointe (joint opération), qui constitue un accord par le biais duquel les parties ont des droits sur les actifs et des obligations au titre des passifs, est comptabilisée sur la base de la participation du Groupe dans ces actifs et passifs.
  - La participation du Groupe dans une coentreprise, qui constitue un accord par le biais duquel les parties ont des droits sur l'actif net, est mise en équivalence.
- La norme IFRS 12 « Informations à fournir sur les participations dans d'autres entités ». Cette norme regroupe l'ensemble des informations à fournir pour chaque type de participation (filiales, partenariats, entités associées) et en requiert de nouvelles, notamment sur certaines entités non consolidées.

Ces normes ont été adoptées par l'Union Européenne fin décembre 2012 à l'exception des amendements de transition d'IFRS 10, IFRS 11, IFRS 12 ainsi que ceux relatifs aux entités d'investissements. Elles sont d'application obligatoire à compter du 1er janvier 2014. Les impacts éventuels de ces textes sont en cours d'évaluation.

### Autres normes, amendements et interprétations

- L'amendement de la norme IAS 1 « Présentation des états financiers », relatif à l'information à fournir sur la variation des autres éléments du résultat global. Cet amendement introduit notamment la nécessité de distinguer au sein des autres éléments du résultat global (éléments constitutifs des capitaux propres) ceux qui seront ultérieurement reclassés en résultat net et ceux qui ne le seront pas.

L'application de cet amendement de la norme IAS 1 aura un impact de présentation dans les états financiers du Groupe.

- Les amendements de la norme IAS 19 relative aux engagements en matière d'avantages au personnel, prévoyant notamment la reconnaissance immédiate des écarts actuariels dans les autres éléments du résultat global (éléments constitutifs des capitaux propres), ainsi que le calcul du rendement des actifs financiers selon le taux d'actualisation utilisé pour valoriser l'engagement, et non selon le taux de rendement attendu. D'autre part, dorénavant, l'impact d'une modification

de régime ne peut plus être amorti. Elle devra être intégralement reconnue en résultat dans l'année.

Le Groupe applique déjà la méthode de reconnaissance immédiate des écarts actuariels dans les autres éléments du résultat global. De plus, le changement au niveau du taux de rendement des actifs ne devrait pas avoir d'impact significatif. Ainsi, le seul impact significatif sur les comptes devrait correspondre au coût des services passés non encore amortis à la date de transition, soit le 01/01/2012, qui devra être comptabilisé au passif en contrepartie des capitaux propres à cette même date, pour un montant de 368K€ (soit 235 net d'impôt différé). Enfin, ces amendements auront un impact en termes d'informations à fournir en annexe. »

## NOTE 2.2. MÉTHODES DE CONSOLIDATION

### Note 2.2.1. Filiales

Les filiales sont toutes les entités (y compris les entités ad hoc) pour lesquelles le Groupe a le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles, pouvoir s'accompagnant généralement de la détention de plus de la moitié des droits de vote. Les droits de vote potentiels sont pris en compte lors de l'évaluation du contrôle exercé par le Groupe sur une autre entité ou lorsqu'ils découlent d'instruments susceptibles d'être exercés ou convertis au moment de cette évaluation.

Les filiales sont consolidées par intégration globale à compter de la date à laquelle le contrôle est transféré au Groupe. Elles sont déconsolidées à compter de la date à laquelle le contrôle cesse d'être exercé.

Les transactions intragroupes, les soldes et les profits sur les opérations entre sociétés du Groupe sont éliminés. Les pertes sont également éliminées pour les actifs cédés et elles sont considérées comme un indicateur de perte de valeur.

Les méthodes comptables des filiales ont été alignées sur celles du Groupe.

### Note 2.2.2. Entreprises associées

Les entreprises associées sont toutes les entités dont le Groupe ne détient pas le contrôle, mais sur lesquelles il exerce une influence notable qui s'accompagne généralement d'une participation comprise entre 20% et 50% des droits de vote. Les participations dans les entreprises associées sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence et initialement comptabilisées à leur coût. La participation du Groupe dans les entreprises associées comprend le goodwill (net de tout cumul de pertes de valeur) identifié lors de l'acquisition (voir la Note 7).

La quote-part du Groupe dans le résultat des entreprises associées postérieurement à l'acquisition est comptabilisée en résultat consolidé et sa quote-part dans les autres éléments du résultat global postérieurement à l'acquisition est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global. La valeur comptable de la participation est ajustée du montant cumulé des variations postérieures à l'acquisition. Lorsque la quote-part du Groupe dans les pertes d'une entreprise associée est supérieure ou égale à sa participation dans l'entreprise associée, y compris toute créance, représentative d'un intérêt à long-terme, non garantie, la valeur comptable des titres mis en équivalence est ramenée à zéro. Le Groupe ne comptabilise pas de pertes additionnelles, sauf s'il a une obligation de participer aux pertes ou d'effectuer des paiements au nom de l'entreprise associée.

Les gains sur les transactions entre le Groupe et ses entreprises associées sont éliminés par la contrepartie des titres mis en équivalence en proportion de la participation du Groupe dans les entreprises associées. Les pertes sont également éliminées, à moins qu'en cas d'actif cédé, la transaction n'indique une perte de valeur. Les méthodes comptables des entreprises associées ont été modifiées lorsque nécessaire afin de les aligner sur celles adoptées par le Groupe.

Les gains et les pertes de dilution dans les entreprises associées sont comptabilisés au compte de résultat.

### Note 2.2.3. Coentreprises

Les coentreprises sont toutes les entités sur lesquelles le Groupe exerce un contrôle conjoint. Le contrôle conjoint pouvant exister dans le cadre d'un accord contractuel de partage d'une activité économique lorsque les décisions stratégiques, financières et opérationnelles nécessitent le consentement mutuel des parties partageant le contrôle, les intérêts du Groupe sont comptabilisés suivant la méthode de l'intégration proportionnelle.

### Note 2.2.4. Regroupements d'entreprises

Les regroupements d'entreprises, dans les cas où le Groupe obtient le contrôle d'une ou plusieurs autres activités, sont comptabilisés en appliquant la méthode de l'acquisition.

Les regroupements antérieurs au 1er janvier 2009 ont été comptabilisés selon les principes comptables retenus pour la préparation des états financiers au 31 décembre 2008.

Les regroupements d'entreprises réalisés à compter du 1er janvier 2009 sont évalués et comptabilisés conformément aux dispositions de la norme IFRS 3 révisée : la contrepartie transférée (coût d'acquisition) est évaluée à la juste valeur des actifs remis, capitaux propres émis et passifs encourus à la date de l'échange. Les actifs et passifs identifiables de l'entreprise acquise sont évalués, en général, à leur juste valeur à la date de l'acquisition. Les coûts directement attribuables à l'acquisition sont comptabilisés en charge.

Le goodwill représente la juste valeur de la contrepartie transférée augmentée du montant comptabilisé pour toute participation ne donnant pas le contrôle dans la société acquise, moins le montant net comptabilisé (en général à la juste valeur) au titre des actifs identifiables et des passifs repris. Si la différence est négative, le profit au titre d'une acquisition à des conditions avantageuses est comptabilisé immédiatement en résultat.

Pour chaque regroupement, le Groupe a la possibilité d'opter pour une évaluation à la juste valeur des intérêts non contrôlés. Dans ce cas, le goodwill inclut une portion attribuable aux intérêts non contrôlés (méthode du goodwill complet). Le Groupe a également la possibilité d'opter pour une évaluation des intérêts non contrôlés sur la base de la quote-part dans les actifs nets identifiables de la filiale (méthode du goodwill partiel). Ce choix est effectué opération par opération.

Le goodwill est déterminé à la date de prise de contrôle de l'entité acquise et ne fait l'objet d'aucun ajustement ultérieur au-delà de la période d'évaluation.

Les opérations d'acquisition et de cession d'intérêts non contrôlés ne modifiant pas le contrôle sont comptabilisées directement dans les capitaux propres du Groupe.

La comptabilisation d'un regroupement d'entreprises doit être achevée dans un délai de 12 mois après la date d'acquisition. Ce délai s'applique à l'évaluation des actifs et passifs identifiables, de la contrepartie transférée et des intérêts non contrôlés.

## NOTE 2.3. INFORMATION SECTORIELLE

Un secteur opérationnel est une composante de l'entité qui s'engage dans des activités susceptibles de lui faire percevoir des produits et de supporter des charges y compris les produits et les charges liés aux transactions avec d'autres composantes de la même entité :

- dont les résultats opérationnels sont régulièrement examinés par le principal décideur opérationnel de l'entité afin de prendre des décisions quant aux ressources à affecter au secteur et d'évaluer ses performances ;
- et pour laquelle des informations financières distinctes sont disponibles.

Le Groupe présente son information sectorielle en adéquation avec sa structure de management, à savoir une direction générale exécutive pour l'Europe et une direction générale exécutive pour la Chine, les deux directions rapportant directement à la Gérance, qui forme le principal organe de décision du Groupe. Le Groupe ETAM est donc constitué de deux secteurs opérationnels : l'Europe et la Chine.

## NOTE 2.4. CONVERSION DES OPÉRATIONS EN DEVISES

### Note 2.4.1. Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation des états financiers

Les éléments inclus dans les états financiers de chacune des entités du Groupe sont évalués en utilisant la monnaie du principal environnement économique dans lequel l'entité exerce ses activités (« la monnaie fonctionnelle »). Les états financiers consolidés sont présentés en euros, monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation de la Société.

### Note 2.4.2. Transactions et soldes

Les transactions libellées en monnaies étrangères sont converties dans la monnaie fonctionnelle en utilisant les taux de change en vigueur aux dates des transactions. Les pertes et gains de change résultant du dénouement de ces transactions comme ceux résultant de la conversion, aux taux en vigueur à la date de clôture, des actifs et passifs monétaires libellés en devises, sont comptabilisés en résultat, sauf lorsqu'ils sont imputés en autres éléments du résultat global, au titre de couvertures éligibles soit de flux de trésorerie, soit d'un investissement net dans une activité à l'étranger.

### Note 2.4.3. Sociétés du Groupe

Les comptes de toutes les entités du Groupe (dont aucune n'exerce ses activités dans une économie hyper inflationniste) dont la monnaie fonctionnelle est différente de la monnaie de présentation sont convertis dans la monnaie de présentation, selon les modalités suivantes :

- les éléments d'actif et de passif sont convertis aux cours de clôture à la date de chaque bilan;
- les produits et les charges de chaque compte de résultat sont convertis aux taux de change moyens (sauf si cette moyenne n'est pas représentative de l'effet cumulé des taux en vigueur aux dates des transactions, auquel cas les produits et les charges sont convertis aux taux en vigueur aux dates des transactions) ;
- et toutes les différences de conversion en résultant sont comptabilisées en tant que composante distincte des capitaux propres.

Lors de la consolidation, les écarts de change découlant de la conversion d'investissements nets dans des activités à l'étranger et d'emprunts et autres instruments de change désignés comme instruments de couverture de ces investissements sont imputés en autres éléments du résultat global. Lorsqu'une entité étrangère est cédée, ces différences de conversion initialement reconnues en autres éléments du résultat global sont comptabilisées au compte de résultat dans les pertes et les profits de cession. Le goodwill et les ajustements de juste valeur découlant de l'acquisition d'une activité à l'étranger sont traités comme des actifs et des passifs de l'activité à l'étranger et convertis au cours de clôture.

## NOTE 2.5. GOODWILL

Le goodwill représente la juste valeur de la contrepartie transférée augmentée du montant comptabilisé pour toute participation ne donnant pas le contrôle dans la société acquise, moins le montant net comptabilisé (en général à la juste valeur) au titre des actifs identifiables et des passifs repris. Si la différence est négative, le profit au titre d'une acquisition à des conditions avantageuses est comptabilisé immédiatement en résultat.



Le goodwill comptabilisé séparément est soumis à un test annuel de dépréciation et est comptabilisé à son coût, déduction faite du cumul des pertes de valeur. Les pertes de valeur de goodwill ne sont pas réversibles. Le résultat dégagé sur la cession d'une entité tient compte de la valeur comptable du goodwill de l'entité cédée.

Les goodwill sont affectés aux unités génératrices de trésorerie aux fins de réalisation des tests de dépréciation. Une Unité Génératrice de Trésorerie (UGT) correspond à un magasin.

Les UGT auxquelles les goodwill sont affectés sont celles susceptibles de bénéficier du regroupement d'entreprises ayant donné naissance aux goodwill.

Lors de sa transition aux IFRS, le Groupe n'a pas choisi de retraiter rétrospectivement tous les regroupements d'entreprises antérieurs au 1<sup>er</sup> janvier 2004 dans son bilan d'ouverture. Pour les acquisitions antérieures au 1<sup>er</sup> janvier 2004, le goodwill représente le montant comptabilisé selon le référentiel comptable antérieur du Groupe.

## NOTE 2.6. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

### Note 2.6.1. Droits au bail et assimilés

Le Groupe a opté pour la méthode comptable de la réévaluation : tous les droits au bail et assimilés sont comptabilisés à leur juste valeur qui correspond à leur valeur de marché.

Les valeurs de marché des droits au bail et assimilés sont déterminées par la direction du Développement du Groupe selon des méthodes couramment utilisées par la profession et faisant référence aux valeurs locatives au m<sup>2</sup> pondérées, publiées régulièrement par différents organismes spécialisés. Compte tenu des possibles fluctuations du marché, ces évaluations sont effectuées annuellement. Des expertises externes sont effectuées par sondage pour s'assurer de la fiabilité des méthodes utilisées.

Les augmentations de la valeur comptable découlant de la réévaluation des droits au bail et assimilés sont créditées en autres éléments du résultat global et cumulées en capitaux propres sous la rubrique écarts de réévaluation. Les diminutions de la valeur comptable qui viennent réduire des augmentations antérieures d'un même actif sont d'abord imputées aux autres éléments du résultat global, dans la limite de l'écart de réévaluation créditeur antérieurement constaté sur ces actifs; toutes les autres diminutions sont comptabilisées en résultat. Chaque année, le cas échéant, la différence entre l'amortissement fondé sur la valeur comptable réévaluée de l'actif, comptabilisé au compte de résultat, et l'amortissement fondé sur le coût initial de l'actif, est transférée des autres éléments du résultat global aux résultats non distribués.

Les montants cumulés au titre des amortissements à la date de réévaluation sont déduits des valeurs comptables brutes des actifs et les montants nets sont retraités afin de correspondre aux valeurs réévaluées des actifs.

Les droits au bail et assimilés ont été réévalués pour la première fois au 1<sup>er</sup> janvier 2004.

La valeur réévaluée de ces actifs est amortie linéairement sur la durée du bail uniquement dans les pays où leur durée de vie est déterminable.

Les durées d'amortissement généralement pratiquées sont les suivantes :

<b>Pays</b>	<b>Durées</b>
Belgique	9 à 27 ans
Italie	7 à 14 ans
Espagne	7 à 14 ans
Pologne	5 à 10 ans

En France, la durée de vie des droits au bail n'étant pas déterminable, ils ne sont pas amortis.

En effet, le droit au bail en France constitue l'un des éléments incorporels qui composent le fonds de commerce. Il se définit comme une somme d'argent que le preneur verse au locataire en place, en vue d'obtenir le titre locatif et de bénéficier des garanties légales qui y sont attachées. C'est donc juridiquement le droit d'être locataire mais également de céder son bail.

Il s'agit d'une spécificité française née du Décret du 30 septembre 1953 qui régit les baux commerciaux et dont le fondement vise la protection du fonds de commerce. Le droit au bail en tant qu'outil de travail se trouve protégé par un décret contraignant pour le bailleur et qui prévoit :

- un bail d'une durée minimum de 9 ans,
- le droit au renouvellement et, à défaut d'une indemnité d'éviction,
- le droit à la fixation d'un prix contrôlé lors du renouvellement du bail ou lors des révisions en cours de contrat,
- le droit à la déspecialisation.

Le droit au renouvellement en France étant acquis, la durée d'utilité d'un droit au bail en France ne peut être déterminée.

Les valeurs résiduelles et les durées d'utilité des actifs sont revues et, le cas échéant, ajustées à chaque clôture.

Les pertes ou les profits sur cession d'actifs sont déterminés en comparant les produits de cession à la valeur comptable de l'actif cédé. Ils sont comptabilisés au compte de résultat dans les autres produits et charges d'exploitation. Les montants liés aux réévaluations antérieures inclus dans les autres éléments du résultat global sont transférés en résultat non distribué.

#### Note 2.6.2. Logiciels

Les coûts liés à l'acquisition de licences de logiciels sont inscrits à l'actif sur la base des coûts encourus pour acquérir et pour mettre en service les logiciels concernés. Ces coûts sont amortis sur la durée d'utilité estimée des logiciels allant de trois à sept ans.

Les coûts associés au maintien en fonctionnement des logiciels sont comptabilisés en charges au fur et à mesure qu'ils sont encourus. Les coûts directement associés à la production de logiciels qui remplissent l'ensemble des critères imposés par la norme IAS 38, sont comptabilisés comme des immobilisations incorporelles. Les coûts directement associés à la production comprennent les charges liées aux coûts salariaux du personnel ayant développé les logiciels et une quote-part appropriée des frais généraux de production.

Les coûts de développement de logiciels portés à l'actif sont amortis sur leur durée d'utilité estimée comprise entre 3 ans et 7 ans.

#### Note 2.6.3. Marques et Enseignes

Les marques et les enseignes acquises sont comptabilisées à leur coût, déduction faite du montant cumulé des pertes de valeurs.

Les marques et enseignes ont une durée d'utilité indéterminée.

Les coûts engagés par le Groupe pour défendre ses marques sont enregistrés en charges dès qu'ils sont encourus.

### NOTE 2.7. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

#### **Comptabilisation et évaluation**

### Note 2.7.1. Ensembles immobiliers

Les terrains et constructions sont rattachés aux magasins, aux entrepôts et aux bureaux.

Les terrains et constructions sont comptabilisés à leur juste valeur selon le modèle de la réévaluation, diminuée, pour les constructions, des amortissements.

Les valeurs de marché des ensembles immobiliers sont déterminées par la direction du Développement du Groupe selon des méthodes couramment utilisées par la profession et faisant référence aux valeurs locatives au m<sup>2</sup> pondérées, publiées régulièrement par différentes revues spécialisées. Compte tenu des possibles fluctuations du marché, ces évaluations sont effectuées tous les trois ans, sauf situations particulières qui seraient liées à une évolution brutale et matérielle d'un marché local. Des expertises externes sont effectuées par sondage pour s'assurer de la fiabilité des méthodes utilisées.

Les augmentations de la valeur comptable découlant de la réévaluation des terrains et constructions sont créditées en autres éléments du résultat global et cumulées en capitaux propres sous la rubrique écarts de réévaluation. Les diminutions de la valeur comptable qui viennent réduire des augmentations antérieures d'un même actif sont d'abord imputées en autres éléments du résultat global, à concurrence du cumul des autres éléments du résultat global antérieurement constatée sur ces actifs. Toutes les autres diminutions sont comptabilisées en résultat. Chaque année, la différence entre l'amortissement fondé sur la valeur comptable réévaluée de l'actif, comptabilisé au compte de résultat, et l'amortissement fondé sur le coût initial de l'actif, est transférée des autres éléments du résultat global aux résultats non distribués.

Les montants cumulés au titre des amortissements à la date de réévaluation sont déduits des valeurs comptables brutes des actifs et les montants nets sont retraités afin de correspondre aux valeurs réévaluées des actifs.

Les pertes ou les profits sur cession d'actifs sont déterminés en comparant les produits de cession à la valeur comptable de l'actif cédé. Ils sont comptabilisés au compte de résultat dans les autres produits et charges d'exploitation. Les montants liés aux réévaluations antérieures inclus dans les autres éléments du résultat global sont transférés en résultat non distribué.

Les ensembles immobiliers ont été réévalués pour la première fois au 1<sup>er</sup> janvier 2004.

### Note 2.7.2. Agencements magasins et autres immobilisations corporelles

Toutes les autres immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût, diminué du montant cumulé des amortissements et des pertes de valeur. Le coût comprend tous les coûts directement attribuables à l'acquisition des actifs concernés.

Les différentes composantes d'une immobilisation corporelle ayant un coût significatif par rapport au coût total de l'immobilisation sont comptabilisées séparément lorsque leur durée d'utilité estimée, et donc leur durée d'amortissement, sont significativement différentes.

Les subventions d'équipement sont enregistrées en déduction de la valeur brute des immobilisations au titre desquelles elles ont été reçues. Tous les frais de réparation et de maintenance sont comptabilisés au compte de résultat au cours de la période durant laquelle ils sont encourus.

### **Coûts ultérieurs**

Les coûts ultérieurs sont inclus dans la valeur comptable de l'actif ou, le cas échéant, comptabilisés comme un actif séparé s'il est probable que des avantages économiques futurs associés à l'actif iront au Groupe et que le coût de l'actif peut être mesuré de manière fiable. La valeur comptable des éléments remplacés est dé-comptabilisée.

### **Amortissement**

Les immobilisations corporelles sont amorties selon le mode linéaire afin de ramener, par constatation

d'une charge annuelle constante d'amortissement, le coût de chaque actif (ou son montant réévalué) à sa valeur résiduelle compte tenu de sa durée d'utilité estimée. Les actifs loués sont amortis sur la durée la plus courte entre la durée du contrat de location et celle de leur utilité. Les terrains ne sont pas amortis. Les durées d'utilité estimées pour la période en cours et la période comparative sont les suivantes :

<b>Immobilisations</b>	<b>Durées</b>
Constructions et leurs composants :	
- Magasins	10 à 33 ans
- Entrepôts	10 à 25 ans
- Siège	10 à 50 ans
Agencements et aménagements des magasins	2 et 6 ans 2/3
Installations techniques – Matériel des entrepôts	3 à 20 ans
Matériels informatiques	3 à 7 ans
Mobilier de bureau	6 ans 2/3 et 10 ans

Les valeurs résiduelles et les durées d'utilité des actifs sont revues et, le cas échéant, ajustées à chaque clôture. La valeur résiduelle est nulle à la fin de la durée d'utilité de l'actif.

La valeur comptable d'un actif est immédiatement dépréciée pour le ramener à sa valeur recouvrable lorsque la valeur comptable de l'actif est supérieure à sa valeur recouvrable estimée.

Les pertes ou les profits sur cession d'actifs sont déterminés en comparant les produits de cession à la valeur comptable de l'actif cédé. Ils sont comptabilisés au compte de résultat dans les autres produits et charges d'exploitation.

#### **NOTE 2.8. DÉPRÉCIATION D'ACTIFS NON FINANCIERS**

Les actifs non financiers sont soumis à un test de dépréciation lorsque, en raison d'évènements ou de circonstances particulières, la recouvrabilité de leur valeur comptable est mise en doute.

Par ailleurs, les goodwill et les actifs incorporels ayant une durée d'utilité indéterminée (notamment les droits au bail et assimilés) ou qui ne sont pas encore prêts à être mis en service sont, de surcroît, soumis à un test annuel de dépréciation systématique.

Une perte de valeur est comptabilisée à concurrence de l'excédent de la valeur comptable sur la valeur recouvrable de l'actif.

La valeur recouvrable d'un actif correspond à sa juste valeur diminuée des coûts de cession ou sa valeur d'utilité, si celle-ci est supérieure. Aux fins de l'évaluation d'une perte de valeur, le Groupe a défini le magasin comme Unité Génératrice de Trésorerie (UGT) représentant, dans son organisation actuelle, le niveau le moins élevé générant des flux de trésorerie indépendants.

La valeur d'utilité est la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimés attendus de l'utilisation continue d'un actif et de sa sortie à la fin de sa durée d'utilité.

Afin de déterminer la valeur d'utilité d'une UGT, le Groupe s'appuie sur des estimations de flux de trésorerie futurs avant impôt générés par l'UGT sur une période de sept ans. Cette période correspond à la durée de vie moyenne d'un concept magasin. Les flux de trésorerie au-delà de la cinquième année sont calculés en appliquant un taux de croissance stable ou décroissant aux flux de la cinquième année pour les UGT sans goodwill et avec prise en compte d'une valeur terminale pour les UGT avec goodwill. Les flux de trésorerie estimés sont actualisés en prenant des taux du marché long terme avant impôt qui reflètent les estimations du Groupe de la valeur temps de l'argent et les risques spécifiques des actifs.

Pour les actifs non financiers (autres que les goodwill) ayant subi une perte de valeur, la reprise éventuelle de la dépréciation est examinée à chaque date de clôture s'il existe un indice que la perte de valeur n'existe plus ou a diminué.

## NOTE 2.9. CONTRATS DE LOCATION

Les biens acquis en location-financement et qui transfèrent au Groupe substantiellement la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de ces biens sont comptabilisés en immobilisations corporelles.

Les immobilisations financées au moyen de contrats de location-financement sont comptabilisées à l'actif et au passif initialement, pour des montants équivalents à la juste valeur du bien loué ou à la valeur actualisée des paiements minimaux si celle-ci est inférieure. Ces immobilisations suivent les méthodes et règles d'évaluation, amortissement et dépréciation de la catégorie de biens auxquelles elles sont rattachées. Les dettes correspondantes sont inscrites en dettes financières au passif du bilan consolidé.

Les contrats de location qui ne confèrent pas au Groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété sont classés en location simple. Les paiements effectués au titre de ces locations simples sont comptabilisés en charges au compte de résultat de façon linéaire sur la durée du contrat.

Les plus-values générées par les cessions réalisées dans le cadre d'opérations de cessions-bails sont constatées intégralement en résultat au moment de la cession lorsque le bail est qualifié de location simple et dans la mesure où l'opération a été effectuée à la juste valeur.

## NOTE 2.10. ACTIFS FINANCIERS

Le Groupe classe ses actifs financiers selon les catégories suivantes :

- actifs évalués à la juste valeur en contrepartie du résultat,
- prêts et créances,
- et actifs disponibles à la vente.

La classification dépend des raisons ayant motivé l'acquisition des actifs financiers et des critères de classifications d'IAS 39. La direction détermine la classification de ses actifs financiers lors de la comptabilisation initiale.

### Note 2.10.1. Actifs financiers évalués à leur juste valeur en contrepartie du résultat

Les actifs financiers évalués à leur juste valeur en contrepartie du résultat sont les actifs financiers détenus à des fins de transaction. Un actif financier est classé dans cette catégorie s'il a été acquis principalement dans le but d'être revendu à court terme.

Cette catégorie comprend exclusivement les valeurs mobilières de placement ainsi que les instruments dérivés non désignés comme instruments de couverture. Ces éléments sont classés en équivalents de trésorerie. Ils sont comptabilisés à leur juste valeur qui correspond à la valeur de marché à la date de clôture. Les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat.

### Note 2.10.2. Prêts et créances

Les prêts et créances sont des actifs financiers non dérivés à paiement fixe ou déterminable qui ne sont pas cotés sur un marché actif. Ils sont inclus dans les actifs courants, hormis ceux dont l'échéance est supérieure à douze mois après la date de clôture. Ces derniers sont classés dans les actifs non courants.

Cette catégorie inclut :

- les créances rattachées à des participations, les prêts "aides à la construction", les autres prêts et créances et les créances clients. Ces éléments figurent en actifs financiers non courants, en créances clients et en autres créances courantes.

Ces actifs sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les créances à court terme sans taux d'intérêt déclaré sont évaluées initialement au montant de la facture d'origine si le taux d'intérêt effectif a un impact négligeable.

Leur valeur au bilan comprend le capital restant dû et la part non amortie des coûts d'acquisition. Ces actifs font l'objet de tests de dépréciation en cas d'indication de perte de valeur. Une dépréciation est comptabilisée en résultat si la valeur comptable est supérieure à la valeur recouvrable estimée.

- les dépôts et cautionnements classés en actifs financiers non courants.

Il s'agit des sommes versées aux bailleurs en garantie de loyers. La valeur de ces actifs est réajustée régulièrement lors de la révision des loyers. Ils font l'objet de tests de dépréciation en cas d'indication de perte de valeur. Une dépréciation est comptabilisée en résultat si la valeur comptable est supérieure à la valeur recouvrable estimée.

#### Note 2.10.3. Actifs financiers disponibles à la vente

Les actifs disponibles à la vente sont des actifs financiers non dérivés qui ne font pas partie des catégories précitées. Ils sont évalués à leur juste valeur. Les plus ou moins-values constatées sont comptabilisés en autres éléments du résultat global jusqu'à leur cession. Cependant, lorsqu'il existe une indication objective de la dépréciation d'un actif disponible à la vente, la perte cumulée est comptabilisée en résultat.

Cette catégorie comprend principalement les titres de participation non consolidés. Ces éléments sont classés en actifs financiers non courants

#### NOTE 2.11. INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS ET OPÉRATIONS DE COUVERTURE

Le Groupe utilise divers instruments financiers afin de réduire son exposition aux risques de change et de taux d'intérêt.

Les instruments financiers dérivés sont initialement comptabilisés à leur juste valeur à la date de conclusion du contrat de dérivé ; ils sont ensuite réévalués à leur juste valeur. La méthode de comptabilisation du gain ou de la perte afférents dépend de la désignation du dérivé en tant qu'instrument de couverture et, le cas échéant, de la nature de l'élément couvert. Le Groupe désigne certains dérivés comme :

- couvertures de la juste valeur des actifs et passifs financiers comptabilisés (couverture de juste valeur) ; ou
- couvertures des variations de flux de trésorerie liés à un risque spécifique associé à un passif comptabilisé ou à une transaction hautement probable (couverture de flux de trésorerie) ; ou bien
- couvertures d'un investissement net dans une activité à l'étranger (couverture d'un investissement net).

Dès le début de la transaction, le Groupe documente la relation entre l'instrument de couverture et l'élément couvert, ainsi que ses objectifs en matière de gestion des risques et sa politique de couverture. Le Groupe documente également l'évaluation, tant au commencement de l'opération de couverture qu'à titre permanent, du caractère hautement efficace des dérivés utilisés pour compenser les variations de la juste valeur ou des flux de trésorerie des éléments couverts.

La juste valeur d'un instrument dérivé de couverture est classée en actif ou passif non courant lorsque l'échéance résiduelle de l'élément couvert est supérieure à 12 mois, et dans les actifs ou passifs courants lorsque l'échéance résiduelle de l'élément couvert est inférieure à 12 mois. Les instruments dérivés détenus à des fins de transaction sont classés en actifs ou passifs courants.

##### Note 2.11.1. Couverture de juste valeur

Les variations de la juste valeur d'instruments dérivés qui satisfont aux critères de couverture de juste

valeur et sont désignés comme tels, sont comptabilisées au compte de résultat en autres produits et charges financiers, de même que les variations de la juste valeur de l'actif ou du passif couvert qui sont attribuables au risque couvert.

Lorsque la couverture ne satisfait plus aux critères de la comptabilité de couverture, l'ajustement de la valeur comptable d'un instrument financier couvert pour lequel la méthode du taux d'intérêt effectif est utilisée doit être amorti en contrepartie du résultat sur la période résiduelle jusqu'à l'échéance de l'instrument couvert.

#### Note 2.11.2. Couverture de flux de trésorerie

La partie efficace des variations de la juste valeur d'instruments dérivés satisfaisant aux critères de couverture de flux de trésorerie et désignés comme tels, est comptabilisée en autres éléments du résultat global. Le gain ou la perte se rapportant à la partie inefficace est comptabilisé immédiatement au compte de résultat en autres produits et charges financiers.

Les montants cumulés dans les capitaux propres sont recyclés en résultat au cours des périodes durant lesquelles l'élément couvert affecte le résultat (par exemple lorsqu'une vente prévue faisant l'objet d'une couverture se réalise).

Lorsqu'un instrument de couverture parvient à maturité ou est vendu, ou lorsqu'une couverture ne satisfait plus aux critères de la comptabilité de couverture, le gain ou la perte cumulé inscrit en capitaux propres à cette date est maintenu en capitaux propres, puis est ultérieurement constaté en résultat lorsque la transaction prévue est in fine comptabilisée en résultat. Lorsqu'il n'est pas prévu que la transaction se réalise, le profit ou la perte cumulée qui était inscrit en capitaux propres est immédiatement transféré au compte de résultat dans les autres produits et charges financiers.

#### Note 2.11.3. Instruments dérivés ne satisfaisant pas aux critères de la comptabilité de couverture

Certains instruments dérivés ne satisfont pas aux critères de la comptabilité de couverture et sont comptabilisés à leur juste valeur en contrepartie du compte de résultat. Les variations de la juste valeur de ces instruments dérivés ne satisfaisant pas aux critères de la comptabilité de couverture sont immédiatement comptabilisées au compte de résultat dans les autres produits et charges financiers.

### NOTE 2.12. STOCKS

Les stocks sont comptabilisés à leur coût ou à leur valeur nette de réalisation, si celle-ci est inférieure. Le coût est déterminé selon la méthode du coût moyen pondéré. Le coût des produits finis englobe les coûts de conception, les matières premières, les coûts directs y compris les coûts logistiques jusqu'à l'entrée des produits dans les magasins et les escomptes reçus des fournisseurs. Il ne comprend pas les coûts d'emprunt. La valeur nette de réalisation représente le prix de vente estimé dans des conditions d'activité normales, déduction faite des frais marginaux de vente.

A chaque clôture (annuelle ou semestrielle), le Groupe déprécie le cas échéant ses stocks, y compris les stocks relatifs à la collection en cours de telle sorte qu'ils soient valorisés à la valeur nette de réalisation. Cette valeur est déterminée en constatant les pertes réelles supportées par le Groupe au cours des périodes de promotions qui suivent chaque fin de saison commerciale, puis en estimant sur la base de ces pertes réelles les pertes restant à courir sur les produits à vendre en magasin et sur les produits à vendre chez des soldeurs.

### NOTE 2.13. CLIENTS ET AUTRES DÉBITEURS

Les créances clients sont initialement comptabilisées à leur juste valeur, puis ultérieurement évaluées à leur coût amorti à l'aide de la méthode du taux d'intérêt effectif, déduction faite des provisions pour dépréciation. Une provision pour dépréciation des créances clients est constituée lorsqu'il existe un

indicateur objectif de l'incapacité du Groupe à recouvrer l'intégralité des montants dus dans les conditions initialement prévues lors de la transaction. Des difficultés financières importantes rencontrées par le débiteur, la probabilité d'une faillite ou d'une restructuration financière du débiteur et une défaillance ou un défaut de paiement constituent des indicateurs de dépréciation d'une créance. Le montant de la provision représente la différence entre la valeur comptable de l'actif et la valeur des flux de trésorerie futurs estimés, actualisée au taux d'intérêt effectif initial. La valeur comptable de l'actif est diminuée via un compte de provision et le montant de la perte est comptabilisé au compte de résultat en Autres produits et charges d'exploitation. Lorsqu'une créance est irrécouvrable, elle est dé-comptabilisée en contrepartie de la reprise de la provision pour dépréciation des créances. Les recouvrements de créances précédemment dé-comptabilisées sont crédités dans les Autres produits et charges d'exploitation au compte de résultat.

#### NOTE 2.14. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

La rubrique « Trésorerie et équivalents de trésorerie » comprend les liquidités, les dépôts bancaires à vue, les autres placements à court terme très liquides ayant des échéances initiales inférieures ou égales à trois mois et les découverts bancaires. Les découverts bancaires figurent au bilan, dans les « emprunts », en passif courant.

Dans le tableau des flux de trésorerie, le poste « Trésorerie et équivalents de trésorerie » inclut les variations de juste valeur des actifs présentés en trésorerie et équivalents de trésorerie ainsi que les découverts bancaires à court terme.

#### NOTE 2.15. IMPÔTS DIFFÉRÉS

Les impôts différés sont comptabilisés selon l'approche bilantielle de la méthode du report variable, pour l'ensemble des différences temporelles entre la base fiscale des actifs et passifs et leur valeur comptable dans les états financiers consolidés. Toutefois, aucun impôt différé n'est comptabilisé s'il naît de la comptabilisation initiale du goodwill ou de la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif lié à une transaction, autre qu'un regroupement d'entreprises, qui, au moment de la transaction, n'affecte ni le résultat comptable, ni le résultat fiscal. Les impôts différés sont déterminés sur la base des taux d'impôt (et des réglementations fiscales) qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture et dont il est prévu qu'ils s'appliqueront lorsque l'actif d'impôt différé concerné sera réalisé ou le passif d'impôt différé réglé.

Les actifs d'impôts différés sont constatés dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable futur sera disponible, qui permettra d'imputer les différences temporelles. Des impôts différés sont constatés au titre des différences temporelles liées à des participations dans des filiales et des entreprises associées, sauf lorsque le calendrier de renversement de ces différences temporelles est contrôlé par le Groupe et qu'il est probable que ce renversement n'interviendra pas dans un avenir proche.

#### NOTE 2.16. CAPITAL APPORTÉ

##### Note 2.16.1. Plans de souscription et d'achat d'actions à prix unitaire convenu

Conformément à la norme IFRS 2, seuls les plans accordés après le 7 novembre 2002 et dont les droits n'étaient pas acquis au 1<sup>er</sup> janvier 2005 sont évalués et comptabilisés en charges de personnel. Les plans antérieurs au 7 novembre 2002 ne sont pas évalués et restent non comptabilisés. Le Groupe n'a aucun plan actif mis en place postérieurement au 7 novembre 2002.

##### Note 2.16.2. Actions propres

Les actions propres détenues par le Groupe sont enregistrées à leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres consolidés. Le produit de la cession éventuelle des actions propres, net des



effets d'impôt, est comptabilisé directement en capitaux propres, n'affectant pas le résultat de l'exercice.

#### Note 2.16.3. Capitaux propres

Les capitaux propres comprennent le capital social, les primes d'émission, les résultats non distribués, les écarts de réévaluations, les réserves de conversion et les réserves liées aux couvertures de flux de trésorerie.

Le Groupe n'a pas émis de titres subordonnés qu'il considère comme étant une composante des capitaux propres « ajustés ».

#### NOTE 2.17. RÉSULTAT PAR ACTION

Le Groupe présente un résultat de base par action et un résultat par action dilué. Ces informations sont également déclinées à partir du résultat des activités poursuivies ainsi que du résultat des activités abandonnées, le cas échéant.

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net part du Groupe de l'exercice, diminué des propositions d'attribution aux associés commandités, par le nombre moyen pondéré d'actions composant le capital en circulation pendant l'exercice. Le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice est le nombre d'actions ordinaires en circulation au début de l'exercice, ajusté du nombre d'actions ordinaires rachetées ou émises au cours de l'exercice.

Le nombre d'actions retenu pour le calcul du résultat dilué tient compte de la conversion en actions ordinaires des instruments dilutifs en circulation à la clôture de la période et des actions ordinaires potentielles qui sont converties ou expirées à la date de clôture pour la période pendant laquelle elles étaient en circulation. Le résultat dilué est calculé à partir du résultat net part du Groupe diminué des propositions d'attribution aux associés commandités, corrigé du coût financier des instruments dilutifs de dette et de leur incidence sur la participation des salariés, nets de l'effet d'impôt correspondant.

Afin d'assurer la comparabilité des résultats par action présentés, les nombres moyens pondérés d'actions en circulation de l'exercice et également des exercices antérieurs sont ajustés en cas d'augmentation de capital effectuée à un cours inférieur au cours de marché.

Les actions propres portées en diminution des capitaux propres consolidés ne sont pas prises en compte dans le calcul des résultats par action.

En cas d'éléments non courants significatifs et de nature à perturber la lisibilité du résultat par action et du résultat dilué par action, un résultat net hors éléments non courants par action est calculé en corrigeant le résultat net part du Groupe des éléments non courants pour leur montant net d'intérêts non contrôlés. Les éléments non courants pris en compte pour ce calcul correspondent alors à l'ensemble des éléments inclus sur les lignes « autres produits et charges opérationnels » pour leur montant net d'impôt.

#### Note 2.18. PROVISIONS POUR COÛTS DE RESTRUCTURATION ET POUR ACTIONS EN JUSTICE

Les provisions pour coûts de restructuration et pour actions en justice sont comptabilisées lorsque le Groupe :

- est tenu par une obligation actuelle légale ou implicite découlant d'événements passés ;
- qu'il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation ;
- et que l'obligation peut être estimée de manière fiable.

Dans le cas des restructurations, une provision est constituée dès lors que la restructuration a fait l'objet d'un plan détaillé, et que le Groupe a, soit commencé à exécuter ce plan, soit l'a rendu public. Les provisions pour restructuration englobent les pénalités de résiliation de contrats de location et les indemnités de fin de contrat de travail. Les pertes opérationnelles futures ne sont pas provisionnées.

Le montant comptabilisé en provision est la meilleure estimation de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation à la date de clôture.

## NOTE 2.19. AVANTAGES DU PERSONNEL

### Note 2.19.1. Engagements de retraite

Les sociétés du Groupe disposent de différents régimes de retraite. Les régimes sont généralement financés par des cotisations versées à des compagnies d'assurance ou à d'autres fonds administrés et évalués sur la base de calculs actuariels périodiques. Le Groupe dispose de régimes à prestations définies et de régimes à cotisations définies.

Un régime à cotisations définies est un régime de retraite en vertu duquel le Groupe verse des cotisations fixes à une entité indépendante. Dans ce cas, le Groupe n'est tenu par aucune obligation légale ou implicite le contraignant à verser des cotisations supplémentaires dans l'hypothèse où les actifs ne suffiraient pas à payer, à l'ensemble des membres du personnel, les prestations dues au titre des services rendus durant l'exercice en cours et les exercices précédents. Les régimes de retraite qui ne sont pas des régimes à cotisations définies sont des régimes à prestations définies. Tel est le cas, par exemple, d'un régime qui définit le montant de la prestation de retraite qui sera perçue par un salarié lors de sa retraite, en fonction, en général, d'un ou de plusieurs facteurs, tels que l'âge, l'ancienneté et le salaire.

Le passif inscrit au bilan au titre des régimes de retraite et assimilés à prestations définies correspond à la valeur actualisée de l'obligation liée aux régimes à prestations définies à la clôture, déduction faite des actifs des régimes, ainsi que des ajustements au titre des coûts des services passés non comptabilisés. L'obligation au titre des régimes à prestations définies est calculée chaque année par des actuaires indépendants selon la méthode des unités de crédit projetées. La valeur actualisée de l'obligation au titre des régimes à prestations définies est déterminée en actualisant les décaissements de trésorerie futurs estimés sur la base d'un taux d'intérêt d'obligations d'entreprises de première catégorie, libellées dans la monnaie de paiement de la prestation et dont la durée avoisine la durée moyenne estimée de l'obligation de retraite concernée.

Un actif est comptabilisé pour les régimes à prestations définies financés dans le cadre d'une gestion externe (contrats d'assurance) qui présentent un excédent de la juste valeur des actifs par rapport à la valeur actualisée des obligations, après déduction des écarts actuariels cumulés ainsi que du coût des services passés non encore comptabilisés en résultat. Un actif net n'est enregistré au bilan du Groupe que dans la mesure où il correspond à un avantage économique futur réellement disponible pour le Groupe sous forme de remboursement en trésorerie ou de réduction des cotisations futures à verser au régime concerné.

Les gains et pertes actuariels, découlant d'ajustements liés à l'expérience et de modifications des hypothèses actuarielles, sont comptabilisés immédiatement et en totalité parmi les autres éléments résultat du résultat global (OCI) et sans possibilité de les recycler en résultat au cours des exercices ultérieurs.

Les coûts au titre des services passés sont immédiatement comptabilisés en résultat, à moins que les modifications du régime de retraite ne soient subordonnées au maintien des employés en activité pendant une période déterminée (la période d'acquisition des droits). Dans ce dernier cas, les coûts au titre des services passés sont amortis de façon linéaire sur cette période d'acquisition des droits.

S'agissant des régimes à cotisations définies, le Groupe verse des cotisations à des régimes d'assurance retraite publics ou privés sur une base obligatoire, contractuelle ou facultative. Une fois

les cotisations versées, le Groupe n'est tenu par aucun autre engagement de paiement. Les cotisations sont comptabilisées dans les charges liées aux avantages du personnel lorsqu'elles sont exigibles. Les cotisations payées d'avance sont comptabilisées à l'actif dans la mesure où ce paiement d'avance donne lieu à une diminution des paiements futurs ou à un remboursement en trésorerie.

#### Note 2.19.2. Indemnités de fin de contrat de travail

Les indemnités de fin de contrat de travail sont dues lorsque l'entreprise met fin au contrat de travail d'un salarié avant l'âge normal de son départ en retraite ou lorsqu'un salarié accepte de percevoir des indemnités dans le cadre d'un départ volontaire. Le Groupe comptabilise ces indemnités de fin de contrat de travail lorsqu'il est manifestement engagé soit à mettre fin au contrat de travail de membres du personnel conformément à un plan détaillé sans possibilité réelle de se rétracter, soit à accorder des indemnités de fin de contrat de travail suite à une offre faite pour encourager les départs volontaires. Les indemnités payables plus de 12 mois après la clôture sont ramenées à leur valeur actualisée.

#### Note 2.19.3. Plans d'intéressement, de primes et autres engagements sociaux

Le Groupe comptabilise un passif et une charge au titre des intéressements et des primes, sur la base d'une formule qui tient compte du bénéfice revenant aux actionnaires du Groupe, après certains ajustements. Le Groupe comptabilise une provision lorsqu'il a une obligation contractuelle ou si, du fait d'une pratique passée, il existe une obligation implicite. Pour les filiales françaises, le Groupe constate un engagement au titre du versement de primes à l'occasion de la remise des médailles du travail (Note 15.2)

#### NOTE 2.20. EMPRUNTS

Les emprunts sont initialement comptabilisés à leur juste valeur, nette des coûts de transaction encourus. Les emprunts sont ultérieurement évalués à leur coût amorti. Toute différence entre les produits (nets des coûts de transaction) et la valeur de remboursement est comptabilisée au compte de résultat sur la durée de l'emprunt selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les emprunts sont classés en passifs courants, sauf lorsque le Groupe dispose d'un droit inconditionnel de différer le règlement de la dette au minimum 12 mois après la date de clôture, auquel cas ces emprunts sont classés en passifs non courants.

#### NOTE 2.21. DÉFINITION DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET

La notion d'endettement financier net utilisée par le Groupe est constituée de l'endettement financier brut diminué de la trésorerie nette.

L'endettement financier brut est constitué des passifs financiers à long terme et court terme, des instruments de couverture de juste valeur inscrits au bilan relatifs aux passifs constitutifs de l'endettement financier brut ainsi que des intérêts courus afférents.

La trésorerie nette est constituée des disponibilités, placements à court terme de moins de trois mois, aisément convertibles en un montant connu de liquidités et non soumis à des risques significatifs de variation de valeur, diminués des découverts bancaires. Les intérêts courus non échus se rapportant aux éléments constitutifs de la trésorerie nette sont intégrés à la trésorerie nette.

#### NOTE 2.22. FOURNISSEURS

Les dettes fournisseurs sont initialement comptabilisées à leur juste valeur et ultérieurement évaluées à leur coût amorti à l'aide de la méthode du taux d'intérêt effectif.

## NOTE 2.23. ACTIFS NON COURANTS (OU GROUPES D'ACTIFS) DÉTENUS EN VUE DE LA VENTE ET ACTIVITÉS ABANDONNÉES

Les actifs non courants (ou groupes d'actifs) détenus en vue de la vente qui font l'objet d'une présentation sur une ligne à part à l'actif et au passif du bilan, sont évalués et comptabilisés au montant le plus bas entre leur valeur comptable et leur juste valeur diminuée des coûts nécessaires à la réalisation de la vente.

Un actif non courant (ou groupe d'actifs) est classé en « actif détenu en vue de la vente » seulement si la vente est hautement probable dans un délai inférieur à 12 mois, si l'actif est disponible en vue d'une vente immédiate dans son état actuel et si un plan de vente de l'actif a été engagé par la direction.

Une activité abandonnée est une composante de l'activité du Groupe qui représente une ligne d'activité ou une région géographique principale et distincte, qui a été cédée ou qui est détenue en vue de la vente. Les activités abandonnées sont présentées sur une seule ligne du compte de résultat comprenant le résultat net après impôt des activités abandonnées jusqu'à la date de cession et le profit ou la perte après impôt résultant de la cession ou de l'évaluation à la juste valeur diminuée des coûts de la vente des actifs et passifs constituant les activités abandonnées.

## NOTE 2.24. PRINCIPES DE PRÉSENTATION DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

### Note 2.24.1. Compte de résultat

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2009, le Groupe a décidé de présenter son compte de résultat consolidé par fonction. Cette présentation est sans effet sur les principales méthodes comptables appliquées par le Groupe.

#### Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires comprend la vente des produits finis et revenus des marques après déduction des remises, ristournes et des effets de la fidélisation de la clientèle (carte de fidélité).

Par ailleurs, les sociétés du Groupe peuvent reprendre auprès de leurs clientes et distributeurs les produits invendus ou abîmés. Lorsque cette pratique est établie, les ventes enregistrées sont diminuées d'un montant correspondant à une estimation de ces retours, en contrepartie de la réduction des créances clients et d'une inscription en stocks. Le taux de retour retenu pour l'établissement de ces estimations est calculé sur la base de statistiques.

#### Coût des ventes

Le coût des ventes englobe le coût de revient des produits vendus déterminé conformément à la note 2.12.

#### Coûts de distribution

Les coûts de distribution englobent les charges opérationnelles liées principalement au fonctionnement des magasins, des directions commerciales, marketing et des enseignes.

#### Charges administratives

Les charges administratives représentent l'ensemble des frais liés au fonctionnement des directions générales finances, ressources humaines et de la Gérance.

#### Autres produits et charges d'exploitation

Les autres produits et charges d'exploitation englobent principalement les dotations nettes aux provisions pour pertes de valeurs sur immobilisations corporelles et incorporelles, les plus (ou moins) values sur cessions d'actifs non courants liés à l'exploitation et les revenus immobiliers locatifs.

### Autres produits et charges opérationnels

Les opérations non courantes de montant significatif et pouvant nuire à la lisibilité de la performance opérationnelle courante sont classées en « autres produits et charges opérationnels ».

Elles comprennent notamment :

- les plus ou moins values de cessions ou dépréciations importantes et inhabituelles d'actifs, corporels ou incorporels ;
- les coûts de restructuration résultant de plans dont le caractère inhabituel et l'importance perturbent la lisibilité du résultat opérationnel courant ;
- les provisions de matérialité très significative.

### EBITDA

Le Groupe utilise, pour le suivi de sa performance opérationnelle, un solde intermédiaire de gestion intitulé « EBITDA ». Cet indicateur financier correspond au Résultat Opérationnel Courant

- augmenté :
  - des dotations aux amortissements et pertes de valeurs sur des immobilisations corporelles et incorporelles
  - des dépréciations des actifs courants
  - des dotations aux provisions pour risques et charges
  - des moins values de cessions des immobilisations corporelles et incorporelles
- et diminué :
  - des reprises de pertes de valeurs sur des immobilisations incorporelles et corporelles
  - des reprises de provisions sur actifs courants
  - des reprises de provisions pour risques et charges
  - des plus values sur cessions des immobilisations corporelles et incorporelles.

### Résultat financier

Le poste « résultat financier » est ventilé en :

- Coût de l'endettement financier net qui correspond à la charge d'intérêts sur les dettes financières à long terme et sur les crédits à court terme, diminuée des produits financiers enregistrés sur les placements de trésorerie.
- Un solde intitulé « autres produits et charges financiers » qui comprend les produits et charges de nature financière qui ne sont pas de nature opérationnelle et ne font pas partie du coût de l'endettement financier net, notamment :
  - Les gains (pertes) de change
  - La part inefficace des couvertures de flux de trésorerie
  - La charge d'intérêts liée aux engagements de retraite et assimilés
  - Les effets de l'actualisation des actifs et passifs financiers.

### Charge d'impôt

La charge d'impôt englobe le montant :

- des impôts exigibles sur les bénéfices payables ou recouvrables sur l'exercice ;
- des impôts différés sur les bénéfices payables ou recouvrables au cours d'exercices futurs au titre des différences temporelles et du report en avant des pertes fiscales ou de crédit d'impôt inutilisés ; et
- des impôts sur le résultat conformément à la norme IAS 12.2 (« impôts dus sur la base des bénéfices imposables »). Ainsi, les entités françaises enregistrent dans cette rubrique le montant de leur Cotisation à la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) due et introduite par la loi de Finance pour 2010.

#### Note 2.24.2. Bilan

Les actifs et les passifs sont classés en éléments courants lorsque leur date attendue de recouvrement ou de règlement intervient dans un délai de douze mois à compter de la date d'arrêté comptable ou lorsque le Groupe s'attend à les réaliser ou régler dans le cadre du cycle normal de l'activité.

#### Note 2.24.3. Informations sectorielles

- Le secteur opérationnel « Europe » regroupe les activités des marques ETAM et 123 exploitées dans les zones suivantes :
  - o La France,
  - o Les autres pays de l'Europe dont les principaux sont : l'Espagne, le Portugal, l'Allemagne, le Benelux, l'Italie, la Pologne et la Suisse.La marque ETAM regroupe les activités de lingerie et de prêt-à-porter.
- Le secteur opérationnel « Chine » regroupe toutes les activités des marques du Groupe exploitées en Chine.

#### NOTE 2.25. ÉVOLUTION DU PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

En France, le Groupe a procédé à la liquidation amiable des sociétés AMEC et SCI Bordeaux.

### **NOTE 3 - GOODWILL**

#### Goodwill en valeurs nettes

<i>(en milliers d'euros)</i>	2012			2011		
	Valeurs Brutes	Dépréciations	Valeurs Nettes	Valeurs Brutes	Dépréciations	Valeurs Nettes
Goodwill	12 629	8 432	4 197	12 292	8 095	4 197
<b>Total</b>	<b>12 629</b>	<b>8 432</b>	<b>4 197</b>	<b>12 292</b>	<b>8 095</b>	<b>4 197</b>

#### Goodwill : variations de l'exercice

<i>(en milliers d'euros)</i>	Valeurs brutes	Dépréciations	Valeurs nettes
Valeur au 31 décembre 2010	12 549	8 095	4 197
Acquisition	0	0	0
Cession	(257)	0	(257)
Valeur au 31 décembre 2011	12 292	8 095	4 197
Acquisition	0	0	0
Cession	337	(337)	0
<b>Valeur au 31 décembre 2012</b>	<b>12 629</b>	<b>8 432</b>	<b>4 197</b>

Les goodwill concernent uniquement le secteur opérationnel Europe. La méthodologie des tests de dépréciation est décrite en note 2.8 et les hypothèses retenues sont présentées en note 6.1.2  
Les tests de dépréciation sont réalisés au niveau de chaque magasin.

## NOTE 4 - IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

### Immobilisations incorporelles par nature

<i>(en milliers d'euros)</i>	2012			2011		
	Valeurs brutes	Amortissements/dépréciations	Valeurs Nettes	Valeurs brutes	Amortissement s/dépréciations	Valeurs Nettes
Droit au bail et assimilés	244 422	7 762	236 660	258 433	6 230	252 203
Logiciels	38 742	32 972	5 770	36 310	30 800	5 510
Marques et licences	1 178	-	1 178	1 178	-	1 178
Autres immobilisations incorporelles	2 125	491	1 633	1 246	369	877
<b>TOTAL</b>	<b>286 467</b>	<b>41 226</b>	<b>245 241</b>	<b>297 167</b>	<b>37 399</b>	<b>259 768</b>

### Immobilisations incorporelles : variations de l'exercice

#### Valeurs brutes

<i>(en milliers d'euros) :</i>	Droit au bail et assimilés					
	France	Autres pays Européens	Total	Logiciels	Marques et licences	Autres immobilisations incorporelles
Valeur brute au 31 décembre 2010	238 647	23 647	262 294	34 504	1 178	1 452
Acquisitions	11 291	0	11 291	1 207	0	477
Réévaluations créditées/débitées en autres éléments du résultat global	(8 876)	(697)	(9 573)	0	0	0
Pertes de valeurs comptabilisées en charges	(2 522)	0	(2 522)	0	0	0
Reprises de pertes de valeurs au compte de résultat	804	(5)	799	0	0	0
Actifs détenus en vue d'être cédés	0	(2 474)	(2 474)	0	0	0
Cession et mises hors services	(1 181)	(440)	(1 621)	(4)	0	0
Effets de variations de change		(61)	(61)	82	0	0
Autres variations	248	52	300	521	0	(683)
Valeur brute au 31 décembre 2011	238 411	20 022	258 433	36 310	1 178	1 246
Acquisitions	2 736	88	2 825	1 385	0	2 229
Réévaluations créditées/débitées en autres éléments du résultat global	(10 646)	(433)	(11 079)			
Pertes de valeurs comptabilisées en charges	(520)		(520)			
Reprises de pertes de valeurs au compte de résultat						
Actifs détenus en vue d'être cédés						
Cession et mises hors services	(4 919)	(405)	(5 324)	(305)	0	0
Effets de variations de change		75	75	(22)	0	(1)
Autres variations	4	8	13	1 374	0	(1 350)
<b>Valeur brute au 31 décembre 2012</b>	<b>225 066</b>	<b>19 356</b>	<b>244 422</b>	<b>38 742</b>	<b>1 178</b>	<b>2 125</b>

## Amortissements et pertes de valeurs

(en milliers d'euros)	Droit au bail et assimilés			Logiciels	Marques et licences	Autres immobilisations incorporelles
	France	Autres pays Européens	Total			
Amortissements et dépréciations au 31 décembre 2010	0	7 411	7 411	28 245	0	248
Amortissements comptabilisés au cours de la période	0	2 059	2 059	2 522	0	121
Réévaluations créditées/débitées en autres éléments du résultat global	0	(2 055)	(2 055)	0	0	0
Pertes de valeurs comptabilisées en charges	0	0	0	0	0	0
Reprises de pertes de valeurs au compte de résultat	0	(25)	(25)	0	0	0
Actifs détenus en vue d'être cédés	0	(697)	(697)	0	0	0
Cessions et mises hors services	0	(440)	(440)	(4)	0	0
Effets de variations de change	0	(9)	(9)	37	0	0
Autres variations	0	(14)	(14)	0	0	0
Amortissements et dépréciations au 31 décembre 2011	0	6230	6230	30800	0	369
Amortissements comptabilisés au cours de la période	0	1 969	1 969	2 327	0	123
Réévaluations créditées/débitées en autres éléments du résultat global	0	(634)	(634)	0		
Pertes de valeurs comptabilisées en charges	0	400	400			
Reprises de pertes de valeurs au compte de résultat	0					
Actifs détenus en vue d'être cédés	0					
Cessions et mises hors services	0	(230)	(230)	(132)	0	0
Effets de variations de change	0	27	27	(7)	0	(1)
Autres variations	0	(0)	(0)	(17)	0	0
<b>Amortissements et dépréciations au 31 décembre 2012</b>	<b>0</b>	<b>7 762</b>	<b>7 762</b>	<b>32 972</b>	<b>0</b>	<b>491</b>

## Valeurs nettes des immobilisations incorporelles par nature au coût historique

Le tableau ci-dessous indique les montants des immobilisations incorporelles nettes par nature si celles-ci étaient maintenues à leur coût historique (concerne les droits au bail et assimilés).

(en milliers d'euros)	2012	2011
Droits au bail & assimilés	130 889	133 180
Logiciels	5 770	5 510
Marques & licences	1 178	1 178
Autres immobilisations incorporelles	1 633	877
<b>TOTAL immobilisations incorporelles</b>	<b>139 470</b>	<b>140 746</b>

## NOTE 5 - IMMOBILISATIONS CORPORELLES

### Immobilisations corporelles par nature

(en milliers d'euros)	2012			2011		
	Valeurs Brutes	Amortissements/ Dépréciations	Valeurs Nettes	Valeurs Brutes	Amortissements/ Dépréciations	Valeurs Nettes
Terrains	50 148	0	50 148	49 156	0	49 156
Constructions	187 452	44 926	142 525	188 458	41 454	147 004
Agencements magasins	244 977	194 885	50 092	241 770	174 951	66 819
Installations techniques, matériels et outillages industriels	19 136	16 845	2 290	18 833	16 407	2 426
Autres immobilisations corporelles et en cours	41 800	30 039	11 762	40 732	28 646	12 086
<b>Total immobilisations corporelles</b>	<b>543 513</b>	<b>286 695</b>	<b>256 817</b>	<b>538 949</b>	<b>261 458</b>	<b>277 491</b>



## Immobilisations corporelles : variations de l'exercice

### Valeurs brutes

<i>(en milliers d'euros)</i>	Terrains & constructions	Agencements magasins	Installations techniques, matériel & outillage	Autres immobilisations et en-cours
Valeur brute au 31 décembre 2010	241 250	224 079	18 591	37 701
Acquisitions	4 435	17 117	269	19 701
Réévaluations créditées/débitées en autres éléments du résultat global	(1 184)	0	0	0
Pertes de valeurs comptabilisées en charges	(95)	0	0	0
Reprises de pertes de valeurs au compte de résultat	(144)	0	0	0
Effets des variations de périmètre	0	0	0	0
Actifs détenus en vue d'être cédés	(19)	(1 872)	(0)	(136)
Cessions et mises hors service	(7 377)	(17 347)	(99)	(282)
Effets de variations de change	0	3 787	33	748
Autres variations	748	16 006	40	(17 001)
Valeur brute au 31 décembre 2011	237 614	241 770	18 833	40 732
Acquisitions	4 154	26 786	459	2 894
Réévaluations créditées/débitées en autres éléments du résultat global	736	0	0	0
Pertes de valeurs comptabilisées en charges	0	0	0	0
Reprises de pertes de valeurs au compte de résultat	0	0	0	0
Effets des variations de périmètre	0	0	0	0
Actifs détenus en vue d'être cédés	0	0	0	0
Cessions et mises hors service	(4 951)	(26 163)	(197)	(417)
Effets de variations de change	0	(330)	(0)	(34)
Autres variations	47	2 914	41	(1 375)
<b>Valeur brute au 31 décembre 2012</b>	<b>237 599</b>	<b>244 977</b>	<b>19 136</b>	<b>41 800</b>

## Amortissements et pertes de valeurs

<i>(en milliers d'euros)</i>	Terrains & constructions	Agencements magasins	Installations techniques, matériel & outillage	Autres immobilisations et en-cours
Amortissements et dépréciations au 31 décembre 2010	40 369	147 848	15 878	26 862
Amortissements comptabilisés au cours de la période	6 819	34 260	615	1 880
Réévaluations créditées/débitées en autres éléments du résultat global	(1 431)	0	0	0
Pertes de valeurs comptabilisées en charges	0	8 220	4	49
Reprises de pertes de valeurs au compte de résultat	(1 092)	(1 898)	0	0
Actifs détenus en vue d'être cédés	(15)	(778)	0	(106)
Cessions et mises hors service	(3 250)	(15 107)	(90)	(269)
Effets de variations de change	0	2 421	23	280
Autres variations	55	(14)	(23)	(50)
Amortissements et dépréciations au 31 décembre 2011	41 454	174 951	16 407	28 646
Amortissements comptabilisés au cours de la période	6 849	36 358	533	1 626
Réévaluations créditées/débitées en autres éléments du résultat global	(719)	0	0	0
Pertes de valeurs comptabilisées en charges	0	10 653	0	0
Reprises de pertes de valeurs au compte de résultat	0	(4 712)	(3)	(19)
Actifs détenus en vue d'être cédés	(45)	(102)	0	0
Cessions et mises hors service	(2 635)	(23 277)	(160)	(339)
Effets de variations de change	0	(245)	1	(8)
Autres variations	23	1 260	66	133
<b>Amortissements et dépréciations au 31 décembre 2012</b>	<b>44 926</b>	<b>194 885</b>	<b>16 844</b>	<b>30 039</b>

## Valeurs nettes des immobilisations corporelles par nature au coût historique

Le tableau ci-dessous indique les montants des immobilisations corporelles nettes par nature s'ils étaient maintenus à leur coût historique (concerne les terrains et constructions) :

<i>(en milliers d'euros)</i>	2012 Valeurs Nettes	2011 Valeurs Nettes
Terrains et constructions	101 533	105 997
Agencements magasins	50 092	66 819
Installations techniques, matériel et outillage	2 290	2 426
Autres immobilisations corporelles et en-cours	11 762	12 105
<b>TOTAL immobilisations corporelles</b>	<b>165 677</b>	<b>187 347</b>

## Immobilisations corporelles en location-financement

Le tableau ci-dessous indique la part des immobilisations corporelles du Groupe acquis en vertu de contrats de location financement.

<i>(en milliers d'euros)</i>	2012			2011		
	Valeurs Brutes	Amortissements et dépréciations	Valeurs Nettes	Valeurs Brutes	Amortissements et dépréciations	Valeurs Nettes
Terrains	23 995	0	23 995	23 940	0	23 940
Constructions	74 266	6 832	67 434	73 815	4 436	69 379
Agencements magasins	0	0	0	0	0	0
Installations techniques, matériel et outillage	48	23	25	23	23	0
Autres immobilisations corporelles et en-cours	4 079	4 079	0	4 079	4 058	21
<b>TOTAL Immobilisations en location-financement</b>	<b>102 388</b>	<b>10 934</b>	<b>91 453</b>	<b>101 857</b>	<b>8 517</b>	<b>93 341</b>

## **NOTE 6 - TEST DE DÉPRÉCIATION DES ACTIFS NON FINANCIERS**

Les principes de dépréciation des actifs non financiers sont détaillés dans la Note 2.8.

### **NOTE 6.1. HYPOTHÈSES RETENUES POUR LES TESTS DE DÉPRÉCIATION**

Les projections des flux de trésorerie des UGT, en termes de chiffre d'affaires et marges opérationnelles, sont établies sur la base des budgets et des plans d'affaires à horizon de trois ans, validés par la direction.

Les taux de progression des flux de trésorerie attendus sont déterminés pour chaque secteur opérationnel puis adaptés par activité composant ledit secteur opérationnel.

Pour le calcul de la valeur d'utilité de l'unité génératrice de trésorerie, le taux d'actualisation avant impôt appliqué aux projections de flux de trésorerie est de 9,03% en 2012 et de 9,23% en 2011.

#### **Note 6.1.1. Test de dépréciation des UGT sans goodwill**

Les tests de dépréciation réalisés par la méthode des flux de trésorerie actualisés générés par les magasins portent sur des agencements et aménagements de concept des magasins, c'est-à-dire sur la catégorie des actifs qui ne sont pas évalués selon la méthode comptable de la réévaluation. Pour ces tests, les flux de trésorerie sont estimés sur une période explicite de 7 ans. Aucune valeur terminale n'est prise en compte.

La variation de 100 points du taux d'actualisation utilisé, n'a pas d'impact significatif dans les états financiers du Groupe.

#### **Note 6.1.2. Test de dépréciation des UGT avec goodwill**

Pour tester les UGT avec les goodwill associés, le Groupe a retenu un taux de croissance à l'infini des flux de trésorerie, au-delà de la période de 7 ans, de 2%. Aucune perte de valeur n'a été constatée sur les goodwill par le Groupe au 31 décembre 2012.

La variation de 100 points du taux d'actualisation utilisé, n'a pas d'impact significatif dans les états financiers du Groupe.

#### **Note 6.1.3. Dépréciation exceptionnelle complémentaire des agencements et installations du magasin Rivoli**

Au 31 décembre 2011, le Groupe avait comptabilisé une perte de valeur sur les agencements, installations et travaux gros-œuvre du magasin Rivoli pour un montant de 5 062 milliers d'euros pour une insuffisance de sa valeur recouvrable et donc de sa rentabilité, par rapport à la valeur comptable des ses actifs, liée aux changements intervenus dans les supports de communication du Groupe et à une évolution défavorable des conditions de marché de l'environnement géographique proche.

Au 31 décembre 2012, Le Groupe a acté une perte de valeur complémentaire de 1 952 milliers d'euros sur les agencements, installations et travaux gros-œuvre du magasin Rivoli ETAM, non cessibles et non utilisables, traduisant la décision de fermeture de ce magasin prise en décembre 2012 par la direction pour impossibilité de renouveler le contrat de bail aux conditions de loyer permettant une exploitation rentable de ce magasin.

Cette perte de valeur complémentaire a été comptabilisée dans les autres produits et charges opérationnels.

## NOTE 7- PARTICIPATION DANS LES ENTREPRISES ASSOCIÉES

La valeur de la participation du Groupe dans MOA s'élève au 31 décembre 2012 à :

<i>(en milliers d'euros)</i>	2012			2011		
	Valeurs brutes	Dépréciations	Valeurs nettes	Valeurs brutes	Dépréciations	Valeurs nettes
<b>A l'ouverture de l'exercice</b>	<b>2 958</b>	<b>(1 400)</b>	<b>1 558</b>	<b>3 200</b>	<b>(1 400)</b>	<b>1 800</b>
Part dans le résultat de l'exercice	(760)	(798)	(1 558)	(242)	0	(242)
Augmentation de capital	0	0	0	0	0	0
Autres variations	0	0	0	0	0	0
<b>TOTAL à la clôture</b>	<b>2 198</b>	<b>(2 198)</b>	<b>0</b>	<b>2 958</b>	<b>(1 400)</b>	<b>1 558</b>

Au 31 décembre 2012, les perspectives de rentabilité de la société MOA étant incertaines, le Groupe a décidé de déprécier la totalité de sa participation dans MOA y compris le goodwill résiduel.

## NOTE 8 - ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS

Actifs financiers non courants par nature

<i>(en milliers d'euros)</i>	2012			2011		
	Valeurs Brutes	Pertes de valeur	Valeurs Nettes	Valeurs Brutes	Pertes de valeur	Valeurs Nettes
Titres de participations	938	157	781	313	157	156
Prêts et autres créances	1 436	143	1 293	1 436	144	1 292
Dépôts et cautionnements versés	20 217	86	20 132	19 296	86	19 210
<b>Total Actifs financiers non courants</b>	<b>22 592</b>	<b>386</b>	<b>22 206</b>	<b>21 045</b>	<b>387</b>	<b>20 658</b>

Actifs financiers non courants : variations de l'exercice

<i>(en milliers d'euros)</i>	Titres de participations	Prêts et autres créances	Dépôts et cautionnements versés
Valeur nette au 31 décembre 2010	<b>156</b>	<b>1 325</b>	<b>18 259</b>
Acquisitions	0	1	1 645
Cessions/Remboursements	0	0	(714)
Effets des variations de périmètre	0	0	(7)
Effets des variations de change	0	(2)	(4)
Autres variations		(32)	31
Valeur nette au 31 décembre 2011	<b>156</b>	<b>1 292</b>	<b>19 210</b>
Acquisitions	625	0	2 420
Cessions/Remboursements	0	0	(1 503)
Effets des variations de périmètre	0		(32)
Effets des variations de change	0	(0)	6
Autres variations	0	1	30
<b>Valeur nette au 31 décembre 2012</b>	<b>781</b>	<b>1 293</b>	<b>20 131</b>

## NOTE 9 - STOCKS

<i>(en milliers d'euros)</i>	2012			2011		
	Valeurs Brutes	Pertes de valeur	Valeurs Nettes	Valeurs Brutes	Pertes de valeur	Valeurs Nettes
Matières premières et autres approvisionnements	19 188	5 661	13 527	19 719	7 460	12 259
En-cours de production de biens	3 060	0	3 060	5 740	0	5 740
Produits finis	126 627	19 871	106 756	107 411	11 669	95 742
Marchandises	117 776	20 221	97 555	108 504	18 250	90 254
Perte d'inventaire		2 366	(2 366)		2 026	(2 026)
<b>TOTAL</b>	<b>266 651</b>	<b>48 120</b>	<b>218 531</b>	<b>241 374</b>	<b>39 405</b>	<b>201 969</b>

### Stocks : variations de l'exercice

<i>(en milliers d'euros)</i>	Valeurs Brutes	Pertes de valeur	Valeurs Nettes
Solde au 31 décembre 2010	256 365	37 901	218 464
Variations du stock brut	(23 367)		(23 367)
Variations de la provision pour dépréciation		341	(341)
Actifs détenus en vue d'être cédés	(717)	(54)	(663)
Effets des variations de change	9 093	1 217	7 876
Autres variations	0	0	0
Solde au 31 décembre 2011	241 374	39 405	201 969
Variations du stock brut	26 642		26 642
Variations de la provision pour dépréciation		9 182	(9 182)
Actifs détenus en vue d'être cédés	0	0	0
Effets des variations de change	(1 136)	(277)	(858)
Autres variations	(229)	(190)	(39)
<b>Solde au 31 décembre 2012</b>	<b>266 651</b>	<b>48 120</b>	<b>218 531</b>

## NOTE 10 - CLIENTS

Les créances au bilan sont principalement liées :

- aux créances sur les affiliés en fin de période (prélèvement du chiffre d'affaires réalisé en début de période suivante),
- aux créances sur les grands magasins en Chine, qui disposent de termes de paiement pour reverser le chiffre d'affaires nette de commissions au Groupe et,
- aux créances sur les franchisés internationaux.

Au 31 décembre, les créances commerciales se répartissent comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	2012			2011		
	Valeurs brutes	Pertes de valeur	Valeurs nettes	Valeurs brutes	Pertes de valeur	Valeurs nettes
Affiliés	7 834	0	7 834	6 541	65	6 476
Franchises internationales	15 401	1 055	14 346	14 085	628	13 457
Grands magasins	62 900	2 818	60 081	71 020	2 584	68 436
Autres clients	294	83	211	235	7	228
<b>Total des créances clients</b>	<b>86 428</b>	<b>3 956</b>	<b>82 472</b>	<b>91 881</b>	<b>3 284</b>	<b>88 597</b>

Le risque de crédit est pour l'essentiel concentré sur les franchises internationales. La politique du Groupe est de couvrir son exposition en obtenant des garanties bancaires et/ou des couvertures auprès d'assureurs crédit sur les encours significatifs.

Le tableau ci-après donne l'antériorité des créances sur les franchises internationales :

<i>(en milliers d'euros)</i>	2012			2011		
	Valeurs brutes	Dépréciations	Valeurs nettes	Valeurs brutes	Dépréciations	Valeurs nettes
Non échues	7 182		7 182	7 093		7 093
Echues depuis 30 jours au plus	2 733		2 733	4 165		4 165
Echues depuis 30 jours mais moins de 180 jours	3 559		3 559	1 932		1 932
Echues depuis 180 jours mais moins de 360 jours	960	117	844	319	52	267
Echues depuis 360 jours	967	938	29	576	576	0
<b>TOTAL</b>	<b>15 401</b>	<b>1 055</b>	<b>14 346</b>	<b>14 085</b>	<b>628</b>	<b>13 457</b>

Le tableau ci-après donne l'antériorité des créances sur les affiliés :

<i>(en milliers d'euros)</i>	2012			2011		
	Valeurs brutes	Dépréciations	Valeurs nettes	Valeurs brutes	Dépréciations	Valeurs nettes
Non échues	6 669		6 669	4 540		4 540
Echues depuis 30 jours au plus	496		496	1 071		1 071
Echues depuis 30 jours mais moins de 180 jours	447		447	369		369
Echues depuis 180 jours mais moins de 360 jours	156		156	45		45
Echues depuis 360 jours	65		65	516	65	451
<b>TOTAL</b>	<b>7 834</b>	<b>0</b>	<b>7 834</b>	<b>6 541</b>	<b>65</b>	<b>6 476</b>

Le tableau ci-après donne l'antériorité des créances sur les Grands magasins :

<i>(en milliers d'euros)</i>	2012			2011		
	Valeurs brutes	Dépréciations	Valeurs nettes	Valeurs brutes	Dépréciations	Valeurs nettes
Non échues	47 107	113	46 993	54 953	247	54 706
Echues depuis 30 jours au plus	8 255		8 255	8 186		8 186
Echues depuis 30 jours mais moins de 180 jours	4 007	1 663	2 344	4 366	1 226	3 140
Echues depuis 180 jours mais moins de 360 jours	255	58	197	1 113	653	460
Echues depuis 360 jours	3 276	984	2 292	2 402	458	1 944
<b>TOTAL</b>	<b>62 900</b>	<b>2 818</b>	<b>60 081</b>	<b>71 020</b>	<b>2 584</b>	<b>68 436</b>

## NOTE 11 - AUTRES CRÉANCES

<i>(en milliers d'euros)</i>	2012			2011		
	Echéancier		Valeurs nettes	Echéancier		Valeurs nettes
	Moins de 1 an	Plus de 1 an		Moins de 1 an	Plus de 1 an	
Créances sociales et fiscales	10 348	8	10 356	11 697	1	11 698
Comptes courants débiteurs	158	0	158	283	0	283
Créances sur cessions d'immobilisations	10	0	10	0	0	0
Débiteurs divers	9 711	1 616	11 327	5 559	1 230	6 789
Provisions sur Débiteurs divers	(525)	0	(525)	(535)		(535)
<b>Total autres Créances</b>	<b>19 702</b>	<b>1 624</b>	<b>21 326</b>	<b>17 004</b>	<b>1 231</b>	<b>18 235</b>

## NOTE 12 - CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE

<i>(en milliers d'euros)</i>	2012			2011		
	Echéancier		Valeurs nettes	Echéancier		Valeurs nettes
	Moins de 1 an	Plus de 1 an		Moins de 1 an	Plus de 1 an	
Loyers constatés d'avance	16 949	0	16 949	16 856	0	16 856
Autres charges	472	399	871	1 031	0	1 031
<b>Total charges constatées d'avance</b>	<b>17 421</b>	<b>399</b>	<b>17 820</b>	<b>17 887</b>	<b>0</b>	<b>17 887</b>

## **NOTE 13 - TRÉSORERIE NETTE**

<i>(en milliers d'euros)</i>	2012	2011
Trésorerie et équivalents de trésorerie du bilan actif	118 422	87 461
Découverts bancaires et intérêts courus	(3 149)	(5 069)
<b>Total trésorerie et équivalents du tableau de flux de trésorerie</b>	<b>115 273</b>	<b>82 392</b>

## **NOTE 14 - CAPITAUX PROPRES**

### 14.1. CAPITAL SOCIAL

#### Note 14.1.1. Evolution du capital social

Au 31 décembre 2012, le capital social est de 12.169.313 € divisé en 7.982.547 actions.

#### Note 14.1.2. Droits de vote double

L'assemblée générale du 24 mars 1997 a modifié les statuts de la Société et précisé qu'un droit de vote double est attribué à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles est justifiée une inscription nominative au nom d'un même actionnaire depuis 4 ans au moins, ainsi qu'aux actions nominatives nouvelles attribuées gratuitement à un actionnaire en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices, primes d'émission, à raison des actions bénéficiant de ce droit. Ce droit de vote double cesse dès lors que les actions qui en bénéficient font l'objet d'une conversion au porteur ou d'un transfert, hormis tout transfert du nominatif au nominatif par voie de succession ou donation familiale.

Il n'existe pas d'obligation de déclaration de franchissement de seuils statutaires autres que les seuils visés à l'article L. 233-7 du Code de Commerce.

Note 14.1.3. Capital autorisé non émis au 31 décembre 2012

Nature de la délégation / autorisation	Date de l'AGE	Date d'expiration	Montant nominal d'augmentation de capital autorisé	Augmentation(s) réalisée(s) au cours de l'exercice ou des exercices antérieurs	Montant résiduel au jour de l'établissement du présent tableau
Délégation de compétence afin d'émettre des actions ordinaires et/ou valeurs mobilières donnant accès au capital et/ou donnant droit à l'attribution de titres de créance, avec maintien du DPS <sup>(1) (3)</sup>	20 mai 2011	19 juillet 2013	14 000 000 €	-	14 000 000 €
Délégation de compétence afin d'émettre des actions ordinaires et/ou valeurs mobilières donnant accès au capital et/ou donnant droit à l'attribution de titres de créance, avec suppression du DPS <sup>(1)</sup> par offre au public <sup>(4)</sup>	20 mai 2011	19 juillet 2013	10 000 000 €	-	10 000 000 €
Délégation de compétence afin d'émettre des actions ordinaires et/ou valeurs mobilières donnant accès au capital et/ou donnant droit à l'attribution de titres de créance, avec suppression du DPS au moyen d'un placement privé réservé à des investisseurs qualifiés ou à un cercle restreint d'investisseurs	20 mai 2011	19 juillet 2013	20 % du capital par an 2 400 000 € pour les titres de créances pouvant être émis	-	20 % du capital par an
Délégation de compétence afin d'augmenter le capital par incorporation de réserves, bénéfices, primes	20 mai 2011	19 juillet 2013	171 984 164 €	-	171 984 164 €
Délégation de compétence afin d'augmenter le capital en vue de rémunérer des apports en nature	20 mai 2011	19 juillet 2013	10 % du capital	-	10 % du capital
Autorisation d'émettre des stocks options <sup>(2)</sup>	20 mai 2011	19 juillet 2014	2 % du capital <sup>(2)</sup>	-	2 % du capital
Autorisation d'attribuer des actions gratuites <sup>(2)</sup>	20 mai 2011	19 juillet 2014	2 % du capital <sup>(2)</sup>	-	2 % du capital

(5) Droit Préférentiel de Souscription

(6) Plafond commun aux deux autorisations.

(7) Plafond commun aux délégations pour les valeurs mobilières

(8) Plafond commun aux délégations pour les valeurs mobilières

Note 14.1.4. Autorisation de rachat de ses propres actions par la Société

La Gérance a été autorisée par l'assemblée générale du 20 mai 2011 (treizième résolution à caractère ordinaire), pour une nouvelle période expirant lors de l'assemblée générale annuelle tenue en 2012, à procéder à l'achat, dans la limite légale, des actions de la Société, sans jamais pouvoir détenir plus de 10% du capital de la Société, étant précisé que le nombre d'actions acquises par la Société en vue de leur conservation et de leur remise ultérieure en paiement ou en échange dans le cadre d'une opération de fusion, de scission ou d'apport ne peut excéder 5% du capital. Le prix maximum d'achat a été fixé à 25 euros par actions et le montant maximal des fonds destinés à la réalisation du programme à 19.956.367 euros.



La Société n'a procédé à aucune opération d'achat ou de vente d'actions propres durant les exercices 2012 et 2011. Elle n'a pas de contrat de liquidité.

A ce jour, la Société ne détient aucune action propre

#### NOTE 14.2. DIVIDENDE

La distribution est éligible, pour les personnes physiques fiscalement domiciliées en France, à la réfaction de 40 % prévue à l'article 158-3 2° du Code Général des Impôts.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, au cours des trois derniers exercices les distributions de dividendes et autres revenus ont été les suivantes :

Au titre de l'exercice	Dividende par action	Revenus éligibles à la réfaction		Revenus non éligibles à la réfaction
		Dividende	Autres revenus distribués aux seuls commandités	
2009	0,00 €	0,00 €	1 627 929,38 €	-
2010	0,00 €	0,00 €	1 636 351,61 €	-
2011	0,00 €	0,00 €	1 658 788,31 €	
2012*	0,00 €	0,00 €	1 646 935,12 €	

*\* Soumis au vote de l'assemblée générale du 30 mai 2013*

Il sera proposé à la prochaine assemblée générale ordinaire des actionnaires, de ne pas distribuer de dividende.

#### NOTE 14.3. PLANS D'OPTIONS DE SOUSCRIPTION ET ATTRIBUTION D' ACTIONS GRATUITES

La société n'a consenti aucune option de souscription ou d'achat d'actions d'ETAM Développement aux mandataires sociaux ni aux salariés de la société au cours des exercices 2012 et 2011.

Au cours de l'exercice 2011, un paiement fondé sur les actions d'une filiale d'ETAM Développement a été accordé en rémunération de services passés à un dirigeant. Ces actions étant remboursables en cas de départ, l'avantage a été considéré comme un paiement se dénouant en trésorerie et a fait l'objet d'un classement en dette dans les comptes consolidés du Groupe. Cet avantage avait généré une charge de 2,0 millions d'euros et comptabilisée en charge de personnel dans le résultat opérationnel courant.

Il n'existe pas d'autre plan d'attribution de titres Etam Développement que ceux mentionnés ci-après.

##### « Options 2011 »

L'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires du 20 mai 2011 (vingt-troisième résolution) a autorisé la Gérance à consentir, en une ou plusieurs fois, pour une durée de 38 mois à compter du 20 mai 2011, à certains cadres dirigeants, cadres supérieurs ou aux mandataires sociaux exerçant leurs fonctions ou mandats soit dans la Société soit dans une de ses filiales françaises ou étrangères des options de souscription ou d'achat d'actions de la Société (ci-après les « Options 2011 »), dans la limite de 2% du capital social existant au jour de cette assemblée, soit 363 681 Options 2011.

La Gérance n'a fait usage de cette autorisation ni en 2012 ni en 2011.

## « Actions gratuites 2011 »

L'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires du 20 mai 2011 (vingt-quatrième résolution) a autorisé la Gérance à consentir, en une ou plusieurs fois, pour une durée de 38 mois à compter du 20 mai 2011, aux salariés, à certains d'entre eux, et/ou à certaines catégories du personnel, et/ou aux mandataires sociaux définis par la loi, tant de la Société que des sociétés françaises ou étrangères qui lui sont liées dans les conditions de l'article L225-197-1 et suivants du Code de Commerce, des actions gratuites de la Société (ci-après les « Actions gratuites 2011 »), dans la limite de 2% du capital de la Société.

La Gérance n'a fait usage de cette autorisation ni en 2012 ni en 2011.

## NOTE 14.5. ÉCART DE RÉÉVALUATION

Les mouvements affectant le poste Ecart de réévaluation au cours de l'exercice sont résumés dans le tableau ci-après :

<i>(en milliers d'euros)</i>	Droits au bail et assimilés	Terrains et constructions	Total Ecart de réévaluation
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier 2011</b>	<b>130 350</b>	<b>91 968</b>	<b>222 318</b>
Augmentations	2 642	2 489	5 131
Diminutions	(10 168)	(2 242)	(12 409)
Variations relatives aux actifs détenus en vue d'être cédés	(1 422)		(1 422)
Transfert en résultats accumulés non distribués	(2 377)	(2 053)	(4 430)
<b>Solde au 31 décembre 2011</b>	<b>119 025</b>	<b>90 162</b>	<b>209 187</b>
Augmentations	1 879	3 157	5 036
Diminutions	(12 497)	(1 702)	(14 198)
Variations relatives aux actifs détenus en vue d'être cédés	0	0	0
Transfert en résultats accumulés non distribués	(2 636)	(478)	(3 113)
<b>Solde au 31 décembre 2012</b>	<b>105 772</b>	<b>91 140</b>	<b>196 912</b>

## NOTE 14.6. AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

<i>(en milliers d'euros)</i>	BRUT	IMPÔT	NET
Ecart de conversion	9 473		9 473
Réévaluation des instruments dérivés de couverture	4 751	(1 715)	3 036
- <i>Variation de juste valeur</i>	1 794		
- <i>Recyclage en résultat</i>	2 957		
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente			0
Réévaluation des immobilisations	(8 001)	2 507	(5 494)
Profits (Pertes) actuariels des régimes à prestations définies	(886)	305	(581)
<b>Autres éléments du résultat global au 31 décembre 2011</b>	<b>5 337</b>	<b>1 097</b>	<b>6 434</b>
Ecart de conversion	(225)		(225)
Réévaluation des instruments dérivés de couverture	(11 269)	4 068	(7 201)
- <i>Variation de juste valeur</i>	(5 095)		
- <i>Recyclage en résultat</i>	(6 174)		
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente	0		0
Réévaluation des immobilisations	(9 163)	3 079	(6 084)
Profits (Pertes) actuariels des régimes à prestations définies	(2 093)	718	(1 375)
<b>Autres éléments du résultat global au 31 décembre 2012</b>	<b>(22 750)</b>	<b>7 865</b>	<b>(14 885)</b>

## NOTE 15 - PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

### NOTE 15.1. ANALYSE PAR CATÉGORIE

#### Provisions pour risques et charges non courantes

(en milliers d'euros)	2011	Mouv. de Péri-mètre	Dotation	Reprise Utilisée	Reprise non-utilisée	Passifs relatifs à des actifs détenus en vue d'être cédés	Autres Variations	Ecart de conversion	2012
Provisions litiges commerciaux			3	40			922		885
Provisions pour pensions, retraites et médailles du travail	14 261		996	5 263	1	0	1 220	0	11 213
Provisions pour impôts	0								0
Provisions pour autres risques	7								7
<b>Total</b>	<b>14 268</b>	<b>0</b>	<b>999</b>	<b>5 303</b>	<b>1</b>		<b>2 142</b>	<b>0</b>	<b>12 105</b>

#### Provisions pour risques et charges courantes

(en milliers d'euros)	2011	Mouv. de Péri-mètre	Dotation	Reprise Utilisée	Reprise non-utilisée	Passifs relatifs à des actifs détenus en vue d'être cédés	Autres Variations	Ecart de conversion	2012
Provisions pour litiges salariés et organismes sociaux	3 264		1 193	957	86	0	(922)		2 492
Provisions pour litiges commerciaux	880		1 400	0	131	0			2 149
Provisions pour pensions, retraites et médailles du travail	2 497		370	69		0	875		3 673
Provisions autres risques et charges	784		1 544	38	229	0	(1)	(1)	2 059
<b>Total</b>	<b>7 425</b>	<b>0</b>	<b>4 507</b>	<b>1 064</b>	<b>446</b>	<b>0</b>	<b>(48)</b>	<b>(1)</b>	<b>10 373</b>

### NOTE 15.2. DÉTAIL DES PROVISIONS POUR PENSIONS ET AVANTAGES ASSIMILÉS PAR NATURE

(en milliers d'euros)	2012	2011
Pensions	71	55
Indemnités de fin de carrière	3 715	3 148
Régime de retraite supplémentaire	10 409	12 943
Médailles du travail	685	605
Autres avantages	6	7
<b>Total provisions pour pensions et autres avantages assimilés</b>	<b>14 886</b>	<b>16 758</b>

Le taux d'actualisation reflète le taux de rendement attendu à la date de clôture de l'exercice des obligations zone Euro de bonne qualité (AA) et de maturité égale à l'engagement évalué.

Par ailleurs, le Groupe ne s'attend pas à verser de cotisations au titre de ces régimes sur l'exercice 2013.

Note 15.2.1. Pensions, Indemnités de fin de carrière et Médailles du travail

	PENSIONS		INDEMNITES DE FIN DE CARRIERE		MEDAILLES DU TRAVAIL	
	Belgique		France		France	
<i>en milliers d'Euros</i>	2012	2011	2012	2011	2012	2011
<b>Evolution de l'engagement au cours de l'exercice</b>						
Engagement à l'ouverture	330	309	3 148	3 474	605	568
Coût des services rendus au cours de l'exercice	5	5	198	164	45	44
Charge d'intérêt	15	15	133	165	25	27
Versements complémentaires	0	0				
Prestations payées	(11)	(1)	(41)	(732)	(26)	(29)
Gains / (Pertes) actuariels	10	1	277	77	36	(5)
Liquidation du régime					0	0
Modification du régime					0	0
Retraitements						
Transfert						
<b>Engagement à la clôture de l'exercice</b>	<b>349</b>	<b>330</b>	<b>3 715</b>	<b>3 148</b>	<b>685</b>	<b>605</b>
<b>Actifs financiers de couverture</b>						
Valeur en début d'exercice	(274)	(260)				
Variations de périmètre						
Rendement constaté des actifs	(10)	(9)				
Versements complémentaires	(4)	(4)				
Gains/ (pertes) actuariels	(1)	(2)				
Prestations payées	11	1				
Acquisitions/cessions/liquidations						
Variations de change						
Transfert						
<b>Valeur en fin d'exercice</b>	<b>(278)</b>	<b>(274)</b>				
<b>Composantes de la charge annuelle</b>						
Coût des services rendus au cours de l'exercice	5	5	198	164	45	44
Charge d'intérêt	15	15	133	165	25	27
Rendement escompté des actifs	(10)	(9)			0	0
Amortissement des services passés					0	0
Amortissement des (pertes) et gains actuariels					36	(5)
Gains / (pertes) de liquidation					0	0
Gains / (pertes) de réduction					0	0
Retraitements						
Ajustements liés à la non reconnaissance d'un surplus					0	0
<b>Charge de l'exercice</b>	<b>10</b>	<b>10</b>	<b>331</b>	<b>329</b>	<b>105</b>	<b>66</b>
<b>Réconciliation Engagement / (Actifs) net et provision à la clôture de l'exercice</b>						
Engagements totaux	349	330	3 715	3 148	685	605
Valeur des actifs financiers de couverture	(278)	(274)				
(Pertes) / gains actuariels non reconnus			0	0	0	0
Coûts des services passés non reconnus						
Autres						
<b>Provisions / (actif) à la clôture de l'exercice</b>	<b>71</b>	<b>56</b>	<b>3 715</b>	<b>3 148</b>	<b>685</b>	<b>605</b>
<b>Variation des provisions au bilan</b>						
Provisions au début de l'exercice	55	49	3 148	3 474	605	568
Charge de l'exercice	10	10	331	329	105	66
Gains/(pertes) actuariels par capitaux propres	9	(1)	277	77		
Versements complémentaires	(3)	(3)				
Prestations payées	0	0	(41)	(732)	(26)	(29)
Retraitements			0	0	0	0
Modification du régime						
<b>Provisions à la clôture de l'exercice</b>	<b>71</b>	<b>55</b>	<b>3 715</b>	<b>3 148</b>	<b>685</b>	<b>605</b>
<b>Hypothèses actuarielles principales</b>						
Taux d'actualisation	3,00%	4,50%	3,00%	4,50%	3,00%	4,50%
Taux de rendement des actifs financiers	3,00%	3,60%	3,00%	3,50%	3,00%	3,50%
Taux d'augmentation des salaires (moyenne)	4,00%	4,00%	3,00%	3,50%	3,00%	3,50%
Taux d'inflation	2,00%	2,00%	2,00%	2,00%	2,00%	2,00%
Nombre de salariés	3	3	4032	4032	4032	4032
Durée résiduelle d'activité			19	19	19	19
Taux de charges patronales			39,50%	39,50%	39,50%	39,50%
Âge de départ à la retraite			TAUX PLEIN	TAUX PLEIN	TAUX PLEIN	TAUX PLEIN

Les taux de rotation du personnel retenus sont définis de la manière suivante :

**Pour Entrepôts COMPANS et Entrepôts Lingerie**

( concerne les Cadres, Agents de Maîtrise et employés)

Classe d'âge		Taux de rotation annuel
de	à (inclus)	
16 ans	34 ans	6,50 %
35 ans	44 ans	3,50 %
45 ans	54 ans	3,00 %
55 ans	et +	0,00 %

**Pour ELAN INDUSTRIE**

( concerne les Cadres, Agents de Maîtrise et employés)

Classe d'âge		Taux de rotation annuel
de	à (inclus)	
16 ans	44 ans	4,00 %
45 ans	54 ans	1,00 %
55 ans	et +	0,00 %

**Pour les autres sociétés**

**Cadres ne travaillant pas en magasin**

Classe d'âge		Taux de rotation annuel
de	à (inclus)	
16 ans	32 ans	10,50 %
33 ans	44 ans	15,00 %
45 ans	49 ans	9,50 %
50 ans	54 ans	8,50 %
55 ans	59 ans	6,00 %
60 ans	et +	0,00 %

**Non Cadres ne travaillant pas en magasin**

Classe d'âge		Taux de rotation annuel
de	à (inclus)	
16 ans	27 ans	11,00 %
28 ans	49 ans	20,00 %
50 ans	et +	0,00 %

**Salariés travaillant en magasin - hors hôtesse**

Classe d'âge		Taux de rotation annuel
de	à (inclus)	
16 ans	29 ans	19,00 %
30 ans	34 ans	14,00 %
35 ans	39 ans	10,00 %
40 ans	49 ans	9,00 %
50 ans	59 ans	6,00 %
60 ans	et +	0,00 %

**Hôtesse**

Classes d'ancienneté		Taux de rotation annuel
de	à (inclus)	
0 ans	3 ans	57,50 %
4 ans	14 ans	19,00 %
15 ans	29 ans	9,00 %
30 ans	et +	0,00 %

Note 15.2.2. Régime de retraite supplémentaire

<i>en milliers d'Euros</i>	France	
	2012	2011
<b>Evolution de l'engagement</b>		
<b>Engagement à l'ouverture</b>	<b>(25 109)</b>	<b>(24 161)</b>
Coût des services rendus	(412)	(559)
Charge d'intérêt	(445)	(676)
(Pertes) et gains actuariels	(1 299)	(1 041)
Cotisations versées par les salariés	0	0
Prestations payées	13 378	551
Acquisition	0	0
Cession	0	0
Modification du régime	(1 107)	778
Autres	0	0
<b>Engagement à la clôture</b>	<b>(14 994)</b>	<b>(25 109)</b>
<b>Evolution de la juste valeur des actifs</b>		
<b>Juste valeur des actifs à l'ouverture</b>	<b>11 798</b>	<b>11 832</b>
Cotisations versées par l'employeur	4 633	0
Cotisations versées par les salariés	0	0
Prestations payées	(13 162)	(446)
Rendement attendu des actifs	175	184
(Pertes) et gains actuariels	(106)	227
Ecart de change	0	0
<b>Juste valeur des actifs à la clôture</b>	<b>3 338</b>	<b>11 798</b>
<b>Charge de l'exercice</b>		
Coût des services rendus	(412)	(559)
Charge d'intérêt	(445)	(676)
Rendement attendu des actifs	175	184
Amortissement des services passés	(32)	(84)
Gains/(pertes) de liquidation	0	0
Gains/(pertes) de réduction	(195)	0
Autres	0	0
<b>(Charge)/Produit de retraite de l'exercice</b>	<b>(909)</b>	<b>(1 135)</b>
<b>Evolution de la provision</b>		
<b>(Provision) / Actif à l'ouverture</b>	<b>(12 943)</b>	<b>(11 099)</b>
Charge de l'exercice	(909)	(1 135)
Prestations payées par l'employeur	4 849	105
Cotisation au fonds versées par l'employeur	0	0
Autres ajustements (acquisition, cession, ...)	0	0
Reconnaissance des écarts de l'année en SORIE	(1 405)	(814)
Ecart de change	0	0
Transfert intra-groupe	0	0
<b>(Provision)/Actif de fin d'exercice</b>	<b>(10 409)</b>	<b>(12 943)</b>
<b>Reconciliation de l'engagement financé et de la provision</b>		
(Engagement)/surplus net	(11 656)	(13 311)
Pertes/(gains) actuariels non reconnus	0	0
Services passés non reconnus	1 248	368
Ajustement lié à la limite de la reconnaissance d'un surplus	0	0
<b>(Provision)/Actif de fin d'exercice</b>	<b>(10 409)</b>	<b>(12 943)</b>

## Les autres hypothèses d'évaluation du régime supplémentaires sont :

<b>Hypothèses d'évaluation</b>			
Taux d'actualisation		3,00%	4,50%
Taux de rendement des actifs financiers		3,00%	3,50%
Taux d'inflation		2,00%	2,00%
Evolution des salaires			
	jusqu'à 55 ans	Inflation +1%	Inflation +1%
	+ 55 ans	Inflation +1%	Inflation +1%
Taux d'intérêt technique sur l'achat de rente viagère		1,50%	2,00%
Taux de cotisation ARRCO		6,00%	6,00%
Taux de cotisation AGIRC		16,00%	16,00%
Salaire de début de carrière		1,2 fois le PASS historique	1,2 fois le PASS historique
Taux de croissance du PASS		Inflation + 0,50%	Inflation + 0,50%
Evolution de la valeur du point (ARRCO/AGIRC)		Inflation - 0,25%	Inflation - 0,25%
Evolution du salaire de référence (ARRCO/AGIRC)		Inflation + 0,50%	Inflation + 0,50%
<b>Paramètres démographiques</b>			
Age de début d'activité		23 ans	23 ans
Age de la retraite		Données nominatives - au minimum âge de liquidation sans décote (selon réforme 2010)	Données nominatives - au minimum âge de liquidation sans décote (selon réforme 2010)
Table de survie en activité		TH 04-06 /TF 04-06	TH 04-06 /TF 04-06
Table de survie en retraite		TPGH05 / TPGF05	TPGH05 / TPGF05
Taux de revalorisation des rentes		1,50%	1,50%
Chargement		2,00%	2,00%
Réversibilité		60%	60%
Age du conjoint		Age réel si connu sinon époux plus âgé de 3 ans	Age réel si connu sinon époux plus âgé de 3 ans
Périodicité de la rente		Trimestrielle	Trimestrielle
Terme		Echu	Echu
Nombre de bénéficiaires		103	121
Durée résiduelle d'activité		9	10
Taux de rotation			
	jusqu'à 30 ans	13%	13%
	30 - 35 ans	10%	10%
	35 - 40 ans	5%	5%
	40 - 50 ans	2%	2%
	+ 50 ans	0,00%	0,00%

Pour la France, la sensibilité de l'engagement à une variation de taux est la suivante :

Taux	en milliers d'euros		
	Indemnités de fin de carrière	Médailles du travail	Régime supplémentaire
2012			
2,75%	3 827	698	15 503
<b>3,00%</b>	<b>3 715</b>	<b>685</b>	<b>14 994</b>
3,25%	3 609	671	14 516
2011			
4,25%	3 236	616	25 540
<b>4,50%</b>	<b>3 148</b>	<b>605</b>	<b>25 109</b>
4,75%	3 064	594	24 702



## NOTE 16 - ENDETTEMENT FINANCIER

### NOTE 16.1. ANALYSE DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET

L'endettement financier net du Groupe s'établit comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	<b>2012</b>	<b>2011</b>
Emprunts moyen-long terme souscrits auprès des établissements de crédit	160 000	201 965
Contrats de location financement	56 298	51 743
Crédits à court terme et découverts bancaires	2 154	3 422
Autres dettes à caractère financier	6 849	14 997
Intérêts courus	995	1 647
Moins coûts de mise en place de financements	(7 226)	(5 789)
<b>Total dette financière brute</b>	<b>219 070</b>	<b>267 984</b>
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(118 422)	(87 461)
<b>Endettement financier net</b>	<b>100 648</b>	<b>180 523</b>

### NOTE 16.2. ANALYSE DE LA DETTE FINANCIÈRE BRUTE PAR DEVISE DE REMBOURSEMENT

<i>(en milliers d'euros)</i>	<b>2012</b>	<b>2011</b>
Euros	213 436	261 768
Dollars US		
Yuan	5 634	6 216
Autres devises		
<b>Total dette financière brute</b>	<b>219 070</b>	<b>267 984</b>

### NOTE 16.3. PRINCIPAUX EMPRUNTS ET LIGNES DE CRÉDIT

Au 31 décembre 2012, la dette du Groupe ETAM est principalement constituée d'un crédit multilatéral à moyen terme dit « Club Deal 2012 », d'un placement privé de type « Schuldscheindarlehen » et de contrats de location financement.

Le 12 décembre 2012, ETAM Finances SNC a signé avec ses partenaires bancaires un nouveau contrat de crédit multilatéral d'une durée de quatre ans, assorti d'une option d'extension pour un an supplémentaire.

Ce crédit, dit « Club Deal 2012 » porte sur un montant de 250 M€. Il vient financer les besoins généraux du Groupe, et refinancer le crédit multilatéral de 245 M€ signé en 2009 ainsi que le crédit amortissable de 50 M€ signé en 2010, qui ont été tous deux remboursés en totalité le 12 décembre 2012. Ce Club Deal 2012 permet au Groupe ETAM d'allonger la maturité de sa dette.

Il se compose de deux tranches :

- La Tranche A est un crédit à moyen terme d'un montant à l'origine de 100 M€ avec des amortissements annuels de 12.5 M€, y compris en fin d'année quatre en cas d'activation de l'option d'extension ;
- La Tranche B est une ligne de crédit renouvelable d'un montant maximum de 150 M€ pendant toute la durée du crédit.

Au 31 décembre 2012, la Tranche A est tirée pour 100 M€. La Tranche B est tirée pour 20 M€.

Dans le cadre du Club Deal 2012, le Groupe s'est engagé à respecter:

- certains ratios financiers (le ratio d'endettement consolidé, le ratio d'endettement financier et le ratio de couverture des frais financiers) jusqu'à échéance ;

- certains engagements juridiques usuels.

Tous les ratios financiers du Groupe sont calculés et appliqués une fois l'an sur la base des comptes consolidés clos le 31 décembre.

Tous les ratios financiers et engagements juridiques usuels étaient respectés au 31 décembre 2012.

Par ailleurs, la marge applicable sur le Club Deal 2012 est ajustable annuellement en fonction de l'évolution du ratio d'endettement financier.

En juillet 2011, Etam Finances a procédé à l'émission d'un placement privé pour 40 M€ sous la forme d'un « *Schuldscheindarlehen* ». Cet emprunt in-fine de maturité 5 ans a été mis en place pour 8,5 M€ à taux fixe et 31,5 M€ à taux variable. Les obligations relatives à cet emprunt sont de même nature que celles en vigueur sur le Club Deal 2012.

Le Groupe dispose également de financements dans le cadre de contrats de location financement dont l'encours au 31 décembre 2012 s'élève à 56,3 M€.

En 2012, le Groupe Etam a procédé à la mise en place d'un crédit bail de 11,0 M€ portant sur son entrepôt de Compans, pour une durée de 12 ans.

En 2010, le Groupe ETAM avait également procédé à la mise en place d'un crédit bail amortissable sur 12 ans, portant sur son siège administratif de Clichy pour un montant initial de 52,0 M€.

Le Groupe dispose par ailleurs de lignes bancaires bilatérales confirmées ou non dans plusieurs pays, y compris en France, permettant de réaliser les ajustements de financement et de trésorerie.

Au 31 décembre 2012, l'essentiel de la dette financière brute du Groupe était libellé en euros.

#### NOTE 16.4. ÉCHÉANCIER DES ENGAGEMENTS CONTRACTUELS

Le tableau ci-dessous indique l'échéancier de l'ensemble des lignes de financements mobilisables, mises à disposition du Groupe ETAM.

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>Montants autorisés au 31/12/2012</i>			
		Moins de 1 an	1 à 3 ans	Au-delà
Lignes bancaires moyen-long terme	290 000	12 500	25 000	252 500
Contrats de location-financement	56 298	4 257	8 597	43 445
Crédits à court terme Europe	0			
Crédits à court terme Chine	6 128	6 128		
Découverts et lignes non confirmées	17 500	17 500		
<b>Total</b>	<b>369 926</b>	<b>40 385</b>	<b>33 597</b>	<b>295 945</b>

#### NOTE 16.5. ENGAGEMENTS AU TITRE DES CONTRATS DE LOCATION FINANCEMENT

La valeur actualisée de l'ensemble des loyers futurs dus au titre des contrats de location-financement selon la norme IAS 17 est la suivante :

<i>(en milliers d'euros)</i>	2012		2011	
	Paiements minimaux	Valeur actuelle des paiements minimaux	Paiements minimaux	Valeur actuelle des paiements minimaux
A moins d'1 an	5 301	4 257	7 852	6 420
A plus d'1 an mais moins de 5 ans	20 831	17 374	19 142	14 207
A plus de 5 ans	37 467	34 667	33 916	31 116
<b>Total des paiements minimaux</b>	<b>63 598</b>	<b>56 298</b>	<b>60 910</b>	<b>51 743</b>
Montant des intérêts inclus dans les paiements minimaux	(7 300)		(9 167)	
<b>Valeur actuelle des paiements minimaux</b>	<b>56 298</b>	<b>56 298</b>	<b>51 743</b>	<b>51 743</b>

## NOTE 16.6. EXPOSITION DU GROUPE AUX RISQUES DE LIQUIDITÉ ET DE MARCHÉ

### NOTE 16.6.1. Risque de liquidité

Le financement bancaire d'un montant de 250 M€ mis en place en décembre 2012 et de maturité 4 ans, avec une option d'extension d'un an supplémentaire, inclut des remboursements du principal à chaque date anniversaire à hauteur de 12,5 M€, venant en sus des intérêts.

Avant exercice de l'option d'extension, le Club Deal a pour échéance le 12 décembre 2016.

Le placement privé de type «Schuldscheindarlehen» est quant à lui remboursable en totalité en juillet 2016.

Ces deux financements deviendraient exigibles en cas de non respect des ratios financiers décrits dans la note 16.3.

Les encours de location-financement sont principalement formés d'un crédit bail sur le siège administratif du Groupe à Clichy mis en place en décembre 2010 pour 52 M€ et d'un crédit bail sur un entrepôt sis à Compans en décembre 2012 pour 11 M€. Tous deux sont amortissables sur une durée de 12 ans.

Ces financements et leurs profils de remboursements apparaissent aujourd'hui suffisants pour assurer la liquidité du Groupe ETAM.

L'exigibilité des encours de la dette financière brute au 31 décembre 2012 est la suivante :

(en milliers d'euros)	Encours au 31/12/2012	Moins de 1 an	1 à 3 ans	3 à 5 ans	au-delà
Emprunts moyen-long terme souscrits auprès des établissements de crédit	160 000	12 500	25 000	122 500	0
Contrats de location-financement	56 298	4 257	8 597	8 741	34 704
Crédits court terme et découverts	2 154	2 154	0	0	0
Autres dettes à caractère financier	6 849	626	1 578	3 443	1203
Intérêts courus	995	995	0	0	0
Coûts de mise en place de financement	(7 226)	(1 584)	(3 168)	(1 630)	(843)
<b>Total dette financière brute</b>	<b>219 070</b>	<b>18 948</b>	<b>32 006</b>	<b>133 053</b>	<b>35 064</b>

Le risque de liquidité du Groupe s'analyse en intégrant, outre les échéances contractuelles des dettes financières et les intérêts associés, les autres passifs financiers, principalement les dettes fournisseurs.

Les échéances contractuelles résiduelles des passifs financiers du Groupe au 31 décembre 2012 s'analysent comme suit (y compris les paiements d'intérêts estimés) :

(en milliers d'euros)	Valeur comptable au 31/12/2012	flux de trésorerie associés	< 1an	1 à 3 ans	3 à 5 ans	au-delà
<b>Passifs Financiers non dérivés</b>						
Emprunts moyen-long terme souscrits auprès des établissements de crédit	160 000	(176 566)	(16 978)	(33 542)	(126 047)	0
Contrats de location-financement	56 298	(61 960)	(5 235)	(10 523)	(10 874)	(35 329)
Crédits à court terme et découverts bancaires	2 154	(2 182)	(2 182)	0	0	0
Autres dettes à caractère financier et intérêts courus	7 844	(8 565)	(2 342)	(1 578)	(3 443)	(1 203)
Coûts de mise en place de financement	(7 226)	7 226	1 584	3 168	1 630	843
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	248 661	(248 661)	(248 661)			
<b>Total Passifs Financiers non dérivés</b>	<b>467 731</b>	<b>(490 708)</b>	<b>(273 813)</b>	<b>(42 474)</b>	<b>(138 732)</b>	<b>(35 688)</b>
<b>Passifs Financiers dérivés</b>						
Swaps de taux d'intérêts utilisé comme couverture	8 546	(8 546)	(4 006)	(3 538)	(1 002)	
Contrats de change à terme utilisés comme couverture :						
- Sortie de trésorerie (-)						
- Entrées de trésorerie (+)	2 252	(2 252)	(2 252)			
<b>Total Passifs Financiers dérivés</b>	<b>10 798</b>	<b>(10 798)</b>	<b>(6 258)</b>	<b>(3 538)</b>	<b>(1 002)</b>	<b>0</b>

Les dettes fournisseurs et autres dettes s'inscrivent dans le cours normal du cycle d'exploitation du Groupe.

## NOTE 16.6.2. Risque de marché

Le Groupe utilise divers instruments financiers dérivés fermes ou optionnels afin de couvrir son exposition au risque de change et de taux d'intérêt. Au 31 décembre 2012, les dérivés de change et de taux éligibles à la comptabilité de couverture couvrent respectivement des achats futurs en devises et des flux d'intérêts futurs sur la dette. Ces dérivés figurent soit à l'actif du bilan au poste « instruments dérivés actifs », soit au passif du bilan au poste « instruments dérivés passif ».

<i>(en milliers d'euros)</i>	2012	Dont		2011	Dont	
		Taux d'intérêt	Change		Taux d'intérêt	Change
<b>Dérivés actifs</b>	<b>(137)</b>	<b>0</b>	<b>(137)</b>	<b>8 145</b>	<b>0</b>	<b>8 145</b>
Dérivés actifs - à la juste valeur par le résultat			0			
Dérivés actifs - couverture de flux de trésorerie	(64)		(64)	6 120		6 120
Dérivés actifs - couverture de juste valeur	(73)		(73)	2 025		2 025
<b>Dérivés passifs</b>	<b>10 799</b>	<b>8 546</b>	<b>2 253</b>	<b>4 697</b>	<b>5 037</b>	<b>(340)</b>
Dérivés passifs - à la juste valeur par le résultat	141		141	-		
Dérivés passifs - couverture de flux de trésorerie	10 078	8 546	1 532	4 902	5 037	(135)
Dérivés passifs - couverture de juste valeur	579		579	(205)		(205)
<b>Total</b>	<b>(10 936)</b>	<b>(8 546)</b>	<b>(2 390)</b>	<b>3 448</b>	<b>(5 037)</b>	<b>8 485</b>

Les dérivés de couverture de change ont une échéance inférieure à un an.

### Note 16.6.2.1. Risque de change

#### **Sur les transactions :**

L'exposition au risque de change du Groupe résulte principalement des achats en dollars américains réalisés dans le cadre de l'approvisionnement en marchandises des différentes enseignes. La gestion du risque de change du Groupe est centralisée à la Direction Générale Finances du Groupe pour l'ensemble des enseignes.

L'encours des contrats de couverture du risque de change libellés en dollars américains au 31 décembre 2012 est de 158 MUSD afin de couvrir des budgets d'achats et des commandes en cours en dollar américain.

Cet encours s'élevait à 148 MUSD au 31 décembre 2011.

Le Groupe est par conséquent exposé aux futures fluctuations de la parité euro/dollar américain dont une évolution défavorable à l'euro pourrait avoir un impact négatif sur ses marges.

#### **Sur l'état de la situation financière :**

##### **Au 31 décembre 2012**

<i>en millions d'euros</i>	USD	JPY	PLN
Créances clients	1 837		
Trésorerie et équivalents trésorerie	5 106		
Dettes fournisseurs	(33 240)	(54)	(43)
<b>Exposition brute sur l'état de la situation financière</b>	<b>(26 297)</b>	<b>(54)</b>	<b>(43)</b>
Instruments dérivés de couverture	33 240		
<b>Exposition nette sur l'état de la situation financière</b>	<b>6 944</b>	<b>(54)</b>	<b>(43)</b>

### Au 31 décembre 2011

<i>en millions d'euros</i>	USD	JPY	PLN
Créances clients	1 258		
Trésorerie et équivalents trésorerie	2 049		
Dettes fournisseurs	(25 580)	(6)	(15)
<b>Exposition brute sur l'état de la situation financière</b>	<b>(22 273)</b>	<b>(6)</b>	<b>(15)</b>
Instruments dérivés de couverture	25 580		
<b>Exposition nette sur l'état de la situation financière</b>	<b>3 307</b>	<b>(6)</b>	<b>(15)</b>

### Analyse de la sensibilité

Une augmentation (diminution) de l'euro, par rapport au Dollar US au 31 décembre aurait affecté l'évaluation des instruments financiers libellés en monnaie étrangère et une augmentation (diminution) des capitaux propres et du résultat à hauteur des montants indiqués ci-dessous. Cette analyse est effectuée sur la base des variations des cours de change que le Groupe estime comme raisonnablement possibles à la date de clôture. Pour les besoins de cette analyse, toutes les autres variables, en particulier les taux d'intérêt, sont supposées rester constantes et les impacts des ventes et achats prévisionnels ont été ignorés.

### Au 31 décembre 2012

<i>en millions d'euros</i>	<b>Capitaux propres</b>		<b>Résultat</b>	
	Aumentation	Diminution	Aumentation	Diminution
USD (Variation +/-10 %)	7 742	(7 742)	3 562	(4 134)

### Au 31 décembre 2011

<i>en millions d'euros</i>	<b>Capitaux propres</b>		<b>Résultat</b>	
	Aumentation	Diminution	Aumentation	Diminution
USD (Variation +/-10 %)	11 439	(11 294)	(52)	(396)

#### Note 16.6.2.2. Risque de taux d'intérêt

Afin de couvrir son exposition au risque de taux, le Groupe a recours à des instruments financiers permettant de figer et/ou de plafonner le taux d'intérêt payé sur une partie significative de sa dette financière. La gestion du risque de taux est centralisée. Elle s'appuie sur la mise en place de produits simples, swaps et/ou options, éligibles à la comptabilité de couverture.

Au 31 décembre 2012, le Groupe a mis en place avec ses principaux partenaires bancaires les couvertures suivantes :

- Swaps payeurs de taux fixe contre Euribor 3 mois pour un notionnel total de 120 M€ jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 2016.
- Swaps payeurs de taux fixe contre Euribor 3 mois en départ 1<sup>er</sup> décembre 2011 de durée résiduelle de 6 et 9 ans pour un notionnel total de 20 M€.

Sur la base de l'endettement financier constaté au 31 décembre 2012, une variation des taux d'intérêt de 50 points de base aurait les conséquences suivantes :

	<b>Capitaux propres</b>		<b>Résultat</b>	
	Hausse de 50 pb	Baisse de 50 pb	Hausse de 50 pb	Baisse de 50 pb
Instrument à taux variable	0	0	(769)	769
Swap de taux d'intérêt	2 567	(2 637)	700	(700)
<b>sensibilité au flux de trésorerie net</b>	<b>2 567</b>	<b>(2 637)</b>	<b>(69)</b>	<b>69</b>

Au 31 décembre 2011, le Groupe avait mis en place avec ses principaux partenaires bancaires les couvertures suivantes :

- Swaps payeurs de taux fixe contre Euribor 3 mois pour un notionnel total de 120 M€ jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 2014.
- Swaps payeurs de taux fixe contre Euribor 3 mois en départ 1<sup>er</sup> décembre 2011 à 7 et 10 ans pour un notionnel total de 20 M€.

Sur la base de l'endettement financier constaté au 31 décembre 2011, une variation des taux d'intérêt de 50 points de base aurait les conséquences suivantes :

	<b>Capitaux propres</b>		<b>Résultat</b>	
	Hausse de 50 pb	Baisse de 50 pb	Hausse de 50 pb	Baisse de 50 pb
Instrument à taux variable	0	0	(1 115)	1 115
Swap de taux d'intérêt	1 987	(2 040)	700	(700)
<b>sensibilité au flux de trésorerie net</b>	<b>1 987</b>	<b>(2 040)</b>	<b>(415)</b>	<b>415</b>

NOTE 16.6.3. Classification comptable et valeur de marche des instruments financiers

### **Justes valeurs versus valeurs comptables**

Le tableau suivant indique la juste valeur des actifs et passifs financiers ainsi que leur valeur comptable dans l'état de situation financière :

	31/12/2012			ventilation par classification comptable				
	Valeur comptable	Valeur de marché	Juste valeur par résultat	Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances	Passifs au Coût amorti	Instruments dérivés avec comptabilité de couverture	instruments dérivés sans comptabilité de couverture
<i>(En millions d'euros)</i>								
<b>Actif non courant</b>								
Actifs financiers non courants	22 206	22 206		781	21 425			
<b>Actif courant</b>								
Avances et acomptes versés	3 952	3 952			3 952			
Créances clients	82 472	82 472			82 472			
Autres créances	21 299	21 299			21 299			
Instruments dérivés actifs	- 136	- 136					- 136	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	118 422	118 422	32 562		85 861			
<b>Passif non courant</b>								
Emprunts et dettes financières à long terme	200 123	200 123				200 123		
<b>Passif courant</b>								
Dettes fournisseurs	248 661	248 661				248 661		
Dettes sociales et fiscales	65 100	65 100				65 100		
Autres dettes	40 898	40 898				40 898		
Instruments dérivés passifs	10 798	10 798					10 657	141
Crédits à court terme et banques	18 948	18 948				18 948		

	31/12/2011			ventilation par classification comptable				
	Valeur comptable	Valeur de marché	Juste valeur par résultat	Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances	Passifs au Coût amorti	Instruments dérivés avec comptabilité de couverture	instruments dérivés sans comptabilité de couverture
<i>(En millions d'euros)</i>								
<b>Actif non courant</b>								
Actifs financiers non courants	20 658	20 658		156	20 502			
<b>Actif courant</b>								
Avances et acomptes versés	4 208	4 208			4 208			
Créances clients	88 597	88 597			88 597			
Autres créances	18 235	18 235			18 235			
Instruments dérivés actifs	8 145	8 145					8 145	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	87 461	87 461	28 905		58 556			
<b>Passif non courant</b>								
Emprunts et dettes financières à long terme	212 139	212 139				212 139		
<b>Passif courant</b>								
Dettes fournisseurs	192 084	192 084				192 084		
Dettes sociales et fiscales	62 743	62 743				62 743		
Autres dettes	41 585	41 585				41 585		
Instruments dérivés passifs	4 696	4 696					4 696	
Crédits à court terme et banques	55 845	55 845				55 845		

## Méthode de valorisation des instruments financiers

Au 31 décembre 2012, les méthodes de valorisation retenues pour les instruments financiers sont les suivantes :

- Les valeurs mobilières de placement : la valeur de marché a été déterminée sur la base du dernier cours connu au 31 décembre 2012 ;
- Les autres actifs financiers non dérivés : les valeurs comptables retenues sont des estimations raisonnables de leur valeur de marché ;
- Les instruments financiers dérivés : la valeur de marché a été calculée à l'aide des méthodes standards de valorisation intégrant les conditions de marché en date de clôture.

## Hierarchie de la juste valeur

Le Groupe distingue trois catégories d'instruments financiers à partir des deux modes de valorisation

utilisés (prix cotés et techniques de valorisation) et s'appuie sur cette classification, en conformité avec les normes comptables internationales, pour exposer les caractéristiques des instruments financiers comptabilisés au bilan à la juste valeur par résultat en date d'arrêté :

Catégorie de niveau 1 : instruments financiers faisant l'objet de cotations sur un marché actif;  
 Catégorie de niveau 2 : instruments financiers dont l'évaluation à la juste valeur fait appel à des techniques de valorisation reposant sur des paramètres de marché observables ;  
 Catégorie de niveau 3 : instruments financiers dont l'évaluation à la juste valeur fait appel à des techniques de valorisation reposant sur des paramètres non observables (paramètres dont la valeur résulte d'hypothèses ne reposant pas sur des prix de transactions observables sur les marchés sur le même instrument ou sur des données de marché observables disponibles en date de clôture) ou qui ne le sont que partiellement.

<i>(En millions d'euros)</i>	31/12/2012	Hierarchie des justes valeurs		
	Valeur comptable	Catégorie de niveau 1	Catégorie de niveau 2	Catégorie de niveau 3
<b>Actif non courant</b>				
Actifs financiers non courants	781			781
<b>Actif courant</b>				
Avances et acomptes versés	-			
Créances clients	-			
Autres créances	-			
Instrument dérivé actifs	- 136		- 136	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	32 562	32 562		
<b>Passif non courant</b>				
Emprunts et dettes financières à long terme	-			
<b>Passif courant</b>				
Dettes fournisseurs	-			
Dettes sociales et fiscales	-			
Autres dettes	-			
Instrument dérivé passifs	10 798		10 798	
Crédits à court terme et banques	-			

<i>(En millions d'euros)</i>	31/12/2011	Hierarchie des justes valeurs		
	Valeur comptable	Catégorie de niveau 1	Catégorie de niveau 2	Catégorie de niveau 3
<b>Actif non courant</b>				
Actifs financiers non courants	156			156
<b>Actif courant</b>				
Avances et acomptes versés	-			
Créances clients	-			
Autres créances	-			
Instrument dérivé actifs	8 145		8 145	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	28 905	28 905		
<b>Passif non courant</b>				
Emprunts et dettes financières à long terme	-			
<b>Passif courant</b>				
Dettes fournisseurs	-			
Dettes sociales et fiscales	-			
Autres dettes	-			
Instrument dérivé passifs	4 696		4 696	
Crédits à court terme et banques	-			



## NOTE 16.7. PASSIFS ÉVENTUELS ET AUTRES ENGAGEMENTS CONTRACTUELS

### Note 16.7.1. Engagements au titre des contrats de location simple

Certaines sociétés du Groupe sont locataires d'ensembles immobiliers et/ou d'équipements selon des contrats de location simple irrévocables, d'une durée supérieure à un an, et pouvant comporter une clause d'indexation des loyers.

Le montant des loyers futurs, déterminé en fonction de l'engagement minimum futur pris par le Groupe en termes de durée, s'analyse comme suit :

(en milliers d'euros)	2012	2011
A moins d'un an	77 165	73 432
Entre un an et cinq ans	94 573	81 801
A plus de cinq ans	6 033	6 888
<b>Total</b>	<b>177 771</b>	<b>162 121</b>

### Note 16.7.3. Droit Individuel à la Formation (DIF)

Conformément à la loi n°2004-391 du 4 mai 2004 relative à la formation professionnelle, les salariés des sociétés françaises du Groupe bénéficient d'un crédit d'heures de formation de 20 heures par an, cumulable sur 6 ans, et plafonné à 120 heures. Toute action de formation effectuée dans le cadre du DIF vient s'imputer sur le capital acquis.

Le volume d'heures de formation acquises par les salariés et non consommées au 31 décembre 2012 s'élève à 264 070 heures. Il était de 217 790 heures au 31 décembre 2011.

### Note 16.7.4. Autres engagements hors bilan

(en milliers d'euros)	2012				2011			
	Echéancier			Total	Echéancier			Total
	- 1 an	de 1 à 5 ans	+ 5 ans		- 1 an	de 1 à 5 ans	+ 5 ans	
<b>Engagements donnés</b>	<b>6 324</b>	<b>782</b>	<b>1 447</b>	<b>8 553</b>	<b>7 690</b>	<b>984</b>	<b>1 528</b>	<b>10 201</b>
- Garanties solidaires accordées dans le cadre de cessions de droits au bail ou de fonds de commerce	0	0	-	0	157	86	-	242
- Autres engagements donnés	6 324	782	1 447	8 553	7 533	898	1 528	9 959
<b>Engagements reçus</b>	<b>532</b>	<b>1 927</b>	<b>4 751</b>	<b>7 210</b>	<b>202</b>	<b>1 543</b>	<b>6 043</b>	<b>7 788</b>
- Nantissements en garantie de stock en dépôt	452	1 827	4 591	6 870	82	1 483	5 742	7 307
- Autres engagements reçus	80	100	160	340	120	60	301	481

Le Groupe a mis en place toutes les procédures nécessaires afin d'identifier les engagements hors bilan et en effectuer le contrôle ainsi que pour identifier les nantissements au titre de l'exploitation ou du financement.

## NOTE 17- AUTRES DETTES

(en milliers d'euros)	2012			2011		
	Echéancier		Valeurs nettes	Echéancier		Valeurs nettes
	Moins de 1 an	Plus de 1 an		Moins de 1 an	Plus de 1 an	
Avances et acomptes sur commandes	5 199	0	5 199	5 389	0	5 389
Fournisseurs d'immobilisations	14 779	0	14 779	10 419	457	10 876
Comptes courants créditeurs	(0)	0	(0)	52	0	52
Produits constatés d'avance	3 909	0	3 909	3 266	0	3 266
Dettes diverses	16 106	906	17 012	21 449	553	22 002
<b>Total autres dettes</b>	<b>39 992</b>	<b>906</b>	<b>40 898</b>	<b>40 575</b>	<b>1 010</b>	<b>41 585</b>

## NOTES SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT

### **NOTE 18 - INFORMATION SECTORIELLE**

	Europe		Chine		Consolidé	
	2012	2011	2012	2011	2012	2011
<i>(en milliers d'euros)</i>						
Chiffre d'affaires externe	778 233	756 854	438 727	427 214	1 216 960	1 184 068
Chiffre d'affaires inter secteurs						
<b>Chiffre d'affaires total</b>	<b>778 233</b>	<b>756 854</b>	<b>438 727</b>	<b>427 214</b>	<b>1 216 960</b>	<b>1 184 068</b>
<b>Marge Brute</b>	<b>468 307</b>	<b>438 339</b>	<b>244 384</b>	<b>245 790</b>	<b>712 691</b>	<b>684 129</b>
Coûts de distribution	(394 971)	(387 472)	(230 416)	(208 491)	(625 387)	(595 963)
Charges administratives	(34 194)	(39 802)	(12 727)	(11 663)	(46 921)	(51 465)
Autres produits et (charges) d'exploitation	1 304	5 072	236	(243)	1 539	4 828
<b>Résultat opérationnel courant</b>	<b>40 445</b>	<b>16 137</b>	<b>1 477</b>	<b>25 393</b>	<b>41 922</b>	<b>41 529</b>
Autres produits et (charges) opérationnels	(8 399)	(7 005)		0	(8 399)	(7 005)
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>32 045</b>	<b>9 132</b>	<b>1 477</b>	<b>25 393</b>	<b>33 523</b>	<b>34 525</b>
Résultat financier	(10 425)	(16 085)	833	441	(9 592)	(15 644)
Charge d'impôt	(7 548)	(69)	(659)	(4 491)	(8 207)	(4 560)
Quote part résultat ME	(1 558)	(242)			(1 558)	(242)
<b>Résultat net des activités poursuivies</b>	<b>12 515</b>	<b>(7 264)</b>	<b>1 651</b>	<b>21 343</b>	<b>14 166</b>	<b>14 079</b>
Activités arrêtées ou en cours de cession	(750)	(2 827)			(750)	(2 827)
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b>	<b>11 765</b>	<b>(10 091)</b>	<b>1 651</b>	<b>21 343</b>	<b>13 416</b>	<b>11 252</b>
<b><u>AUTRES INFORMATIONS</u></b>						
Actifs sectoriels	741 799	274 344	274 344	1 016 143	1 016 143	1 290 488
Passifs sectoriels	556 192	147 355	147 355	703 547	703 547	850 902
Investissements incorporels	5 217	12 691	1 223	284	6 440	12 975
Investissements corporels	13 494	22 550	20 799	18 972	34 293	41 522
Amortissements	(30 649)	(31 171)	(19 127)	(17 099)	(49 776)	(48 270)
Pertes de valeur comptabilisées en résultat	(7 636)	(7 476)	0	0	(7 636)	(7 476)
Charges sans contrepartie en trésorerie autres que l'amortissement	(7 871)	(4 570)	(1 418)	(1 302)	(9 289)	(5 872)

## NOTE 18.1. DÉTAIL DE L'EUROPE PAR MARQUES

	Marque ETAM Europe		Marque 123		Fonctions centrales, immobilières et éliminations		Total Europe	
	2012	2011	2012	2011	2012	2011	2012	2011
<i>(en milliers d'euros)</i>								
Chiffre d'affaires externe	622 013	603 337	156 220	153 506	0	11	778 233	756 854
Chiffre d'affaires inter secteurs							0	0
<b>Chiffre d'affaires total</b>	<b>622 013</b>	<b>603 337</b>	<b>156 220</b>	<b>153 506</b>	<b>0</b>	<b>11</b>	<b>778 233</b>	<b>756 854</b>
<b>Marge Brute</b>	<b>370 214</b>	<b>353 812</b>	<b>95 120</b>	<b>82 279</b>	<b>2 973</b>	<b>2 249</b>	<b>468 307</b>	<b>438 339</b>
Coûts de distribution	(314 663)	(305 155)	(90 042)	(92 353)	9 733	10 035	(394 971)	(387 472)
Charges administratives	(25 858)	(26 221)	(6 036)	(7 196)	(2 300)	(6 385)	(34 194)	(39 802)
Autres produits et (charges) d'exploitation	(5 968)	(3 188)	3 076	(291)	4 196	8 551	1 304	5 072
<b>Résultat opérationnel courant</b>	<b>23 725</b>	<b>19 248</b>	<b>2 118</b>	<b>(17 561)</b>	<b>14 602</b>	<b>14 450</b>	<b>40 445</b>	<b>16 137</b>
Autres produits et (charges) opérationnels	(7 920)	(4 453)	(262)	(2 158)	(218)	(394)	(8 399)	(7 005)
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>15 805</b>	<b>14 796</b>	<b>1 856</b>	<b>(19 720)</b>	<b>14 384</b>	<b>14 056</b>	<b>32 045</b>	<b>9 132</b>
Résultat financier							(10 425)	(16 085)
Charge d'impôt							(7 548)	(69)
Quote part résultat ME	(1 558)	(242)					(1 558)	(242)
<b>Résultat net des activités poursuivies</b>							<b>12 515</b>	<b>(7 264)</b>
Activités arrêtées ou en cours de cession	(750)	(2 827)					<b>(750)</b>	<b>(2 827)</b>
<b>Actifs sectoriels non courants</b>	<b>263 507</b>	<b>286 537</b>	<b>61 690</b>	<b>68 282</b>	<b>184 654</b>	<b>189 697</b>	<b>509 851</b>	<b>544 516</b>

(1) Afin de donner une meilleure analyse de la performance opérationnelle de chacune des marques du Groupe, la fonction immobilière du Groupe est isolée de l'activité des marques.

## NOTE 18.2. RÉCONCILIATION DES ACTIFS ET PASSIFS SECTORIELS

Le total des actifs sectoriels se réconcilie de la manière suivante dans le total des actifs du Groupe :

	2012			2011		
	Europe	Chine	Total	Europe	Chine	Total
<i>(en milliers d'euros)</i>						
Droit au bail et assimilés	236 660	0	236 660	252 114	0	252 114
Logiciels	4 312	1 458	5 770	4 925	586	5 511
Marques et licences	1 178	0	1 178	1 178	0	1 178
Autres immobilisations incorporelles	1 591	43	1 633	966	1	967
<b>Total immobilisations incorporelles</b>	<b>243 741</b>	<b>1 500</b>	<b>245 241</b>	<b>259 182</b>	<b>587</b>	<b>259 769</b>
Terrains	50 148	0	50 148	49 156	0	49 156
Constructions	142 525	0	142 525	147 004	0	147 004
Agencements magasins	29 590	20 502	50 092	47 123	19 696	66 819
Installations techniques, matériels et outillages industriels	1 999	292	2 290	2 298	129	2 426
Autres immobilisations corporelles et en cours	5 921	5 841	11 762	5 618	6 469	12 086
<b>Total immobilisations corporelles</b>	<b>230 182</b>	<b>26 635</b>	<b>256 817</b>	<b>251 198</b>	<b>26 293</b>	<b>277 491</b>
Ecarts d'acquisition	4 197	0	4 197	4 197	0	4 197
Participations dans les entreprises associées		0	0	1 558	0	1 558
Actifs financiers non courants	22 206	0	22 206	20 658	0	20 658
Actifs d'impôts différés	9 526	14 546	24 072	7 704	9 828	17 532
<b>Total actif sectoriels non courants</b>	<b>509 851</b>	<b>42 681</b>	<b>552 532</b>	<b>544 497</b>	<b>36 707</b>	<b>581 204</b>
Stocks et en-cours	105 742	112 790	218 532	95 497	106 471	201 969
Avances et acomptes versés	2 037	1 956	3 993	1 822	2 386	4 208
Créances clients	26 096	56 377	82 473	23 738	64 859	88 597
Autres créances	17 664	3 661	21 325	15 434	2 800	18 234
Actifs d'impôts exigibles	868	56	924	1 926	1	1 927
Charges constatées d'avance	16 884	936	17 820	17 234	653	17 887
Instruments dérivés actifs	(136)	0	(136)	8 145	0	8 145
Trésorerie et équivalents trésorerie	62 534	55 887	118 421	55 457	32 004	87 461
Actifs détenus en vue d'être cédés	259	0	259	2 382	0	2 382
<b>Total actif sectoriels courants</b>	<b>231 948</b>	<b>231 663</b>	<b>463 611</b>	<b>221 637</b>	<b>209 174</b>	<b>430 810</b>
<b>Total actif</b>	<b>741 799</b>	<b>274 344</b>	<b>1 016 143</b>	<b>766 134</b>	<b>245 881</b>	<b>1 012 015</b>

Le total des passifs sectoriels se réconcilie de la manière suivante dans le total des passifs du Groupe :

<i>(en milliers d'euros)</i>	2012			2011		
	Europe	Chine	Total	Europe	Chine	Total
Provisions pour risques et charges non	12 105	0	12 105	14 268	0	14 268
Emprunts et dettes financières à long terme	195 108	5 015	200 123	207 059	5 080	212 139
Passifs d'impôts différés	91 582	0	91 582	101 477	0	101 477
<b>Total des Passifs sectoriels non courants</b>	<b>298 795</b>	<b>5 015</b>	<b>303 809</b>	<b>322 803</b>	<b>5 080</b>	<b>327 883</b>
Provisions pour risques et charges courantes	10 373	0	10 373	7 425	0	7 425
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	128 831	119 830	248 661	111 147	80 937	192 084
Passifs d'impôt exigible	2 647	1 696	4 343	644	843	1 487
Dettes sociales et fiscales	57 483	7 617	65 100	52 959	9 784	62 743
Autres dettes	28 321	12 579	40 900	18 252	23 334	41 585
Instruments dérivés passifs	10 798	0	10 798	4 696	0	4 696
Crédits à court terme et banques	18 328	619	18 947	54 709	1 137	55 845
Passifs relatifs à des actifs détenus en vue d'être cédés	616		616	2 542	0	2 542
<b>Total des Passifs sectoriels courants</b>	<b>257 397</b>	<b>142 341</b>	<b>399 738</b>	<b>252 372</b>	<b>116 034</b>	<b>368 406</b>
<b>Total Passif</b>	<b>556 192</b>	<b>147 355</b>	<b>703 547</b>	<b>575 176</b>	<b>121 114</b>	<b>696 290</b>

## **NOTE 19 - CHARGES PAR NATURE DANS LE RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT**

<i>(en milliers d'euros)</i>	2012	2011
Loyers et charges locatives	217 371	211 458
Impôts et taxes	13 114	12 927
Charges de personnel	254 958	237 923
Autres charges	180 309	177 735
<b>TOTAL</b>	<b>665 751</b>	<b>640 043</b>

## **NOTE 20 - DOTATIONS ET REPRISES DE DÉPRÉCIATIONS ET PERTES DE VALEUR**

<i>(en milliers d'euros)</i>	Dotations		Reprises	
	2012	2011	2012	2011
Goodwill	797	257	0	0
Immobilisations incorporelles – amortissements	4 419	4 702	0	0
Immobilisations incorporelles – pertes de valeur	920	2 522	0	824
Immobilisations corporelles – amortissements	45 367	43 575	0	0
Immobilisation corporelles – pertes de valeur	10 653	8 367	4 734	2 846
Actif financiers non courants	0	0	0	0
Stocks	33 343	30 237	24 160	29 896
Autres actifs courants	934	1 327	577	1 697
Autres risques et charges	5 515	3 961	6 776	4 770
<b>Total</b>	<b>101 948</b>	<b>94 948</b>	<b>36 247</b>	<b>40 033</b>

## NOTE 21 - DÉTAIL DES AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION

<i>(en milliers d'euros)</i>	2012	2011
Revenus immobiliers locatifs externes	3 246	3 458
Plus ou (moins) values sur cessions d'actifs non courants	684	1 915
Pertes de valeur sur immobilisations corporelles et incorporelles	(4 047)	(1 326)
Autres produits (charges) nets	1 656	781
<b>Autres produits et charges d'exploitation</b>	<b>1 539</b>	<b>4 828</b>

## NOTE 22 - CALCUL DE L'EBITDA

<i>(en milliers d'euros)</i>	2012		2011	
<b>Résultat opérationnel Courant</b>	<i>(a)</i>	<b>41 922</b>		<b>41 529</b>
		Dotations Reprises	Dotations Reprises	
Goodwill		797 0	257 0	
Immobilisations incorporelles -amortissements		4 419 0	4 702 0	
Immobilisations incorporelles - pertes de valeur		920 0	2 522 824	
Immobilisations corporelles - amortissements		45 367 0	43 575 0	
Immobilisations corporelles - pertes de valeur		10 653 4 734	8 367 2 846	
Perte de valeur (P&L opérationnel)		(4 450) (862)	(6 185) (293)	
Sous total amortissements et pertes de valeur	<i>(b)</i>			49 861
		53 834		
Dépréciation des stocks		33 343 24 160	30 237 29 896	
Autres actifs circulants		934 577	1 327 1 697	
Sous total dotations nettes pour dépréciation	<i>(c)</i>			(29)
		9 540		
Provisions pour risques et charges		5 515 6 776	3 961 4 770	
Provisions pour risques et charges (résultat opérationnel)		(2 898) (585)	(1 275) (2 796)	
Provisions pour risques et charges (résultat financier)		(609)	(883)	
Provisions pour impôt (comptabilisées en charge d'impôt)		0	(9)	
Sous total Provisions pour Risques et Charges	<i>(d)</i>			(180)
		(4 183)		
Plus ou (moins) values de cession des actifs non courants	<i>(e)</i>			1 914 1 914
		697 697		
<b>EBITDA = (a) + (b) + (c) + (d) - (e)</b>	<b>(f)</b>	<b>100 416</b>		<b>89 267</b>

## NOTE 23 - AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPÉRATIONNELS

<i>(en milliers d'euros)</i>	2012	2011
Litige fournisseur		553
Coûts de restructuration	(5 047)	(2 496)
Dépréciation travaux gros-œuvre Rivoli et coûts de fermeture	(3 352)	(5 062)
<b>TOTAL</b>	<b>(8 399)</b>	<b>(7 005)</b>

### Dépréciation des installations et travaux gros œuvre du magasin ETAM de la rue de Rivoli

Au 31 décembre 2011, le Groupe avait comptabilisé une perte de valeur sur les agencements, installations et travaux gros-œuvre du magasin Rivoli pour un montant de 5 062 milliers d'euros pour une insuffisance de sa valeur recouvrable et donc de sa rentabilité, par rapport à la valeur comptable des ses actifs, liée aux changements intervenus dans les supports de communication du Groupe et à une évolution défavorable des conditions de marché de l'environnement géographique proche.

Au 31 décembre 2012, Le Groupe a acté une perte de valeur complémentaire de 1 952 milliers d'euros sur les agencements, installations et travaux gros-œuvre du magasin Rivoli ETAM, non cessibles et non utilisables, traduisant la décision de fermeture de ce magasin prise en décembre 2012 par la direction pour impossibilité de renouveler le contrat de bail aux conditions de loyer permettant une exploitation rentable de ce magasin.

## Coûts de restructuration

Les coûts de restructuration s'élevaient à 5 047 milliers d'euros au 31 décembre 2012 contre 2 496 milliers d'euros l'année dernière et traduisent la poursuite de la mise en œuvre de la décision du Groupe d'adapter sa structure opérationnelle, en Europe, à la conjoncture économique actuelle. Les coûts de cette réorganisation ont été comptabilisés dans les charges non récurrentes pour une meilleure lecture de la performance opérationnelle du Groupe.

## NOTE 24 - RÉSULTAT FINANCIER

<i>(en milliers d'euros)</i>	2012	2011
Intérêts sur emprunts bancaires	(10 375)	(10 331)
Intérêts sur location financement	(1 166)	(1 589)
Revenus des VMP	0	0
Produits sur cession des VMP	650	371
Charges sur cession des VMP	(3)	(8)
<b>Coût de la dette</b>	<b>(10 894)</b>	<b>(11 557)</b>
Gains (pertes) de change	2 971	(4 166)
Juste valeur des instruments de couverture	(2 394)	2 412
Charges d'intérêts liées aux engagements de retraite	(609)	(883)
Effets de l'actualisation des actifs et passifs	1 732	(1 509)
Produits de cession d'immobilisations financières	(32)	39
Valeur nette comptable des immobilisations financières cédées	(2)	0
Autres montants nets	(364)	20
<b>Autres produits et charges financiers</b>	<b>1 302</b>	<b>(4 087)</b>
<b>Résultat financier</b>	<b>(9 592)</b>	<b>(15 644)</b>

## NOTE 25 - IMPÔTS

### NOTE 25.1. ANALYSE DE LA CHARGE D'IMPÔT

<i>(en milliers d'euros)</i>	2012	2011
Impôt exigible	(11 943)	(8 446)
Impôts différés	8 681	8 419
CVAE	(4 945)	(4 524)
Ajustement sur impôt exigible au titre des exercices antérieurs	0	(9)
<b>Charge d'impôt de l'exercice</b>	<b>(8 207)</b>	<b>(4 560)</b>
Résultat avant impôt des activités poursuivies	22 373	18 639
<b>Taux facial d'impôt du Groupe rapporté au résultat avant impôt des activités poursuivies</b>	<b>36,7%</b>	<b>24,5%</b>

### A- Impôt exigible

La charge d'impôt exigible est égale aux montants d'impôt sur les bénéfices dus aux administrations fiscales au titre de l'exercice, en fonction des règles et des taux d'imposition en vigueur dans les différents pays. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2000, la Société Etam développement a renouvelé son option pour le régime d'intégration fiscale de droit commun prévu à l'article 233 A du Code général des impôts pour elle-même et ses filiales françaises contrôlées au moins à 95%.

### B- Impôts différés

La charge d'impôts différés est déterminée selon la méthode comptable précisée en note 2.15. Le taux de base de l'impôt sur les sociétés en France est de 33,33 %.

La loi sur le financement de la Sécurité sociale n°99-1140 du 29 décembre 1999 a instauré un complément d'imposition égal à 3,3% de l'impôt de base dû. Pour les sociétés françaises, le taux légal d'imposition se trouve ainsi majoré de 1,1%.

Pour les exercices clos entre le 31 décembre 2011 et le 30 décembre 2015, la loi de finances rectificative pour l'exercice 2011 modifiée par la loi de finance 2013 a instauré une contribution exceptionnelle égale à 5% de l'impôt de base dû par les entreprises qui réalisent un chiffre d'affaires supérieur à 250 millions d'euros.

Pour les sociétés françaises, le taux légal d'imposition se trouve ainsi majoré de 1,67 % pendant cette période pour atteindre 36,10%.

### C- Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (C.V.A.E)

En France, la loi de finances pour 2010 a introduit une nouvelle taxe : la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE). Par cohérence avec le traitement de taxes analogues au sein du Groupe, la CVAE a été qualifiée par le Groupe d'impôt sur le résultat au regard de la norme IAS 12. En conséquence, elle est comptabilisée en « impôt sur le résultat ».

#### NOTE 25.2. INTÉGRATION FISCALE : ÉCONOMIE D'IMPÔT RÉALISÉE PAR LE GROUPE ET LISTE DES SOCIÉTÉS MEMBRES

<i>(en milliers d'euros)</i>	2012	2011
Impôt dû par les sociétés si elles étaient imposées séparément	10 690	10 078
Impôt dû par le Groupe	0	0
<b>Economie (charge) d'impôt effective de l'exercice</b>	<b>10 690</b>	<b>10 078</b>
<b>Liste des sociétés intégrées fiscalement</b>		
ETAM DEVELOPPEMENT	0	0
ETAM SA	0	0
ELAN INDUSTRIES	0	0
NORTEX SA	0	0
SARL ENTREPOTS COMPANS	0	0
ENTREPOTS LINGERIE	0	0
123 SAS (ex. Financière Jaurès SAS)	0	0
ETAM DESTOCK (ex. Financière Barbusse SAS)	0	0
NORPIERRE SAS (ex : SAS RUE DE CLICHY)	0	0
ETAM FORMATION SAS	0	0
ETAM SCE	0	0
ETAM PRÊT A PORTER (ex. Sci Nimelyon)	0	0
ETAM LINGERIE	0	0
UNDIZ	0	0
COVI DEUX SAS	0	0
<b>Nombre de sociétés intégrées</b>	<b>15</b>	<b>15</b>

NOTE 25.3. ANALYSE DE LA CHARGE D'IMPÔT

<i>(en milliers d'euros)</i>	<b>2012</b>	<b>2011</b>
<b>Résultat net des activités poursuivies</b>	<b>14 166</b>	14 079
Impôt exigible	(11 943)	(8 446)
Impôts différés	8 681	8 419
CVAE	(4 945)	(4 524)
Ajustement sur impôt exigible au titre des exercices antérieurs	0	(9)
<b>Résultat des activités poursuivies avant impôt</b>	<b>22 373</b>	<b>18 639</b>
Dépréciation des goodwill	0	257
Elimination des résultats internes	(66)	(984)
Autres	(3 741)	3 757
<b>Total des différences permanentes (charges non déductibles)</b>	<b>(3 807)</b>	<b>3 030</b>
Résultat non taxé ou taxé à taux réduit	1 588	(1 247)
Résultat taxable des activités poursuivies au taux courant	20 154	20 422
Taux courant d'impôt en France	36,10%	36,10%
<b>Impôt (théorique) au taux courant français</b>	<b>(7 276)</b>	<b>(7 372)</b>
Effets sur l'impôt théorique :		
- du différentiel de taux courant des pays étrangers	2 145	4 816
- des pertes fiscales de l'exercice non utilisées	(15)	(23)
- de l'utilisation des pertes fiscales des exercices antérieurs	1 041	665
- impacts changement taux d'impôts différés	1 223	632
- CVAE nette d'impôt	(3 115)	(2 942)
- impôts sans base	(2 661)	(188)
- autres	450	(149)
<b>Total</b>	<b>(932)</b>	<b>2 811</b>
Impôt au taux normal	(8 207)	(4 560)
Impôt au taux réduit		
<b>Charge d'impôt du Groupe</b>	<b>(8 207)</b>	<b>(4 560)</b>
Résultat Opérationnel	33 523	34 525
Résultat financier	(9 592)	(15 644)
Quote part résultat M.E.Q.	(1 558)	(242)
<b>Résultat des activités poursuivies avant impôt</b>	<b>22 373</b>	<b>18 639</b>
Charge d'impôt au taux courant	(5 131)	(2 556)
<b>Taux courant d'impôt du Groupe</b>	<b>22,9%</b>	<b>13,7%</b>



## NOTE 25.4. ORIGINE DES IMPÔTS DIFFÉRÉS ACTIFS ET PASSIFS

<i>(en milliers d'euros)</i>	2012			2011		
	Actif	Passif	Net	Actif	Passif	Net
Immobilisations incorporelles	3 562	(48 580)	(45 018)	5 281	(54 536)	(49 256)
Immobilisations corporelles	7 381	(40 396)	(33 015)	6 725	(42 015)	(35 290)
Stocks	7 086	(4)	7 082	3 702	0	3 702
Instruments financiers	3 427	(24)	3 403	1 818	(3 060)	(1 242)
Autres actifs	4 143	(2 042)	2 101	925	(1 597)	(672)
Provisions pour engagement envers le personnel	5 095	(250)	4 845	5 530	(0)	5 530
Provisions pour hausse des prix	0	(7 511)	(7 511)	0	(7 618)	(7 618)
Amortissements dérogatoires	11	(3 956)	(3 944)	6	(3 867)	(3 861)
Autres provisions pour risques et charges	348	(265)	83	471	(249)	222
Autres passifs	5 495	(1 558)	3 937	7 329	(4 247)	3 082
Reports fiscaux déficitaires	514	(0)	514	1 445	(0)	1 445
Autres impôts différés	13	0	13	14	0	14
<b>Actifs (passifs) d'impôts différés nets</b>	<b>37 077</b>	<b>(104 587)</b>	<b>(67 510)</b>	<b>33 245</b>	<b>(117 190)</b>	<b>(83 945)</b>
Impôts différés actifs au bilan			24 072			17 532
Impôts différés passifs au bilan			(91 582)			(101 477)
<b>Solde net</b>			<b>(67 510)</b>			<b>(83 945)</b>

## NOTE 25.5. VARIATION DES IMPÔTS DIFFÉRÉS ACTIFS ET PASSIFS

<i>(en milliers d'euros)</i>	Net au 31.12.11	Inscrits dans le résultat	Inscrits dans les autres éléments du résultat global	Variation de périmètre	Autres mouvements	Ecart conversion	Net au 31.12.12
Immobilisations incorporelles	(49 256)	1 086	3 589	0	(429)	(8)	(45 018)
Immobilisations corporelles	(35 290)	3 848	(501)	0	(1 043)	(30)	(33 015)
Stocks	3 702	3 441	0	0	0	(60)	7 082
Instruments financiers	(1 242)	1	4 068	0	576	0	3 403
Autres actifs	(672)	3 085	0	0	(299)	(13)	2 101
Provision pour engagement envers le personnel	5 530	(1 395)	710	0	(0)	(0)	4 845
Provisions pour hausse des prix	(7 618)	107	0	0	0	0	(7 511)
Amortissements dérogatoires	(3 861)	(83)	0	0	(0)	0	(3 944)
Autres provisions pour risques et charges	222	(143)	3	0	0	1	83
Autres passifs	3 082	(104)	0	0	971	(11)	3 937
Reports fiscaux déficitaires	1 445	(929)	0	0	0	(2)	514
Autres impôts différés	14	(233)	(5)	0	255	(18)	13
<b>Actifs (passifs) d'impôts différés nets</b>	<b>(83 945)</b>	<b>8 681</b>	<b>7 865</b>	<b>0</b>	<b>31</b>	<b>(142)</b>	<b>(67 510)</b>

## NOTE 25.6. ACTIFS D'IMPÔTS DIFFÉRÉS NON COMPTABILISÉS

L'ensemble des déficits reportables non activés génèrerait une économie d'impôt potentielle de 23,4 M€ en 2012 (25,2 M€ en 2011).

<i>(en milliers d'euros)</i>	Valeur brute	Impôt différé actif total	Impôt différé actif reconnu	Impôt différé actif non reconnu
Reports fiscaux déficitaires	74 627	24 900	1 543	23 357
Autres				
<b>Total</b>	<b>74 627</b>	<b>24 900</b>	<b>1 543</b>	<b>23 357</b>
<b>Au 31 décembre 2011</b>				
<i>(en milliers d'euros)</i>	Valeur brute	Impôt différé actif total	Impôt différé actif reconnu	Impôt différé actif non reconnu
Reports fiscaux déficitaires	77 564	26 554	1 403	25 151
Autres	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>77 564</b>	<b>26 554</b>	<b>1 403</b>	<b>25 151</b>

Les impôts différés actifs sont activés au regard des plans d'affaires établis pour chaque filiale. Ces derniers sont conformes avec ceux retenus dans le cadre des tests de dépréciation des actifs.

Ces déficits fiscaux sont reportables sans limitation de délais.

## **NOTE 26 - RÉSULTAT PAR ACTION**

<i>(en milliers d'euros)</i>	2012	2011
Nombre moyen pondéré d'actions au 31 décembre (a)	7 982 547	7 982 547
Actions d'autocontrôle portées en déduction des capitaux propres (b)	0	0
<b>Nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice (c)=(a)-(b)</b>	<b>7 982 547</b>	<b>7 982 547</b>
Nombre moyen pondéré d'actions dilutives (d)	-	-
<b>Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (dilué) (e)=(c)+(d)</b>	<b>7 982 547</b>	<b>7 982 547</b>
<b>Résultat net - part du groupe</b>	<b>12 857</b>	<b>5 980</b>
Propositions d'attributions aux associés commandités	(1 647)	(1 659)
<b>Résultat net part du groupe utilisé pour le calcul des résultats de base et dilué par action</b>	<b>11 210</b>	<b>4 321</b>
- Résultat de base par action (en euros)	1,404	0,541
- Résultat dilué par action (en euros)	1,404	0,541
<b>Résultat net des activités poursuivies</b>	<b>14 166</b>	<b>14 079</b>
Propositions d'attributions aux associés commandités	(1 647)	(1 659)
<b>Résultat net des activités poursuivies utilisé pour le calcul des résultats de base et dilué par action</b>	<b>12 519</b>	<b>12 420</b>
- Résultat de base par action (en euros)	1,57	1,56
- Résultat dilué par action (en euros)	1,57	1,56
<b>Résultat net des activités poursuivies hors non courant</b>	<b>19 143</b>	<b>13 273</b>
Propositions d'attributions aux associés commandités	(1 647)	(1 628)
<b>Résultat net des activités poursuivies hors non courant utilisé pour le calcul des résultats de base et dilué par action</b>	<b>17 496</b>	<b>11 645</b>
- Résultat de base par action (en euros)	2,19	1,46
- Résultat dilué par action (en euros)	2,19	1,46
<b>Résultat net des activités arrêtées ou en cours de cession</b>	<b>(750)</b>	<b>(2 827)</b>
- Résultat de base par action (en euros)	(0,094)	(0,354)
- Résultat dilué par action (en euros)	(0,094)	(0,354)

NOTE 26.1. RÉSULTAT NET PART DU GROUPE DES ACTIVITÉS POURSUIVIES HORS ÉLÉMENTS NON COURANTS

<i>(en milliers d'euros)</i>	<b>2012</b>	<b>2011</b>
<b>Résultat net des activités poursuivies</b>	<b>14 166</b>	<b>14 079</b>
<i>dont part du résultat net des activités poursuivies attribuable aux :</i>		
- Propriétaires de la société Mère du Groupe	13 607	8 807
- Intérêts non contrôlés	559	5 272
<b>Éléments non courants nets d'impôt - part du groupe (*)</b>	<b>( 5 536)</b>	<b>( 4 466)</b>
<i>dont part des éléments non courants attribuable aux :</i>		
- Propriétaires de la société Mère du Groupe	( 5 536)	( 4 466)
- Intérêts non contrôlés	-	-
<b>Résultat net part du groupe des activités poursuivies hors éléments non courants</b>	<b>19 143</b>	<b>13 273</b>

*(\*) l'effet d'impôt sur les éléments courants s'élève à 2863 K€ en 2012 et à 2539 K€ en 2011*

**NOTE 27 – ACTIFS DÉTENUS EN VUE DE LA VENTE, ACTIVITÉS ARRÊTÉES, CÉDÉES OU EN COURS DE CESSIION**

Le Groupe a décidé en 2011 de céder son activité lingerie en Italie représentant une activité significative et distincte dans le reporting sur le secteur opérationnel Europe. En conséquence, dès 2011, les actifs et passifs liés à l'activité lingerie en Italie ont été classés séparément au bilan sur les lignes distinctes « Actifs détenus en vue d'être cédés » et « Passifs relatifs à des actifs détenus en vue d'être cédés » conformément à IFRS 5. Par ailleurs, le résultat net lié à l'activité lingerie en Italie a été comptabilisé dans le compte de résultat sur la ligne distincte « Résultat des activités arrêtées ou en cours de cession », conformément à IFRS 5, dans la mesure où il s'agit d'une ligne d'activité principale et distincte du reste du Groupe.

Les opérations de cession de l'activité lingerie en Italie ont été réalisées et achevées en 2012 conformément au plan de cession défini initialement.

## **Impact sur les états financiers**

### **NOTE 27.1. COMPTE DE RÉSULTAT ET FLUX DE TRÉSORERIE DES ACTIVITÉS ABANDONNÉES OU EN COURS DE CESSIION**

<i>(en milliers d'euros)</i>	Notes	<b>2012</b>	<b>2011</b>
Chiffre d'affaires		2 979	7 281
Coût des ventes		(1 131)	(3 069)
<b>Marge Brute</b>		<b>1 848</b>	<b>4 212</b>
Coûts de distribution		(2 520)	(4 922)
Charges administratives		(257)	(334)
Autres Produits et (charges) d'exploitation		0	(66)
<b>Résultat Opérationnel Courant</b>		<b>(929)</b>	<b>(1 109)</b>
Autres produits et (charges) opérationnels		(85)	(1 970)
<b>Résultat Opérationnel</b>		<b>(1 014)</b>	<b>(3 079)</b>
Coût de la dette financière nette		0	0
Autres Produits et (Charges) financiers		(31)	(54)
<b>Résultat Financier</b>		<b>(31)</b>	<b>(54)</b>
Charges d'impôt sur activités opérationnelles		(295)	(306)
Quote-part des résultats associés			
<b>Résultat des activités arrêtées ou en cours de cession</b>		<b>(750)</b>	<b>(2 827)</b>
<i>dont part du résultat net attribuable aux :</i>			
- Propriétaires de la société Mère du Groupe		(750)	(2 827)
- Intérêts non contrôlés		-	-
<b><i>en milliers d'euros</i></b>		<b>2012</b>	<b>2011</b>
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles		(1 064)	(693)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement			(28)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement			0
<b>Flux nets de trésorerie</b>		<b>(1 064)</b>	<b>(722)</b>
Trésorerie d'ouverture ou flux nets et variation des flux intragroupes			141
<b>Flux nets liés aux activités abandonnées<sup>(1)</sup></b>		<b>(1 064)</b>	<b>(581)</b>

*(1) ligne présentée dans le tableau des flux de trésorerie du Groupe*

Les autres produits et charges opérationnels non courants incluent les éléments suivants :

<i>(en milliers d'euros)</i>	<b>2012</b>	<b>2011</b>
Coûts de restructuration	(652)	(1 170)
Gain (Perte) comptabilisé résultant de l'évaluation à la juste valeur diminué des coûts de cession des actifs non-courants	0	(800)
Résultat sur cession des actifs non-courants	567	0
<b>Total autres produits et charges opérationnels</b>	<b>(85)</b>	<b>(1 970)</b>

NOTE 27.2. ACTIFS DÉTENUS EN VUE DE LA VENTE

<b>ACTIF</b>	<b>2012</b>	<b>2011</b>
Immobilisations incorporelles	0	534
Immobilisations corporelles	0	72
Actifs financiers non courants	4	6
<b>Total des Actifs non courants</b>	<b>4</b>	<b>611</b>
Stocks et en-cours	0	635
Avances et acomptes versés	(40)	(9)
Créances clients	68	29
Autres créances	139	408
Charges constatées d'avance	0	340
Trésorerie et équivalents trésorerie	87	369
<b>Total des Actifs Courants</b>	<b>254</b>	<b>1 771</b>
<b>Total des actifs détenus en vue d'être cédés</b>	<b>259</b>	<b>2 382</b>

NOTE 27.3. PASSIFS RELATIFS AUX ACTIFS DETENUS EN VUE DE LA VENTE

<b>PASSIF</b>	<b>2012</b>	<b>2011</b>
Provisions pour risques et charges non courantes	0	1 170
<b>Total des Passifs non courants</b>	<b>0</b>	<b>1 170</b>
Provisions pour risques et charges courantes	504	494
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	72	579
Passifs d'impôt exigible	0	(15)
Dettes sociales et fiscales	39	287
Autres dettes	2	27
<b>Total des Passifs courants</b>	<b>616</b>	<b>1 372</b>
<b>Total des passifs relatifs aux actifs détenus en vue d'être cédés</b>	<b>616</b>	<b>2 542</b>

Par ailleurs, le Groupe n'a comptabilisé aucun produit ni charge en autres éléments du résultat global lié à un actif non courant classé comme détenu en vue de la vente.

## **NOTE 28 - TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES**

### **NOTE 28.1. RÉMUNÉRATIONS DES DIRIGEANTS**

Il s'agit des rémunérations allouées aux membres du comité de direction, du Conseil de Surveillance, des conseils d'administration des filiales et aux associés commandités.

<i>(en milliers d'euros)</i>	2012					2011				
	Comité de Direction	Associés Commandités	Conseil de Surveillance	Conseils d'Admin.	TOTAL	Comité de Direction	Associés Commandités	Conseil de Surveillance	Conseils d'Admin.	TOTAL
Avantages à court terme (rémunérations, primes, avantages en nature, etc.)	2 514	1 703	0	0	<b>4 217</b>	2 361	2 444	0	0	4 805
Jetons de présence	1	27	195	4	<b>226</b>	3	49	176	7	235
Avantages long terme et postérieurs à l'emploi (retraites, médailles du travail, etc.)	0	0	0	0	<b>0</b>	0	0	0	0	0
Stock options	0	0	0	0	<b>0</b>	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>2 515</b>	<b>1 730</b>	<b>195</b>	<b>4</b>	<b>4 443</b>	<b>2 364</b>	<b>2 492</b>	<b>176</b>	<b>7</b>	<b>5 039</b>

Par ailleurs, la part des dirigeants dans les provisions de retraites et assimilés se décompose au 31 décembre 2012 et 2011 comme suit :

<i>(En milliers d'euros)</i>	2012	2011
Indemnités de départ à la retraite & Médailles du travail	349	332
Régime de retraite supplémentaire	10 753	20 866
<b>Total</b>	<b>11 103</b>	<b>21 198</b>

Le Groupe a par ailleurs négocié avec certains de ces dirigeants des indemnités à verser en cas de départ du Groupe. L'engagement global s'élève à 2,03 M€ en 2012 contre 2,1 M€ en 2011.

### **NOTE 28.2. PARTICIPATIONS NON CONSOLIDÉES**

Le Groupe n'a pas conclu de transactions significatives en 2012 et en 2011 avec ses participations non consolidées.

### **NOTE 28.3. PARTIES LIÉES AYANT UNE INFLUENCE NOTABLE SUR LE GROUPE**

Comme indiqué à l'article 23 des statuts, le droit aux bénéfices des associés commandités est égal à 1% du montant du bénéfice distribuable de chaque exercice. Il est prélevé sur le bénéfice distribuable de chaque exercice. Le versement des sommes correspondant au droit aux bénéfices des associés commandités intervient dans les 3 mois suivant l'approbation des comptes de chaque exercice par l'assemblée générale.

Il a ainsi été distribué 1,65 M€ en 2012 et 1,66 M€ en 2011.

Le Groupe n'a pas conclu de transactions significatives avec les parties liées au cours de l'exercice 2012 autres que les transactions courantes décrites dans la note 29.4 ci-après.

#### NOTE 28.4. PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES ASSOCIÉES

La société MOA, dont le Groupe détient 25% du capital, exerce une activité de distribution d'accessoires de mode à travers un réseau de points de vente. La société MOA verse au Groupe ETAM une redevance d'exploitation représentant un pourcentage du chiffre d'affaires réalisé dans certains points de vente du Groupe.

Au cours de l'année 2012, les transactions avec la société MOA sont :

<i>(en milliers d'euros)</i>	2012	2011
Redevance	4 054	3 588
Achats de petit matériel		
Avance de trésorerie (Prêt)	1 613	490
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	(1 274)	(883)

#### NOTE 28.5. SOCIÉTÉS FAISANT PARTIE DU PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Les transactions avec les sociétés consolidées par intégration proportionnelle et par intégration globale sont principalement :

- les achats/ventes de marchandises,
- les prestations de services,
- les redevances de marque,
- les charges et produits d'intérêt financier sur comptes courants,
- les dividendes.

#### NOTE 29 - FAITS EXCEPTIONNELS ET LITIGES

Il n'existe pas, à ce jour, de faits exceptionnels et litiges pouvant avoir une incidence significative sur l'activité, la situation financière, le résultat, le patrimoine et les perspectives d'avenir de la Société ou de son Groupe.

#### NOTE 30 - COURS DES DEVISES

	2012		2011	
	Moyen	Clôture	Moyen	Clôture
CNY	0,123193	0,121644	0,111878	0,122567
HKD	0,100275	0,097789	0,092302	0,099493
RON	0,224313	0,224997	0,23593	0,231305
INR	0,014571	0,013781	0,015416	0,014553
SGD	0,622600	0,620694	0,571731	0,594566
PLN	0,239403	0,245459	0,242809	0,224316
CHF	0,829489	0,828363	0,807412	0,822639

## NOTE 31 - HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

<i>(en milliers d'euros)</i>	CONSTANTIN				KPMG			
	Montant (HT)		%		Montant (HT)		%	
	2012	2011	2012	2011	2012	2011	2012	2011
<b>Audit</b>								
- Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés (1)	<b>276,34</b>	<b>296,56</b>	<b>99,8%</b>	<b>92,5%</b>	<b>379,82</b>	<b>387,39</b>	<b>96,7%</b>	<b>90,1%</b>
* Emetteur	87,90	86,17	31,8%	26,9%	87,90	93,17	22,4%	21,7%
* Filiales intégrées globalement	188,44	210,39	68,1%	65,6%	291,92	294,22	74,3%	68,4%
- Missions accessoires	<b>0,50</b>	<b>13,00</b>	<b>0,2%</b>	<b>4,1%</b>	<b>5,10</b>	<b>42,69</b>	<b>1,3%</b>	<b>9,9%</b>
* Emetteur		-	0,0%	0,0%		16,55	0,0%	3,8%
* Filiales intégrées globalement	0,50	13,00	0,2%	4,1%	5,10	26,14	1,3%	6,1%
<b>Sous-total</b>	<b>276,84</b>	<b>309,56</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>384,92</b>	<b>430,08</b>	<b>98,0%</b>	<b>100,0%</b>
<b>Autres Prestations</b>								
- Juridique, fiscal, social	-	-	-	-	7,80	-	2,0%	-
- Technologies de l'information	-	-	-	-	-	-	-	-
- Audit interne	-	-	-	-	-	-	-	-
- Autres (à préciser si > 10% des honoraires d'audit)		11,10	0,0%	3,5%	-	-	-	-
<b>Sous-total</b>	<b>-</b>	<b>11,10</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>7,80</b>	<b>-</b>	<b>0,02</b>	<b>-</b>
<b>TOTAL</b>	<b>276,84</b>	<b>320,66</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>392,72</b>	<b>430,08</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>

(1) y compris les prestations d'experts indépendants ou du réseau à la demande du commissaire aux comptes dans le cadre de la certification des comptes.



## NOTE 32 - PÉRIMÈTRE DU GROUPE

### SOCIETES INTEGREES GLOBALEMENT

Sociétés	Siège	N° SIREN	% de contrôle	% d'intérêt
<b><u>Sociétés Françaises</u></b>				
ETAM DEVELOPPEMENT SCA	75 - PARIS	308 382 035	MERE	MERE
ETAM SA	92 - CLICHY	552 015 307	100,00%	100,00%
ELAN INDUSTRIES	92 - CLICHY	344 825 245	99,96%	99,96%
NORTEX SA	92 - CLICHY	552 036 121	100,00%	100,00%
ETAM PRÊT A PORTER (ex SCI Nimelyon)	92 - CLICHY	337 598 866	100,00%	100,00%
SARL ENTREPOTS COMPANS	77 - COMPANS	411 699 473	100,00%	100,00%
ENTREPOTS GOUSSAINVILLE	92 - CLICHY	432 220 275	100,00%	100,00%
123 SAS (ex Financière Jaurès)	92 - CLICHY	444 600 464	100,00%	100,00%
ETAM DESTOCK (ex Financière Barbusse)	92 - CLICHY	444 600 134	100,00%	100,00%
NORPIERRE SAS (ex : SAS RUE DE CLICHY)	92 - CLICHY	450 967 783	100,00%	100,00%
ETAM FORMATION (ex SAS Rue de Paris)	92 - CLICHY	450 989 306	100,00%	100,00%
ETAM SCE (ex SAS Rue Martre)	92 - CLICHY	450 966 445	100,00%	100,00%
ETAM FINANCES SNC	92 - CLICHY	479 494 379	100,00%	100,00%
ETAM LINGERIE SAS	92 - CLICHY	478 355 753	100,00%	100,00%
UNDIZ SAS (ex : COVI SAS)	92 - CLICHY	478 356 116	100,00%	100,00%
COVI DEUX SAS	92 - CLICHY	479 598 336	100,00%	100,00%
<b><u>Sociétés étrangères</u></b>				
ETAM SA Belgique	Bruxelles - Belgique		100,00%	100,00%
FONCIERE ETEL (ex ETAMIL)	Bruxelles - Belgique		100,00%	100,00%
ETAMINT	Bruxelles - Belgique		100,00%	100,00%
ETAM Luxembourg	Luxembourg		100,00%	100,00%
1.2.3. Luxembourg	Luxembourg		100,00%	100,00%
MODASIA	Luxembourg		80,85%	76,00%
IFEM	Madrid - Espagne		99,00%	99,00%
1.2.3. GmbH	Krefeld - Allemagne		100,00%	100,00%
INTERMODA	Shanghai - Chine		100,00%	76,00%
SHANGHAI AIGE	Shanghai - Chine		100,00%	76,00%
E.I.S. Chine	Shanghai - Chine		100,00%	100,00%
ELEGANT TIME INTERNATIONAL LTD	Hongkong - Chine		100,00%	76,00%
ELEGANT SHANGHAI TRADING CO.LTD	Shanghai - Chine		100,00%	76,00%
SHANGHAI INTERMAY CLOTHING Co. Ltd	Shanghai - Chine		100,00%	76,00%
TAIZHOU AIGE CLOTHING Co. Ltd	Taizhou -Chine		100,00%	76,00%
DECORATION CO.	Shanghai - Chine		100,00%	76,00%
ETAM Italie	Milan - Italie		100,00%	99,99%
U.B.O.	New Delhi - Inde		60,00%	60,00%
IFLEM	Lisbonne - Portugal		100,00%	99,00%
ETAM SINGAPOUR	Singapour		100,00%	100,00%
ETAM POLAND SP	Varsovie - Pologne		100,00%	100,00%
GROUPE ETAM SUISSE	Genève - Suisse		100,00%	100,00%
EIS ROUMANIE	Bucarest - Roumanie		100,00%	100,00%

### SOCIÉTÉS INTÉGRÉES PROPORTIONNELLEMENT

Sociétés	Siège	N° SIREN	% de contrôle	% d'intérêt
<b><u>Sociétés Françaises</u></b>				
GECIDIMMO	93 - SAINT OUEN	390 335 297	50,00%	50,00%

### SOCIÉTÉS MISES EN EQUIVALENCE

Sociétés	Siège	N° SIREN	% de contrôle	% d'intérêt
<b><u>Sociétés Françaises</u></b>				
MOA	75 - PARIS	441 217 395	25,00%	25,00%

## NOTE 33 - ÉVÉNEMENTS POST CLÔTURE

Aucun événement significatif n'est à signaler post-clôture.



# RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

**Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels** **147**

---

**Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes  
consolidés** **149**

---



**KPMG Audit**  
Immeuble KPMG  
1, cours Valmy  
92923 Paris La Défense Cedex  
France



**Constantin Associés**  
185, avenue Charles de Gaulle  
92524 Neuilly-sur-Seine Cedex

## **Etam Développement**

Siège social : 78, rue de Rivoli - 75004 PARIS  
Capital social : € 12 169 313

### **Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2012

---

Aux Associés et Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2012, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société ETAM DEVELOPPEMENT, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par la Gérance. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

#### **I. Opinion sur les comptes annuels**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

#### **II. Justification des appréciations**

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants.

La note 2.1.2 de l'annexe expose les règles et méthodes comptables relatives aux titres de participation.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables précisées ci-dessus et des informations fournies dans les notes de l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

### **III. Vérifications et informations spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de la gérance et dans les documents adressés aux associés sur la situation financière et les comptes annuels.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L.225-102-1 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital et des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de la Gérance.

Neuilly-sur-Seine et Paris La Défense, le 18 avril 2013

Les Commissaires aux comptes

**CONSTANTIN ASSOCIES**

*Member of Deloitte Touche Tohmatsu*

**KPMG AUDIT**

Jean Paul SEGURET

Eric ROPERT



**KPMG Audit**  
Immeuble KPMG  
1, cours Valmy  
92923 Paris La Défense Cedex  
France



Member of  
**Deloitte Touche Tohmatsu**  
**Constantin Associés**  
185, avenue Charles de Gaulle  
92524 Neuilly-sur-Seine Cedex

## **ETAM DEVELOPPEMENT**

Société en Commandite par Actions

78, rue de Rivoli - 75004 PARIS  
Capital social : € 12 169 313

### **Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés**

Exercice clos le 31 décembre 2012

#### Aux Associés et Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2012, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société ETAM DEVELOPPEMENT, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par la Gérance. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

#### **I. Opinion sur les comptes consolidés**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

#### **II. Justification des appréciations**

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance, les éléments suivants.

Le Groupe procède systématiquement, à chaque clôture, à la réévaluation de ses droits au bail et assimilés et de ses ensembles immobiliers selon les modalités décrites dans les notes 2.6.1 et

2.7.1 de l'annexe des comptes consolidés. Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ces réévaluations ainsi que la documentation disponible et les hypothèses utilisées et nous avons vérifié que les notes 2.6.1 et 2.7.1 de l'annexe donnent une information appropriée.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

### **III. Vérification spécifique**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe données dans le rapport sur la gestion du groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Neuilly-sur-Seine et Paris la Défense, le 18 avril 2013

Les Commissaires aux Comptes

**CONSTANTIN ASSOCIES**

*Member of Deloitte Touche Tohmatsu*

**KPMG AUDIT**

Jean Paul SEGURET

Eric ROPERT

## **DÉCLARATION DES PERSONNES PHYSIQUES QUI ASSUMENT LA RESPONSABILITÉ DU RAPPORT FINANCIER ANNUEL**

---

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes pour l'exercice 2012 sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion ci-joint, figurant de la page 3 à la page 56, présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

Fait à Paris, le

La Gérance

M. Pierre Milchior

M. Laurent Milchior

Mme Marie-Claire Tarica